



Centre National de la Recherche Scientifique

INSTITUT FEDERATIF DE RECHERCHE
SUR LES ECONOMIES ET LES SOCIETES
INDUSTRIELLES (I.F.R.E.S.I.)
GO 004



Bilan 1989/1991 et perspectives

Sections du Comité National du CNRS

- 33 : Formation du monde moderne
- 36 : Sociologie - Normes et règles
- 37 : Economie et Société
- 39 : Espaces, territoires et sociétés
- 40 : Politique - Pouvoir - Organisation (principale)

*Adresse : 2, rue des Canoniers, 59800 LILLE - Tél. 20.12.58.30
Télécopie : 20.12.58.31*

**INSTITUT FEDERATIF DE RECHERCHE
SUR LES ECONOMIES
ET LES SOCIETES INDUSTRIELLES**

Bilan 1989/1991 et perspectives

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE - L'INSTITUT FEDERATIF SUR LES ECONOMIES ET LES SOCIETES INDUSTRIELLES 1

| | |
|---|---|
| 1. Formations constitutives et formule institutionnelle | 3 |
| 2. Champ thématique couvert | 4 |
| 3. Missions et principes de fonctionnement | 5 |
| 4. Implantation, infrastructures | 6 |
| 5. Gestion, administration, soutien logistique à la recherche | 7 |
| 6. Direction | 8 |
| 7. Sections du comité national | 8 |

DEUXIEME PARTIE - BILAN SCIENTIFIQUE (juin 89-juin 91) 11

Avant-propos 13

I. Mutations de la production et des services, politiques d'entreprises et relations avec l'environnement 15

| | |
|---|----|
| I. 1. Le développement des activités de services à l'échelle internationale, nationale et régionale | 21 |
| I. 2. Dépenses immatérielles et gestion des activités de haute technologie | 24 |
| I. 3. L'investissement en PME, les relations recherche/industrie, les services d'intermédiation et l'intervention publique | 25 |
| I. 4. La coopération entre le centre régional de génie industriel (CRGI) et l'IFRESI | 27 |
| I. 5. Intégration, informatisation, changement social et organisationnel de l'entreprise | 28 |
| I. 6. Les industries informationnelles en France et en Grande Bretagne | 29 |
| I. 7. L'évolution des centres tertiaires des années 60 : mobilité des entreprises et réorganisations urbaines | 30 |
| I. 8. Les activités de conseil en technologie informationnelle et leur géographie en France, en Grande Bretagne et aux Pays-Bas | 30 |
| I. 9. Le rôle du conseil dans le processus de transfert de technologie informationnelle aux organisations de production et distribution | 31 |
| I. 10. Dynamiques des localisations des activités et des équipements | 31 |
| I. 11. Activités menées dans le cadre du groupe de science régionale Nord/Pas-de-Calais (1989-1991) | 33 |
| I. 12. Le rôle des structures institutionnelles dans les politiques des firmes | 34 |
| I. 13. Rôle des dirigeants et évolution des entreprises | 35 |
| I. 14. Coûts de production, capital et développement agricole | 36 |

| | |
|--|-----------|
| II. Mutations technologiques et organisationnelles, formation, transformation des identités et groupes professionnels | 39 |
| II. 1. Innovation technique, mutations organisationnelles et transformation de la main d'oeuvre dans la sidérurgie : quelle dynamique de changement ? | 43 |
| II. 2. Stratégies de gestion de la main-d'oeuvre dans les entreprises du textile-habillement et de la vente par correspondance du bassin d'emploi de Roubaix-Tourcoing | 44 |
| II. 3. La gestion des ressources humaines dans les industries de haute technologie : le cas des industries informationnelles | 45 |
| II. 4. Formation et mobilité : la gestion de la main d'oeuvre féminine | 46 |
| II. 5. Caractéristiques communes des effets formateurs des situations de travail | 47 |
| II. 6. Illétrisme et entreprise | 48 |
| II. 7. Eléments pour une sociologie des groupes professionnels | 49 |
| II. 8. Formation, marché du travail et médiations sociales : le cas des ingénieurs diplômés | 50 |
| II. 9. Les entrants dans l'enseignement supérieur du Nord/Pas-de-Calais. Etudes sur les inscriptions 1987-1988 des bacheliers 1987 | 51 |
| II. 10. Recherche CNRS-PIRTTEM intitulée "production et travail dans les derniers sites miniers du bassin du Nord/Pas-de-Calais" | 53 |
| III. Destructurations, précarisations, politiques sociales, lien social | 55 |
| III. 1. Chômage de longue durée et dualisme économique | 59 |
| III. 2. Le chômage au féminin | 60 |
| III. 3. L'impact de la formation sur les trajectoires des adultes peu qualifiés : une approche contextuelle | 61 |
| III. 4. La production de catégories et d'identités dans le chômage de longue durée | 62 |
| III. 5. Le revenu minimum d'insertion | 63 |
| III. 6. Accès au logement, itinéraires résidentiels et politiques publiques | 64 |
| III.7. Représentations de l'insécurité et crise urbaine | 65 |
| III.8. Les facteurs de différenciation des représentations sociales de l'altérité : le cas des locataires d'un immeuble | 67 |
| III.9. Approche sociologique de la demande en réparation du risque thérapeutique | 82 |
| IV. Etat, patronat, syndicats, militantismes : rapports de pouvoir et stratégies d'acteurs | 69 |
| IV.1. Histoire comparée des institutions de l'économie et des attentes des entrepreneurs | 71 |
| IV.2. Les politiques industrielles du patronat et de l'Etat dans une perspective comparatiste | 72 |
| IV.3. Le militantisme extra-professionnel : facteurs et évolutions | 73 |
| V. Dynamique des populations, mutations socio-économiques en longue période | 75 |
| V.1. La dynamique des populations des pays industrialisés | 77 |
| V.2. Le Nord/Pas-de-Calais de restructurations en reconstructions (1930-1974) | 82 |

TROISIEME PARTIE - PERSPECTIVES 85

1. Implantation of cim-technologies in medium-sized machine building-entreprises of Eastern Germany 89
2. L'avenir de la région Nord/Pas-de-Calais à l'horizon 2020 90
3. Animation de la recherche prospective interrégionale 91
4. L'analyse des mutations démographiques et sociales du Nord/Pas-de-Calais d'après le recensement de 1990 et les recensements antérieurs 92
5. L'activité de formation : une activité en profonde mutation. D'une logique de l'offre à une logique de la demande ? 94
6. La gestion de l'immigration clandestine, interventions et interactions entre les administrations de l'Etat 94
7. La représentation d'un instrument scientifique : le cas des classifications socioprofessionnelles 95
8. Le logement et les politiques du logement 96
9. Pratiques et identités militantes en évolution 97
10. Medicine and childhood project 97
11. Comparaisons internationales, quelques concepts préliminaires 98
12. Programme de recherche interdisciplinaire sur la communication interculturelle 99
13. Les mutations des systèmes juridiques européens et le droit de l'administration 101

QUATRIEME PARTIE - COLLOQUES, SEMINAIRES, VALORISATION, RELATIONS INTERNATIONALES 103

1. Coopérations scientifiques et réalisations conjointes 105
2. Colloques, séminaires, rencontres 106
3. Valorisation, transfert 108
4. Relations internationales 108

REMARQUES FINALES 109

ANNEXES 115

Cellule de gestion et de soutien logistique à la recherche

Index des personnels de recherche engagés dans les activités de l'IFRESI

PREMIERE PARTIE

**L'INSTITUT FEDERATIF DE RECHERCHE
SUR LES ECONOMIES ET LES SOCIETES
INDUSTRIELLES**

(I.F.R.E.S.I.)

I. FORMATIONS CONSTITUTIVES ET FORMULE INSTITUTIONNELLE

La création de l'IFRESI a donné lieu à la signature de deux conventions.

Par la première (mai 1985), le CNRS et le Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais conviennent de mettre des moyens en commun afin de créer à Lille un Institut de Recherche sur les Economies et les Sociétés Industrielles. La convention précise l'apport respectif des deux co-contractants.

La seconde convention (mars 1986) porte décision de créer l'IFRESI et en définit la structure institutionnelle. Elle est conclue entre le CNRS d'une part, et, d'autre part, les cinq Universités du Nord/Pas-de-Calais :

- Université des Sciences et Techniques de Lille-Flandre-Artois (Lille I), institution de tutelle ;
- Université du Droit et de la Santé (Lille II) ;
- Université Charles de Gaulle, Sciences Sociales, Lettres et Arts (Lille III) ;
- Université de Valenciennes-Hainaut-Cambrésis ;
- Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille.

Cette convention a été renouvelée en juillet 1990.

Les formations constitutives sont les suivantes :

| <u>Intitulé de la formation</u> | <u>Organismes de rattachement</u> | <u>Disciplines concernées</u> |
|---|---|---|
| Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economique (C.L.E.R.S.E.) | Université de Lille I / CNRS (URA 345) | Sociologie, Sciences de l'économie et de la gestion |
| Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (C.R.A.P.S.) | Université de Lille II / CNRS (URA 982) | Sciences du Politique, Sciences Juridiques |
| Centre de recherches sur l'Allemagne Contemporaine (C.R.A.C.) | Université de Valenciennes | Etudes germaniques, Sciences sociales |
| Economie de la firme , vie des firmes en longue période | Université de Lille I / CNRS (URA 936) | Sciences de l'économie et de la gestion |
| Croissance et développement dans le Nord de la France | Université de Lille III / CNRS (URA 1020) | Histoire moderne et contemporaine |

| | | |
|--|---|---|
| Laboratoire de géographie humaine (L.G.H.) | Université de Lille I | Géographie, aménagement de l'espace |
| Laboratoire de recherches Economiques et Sociales (L.A.B.O.R.E.S.) | Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille / CNRS (URA 362) | Sciences de l'économie et de la gestion, Sociologie |
| Centre d'Histoire de la région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest (C.H.R.N.) | Université de Lille III | Histoire moderne et contemporaine |

Un Conseil d'Institut a été mis en place. La formule retenue pour sa désignation tient compte de la structure fédérative de l'IFRESI : 16 membres sont élus au sein des formations constitutives, à raison de 2 par formation, chacune étant ainsi placée sur un pied d'égalité ; 8 sont nommés par le Directeur, après la large consultation qu'implique toute démarche de ce type.

La suppression des Instituts Fédératifs dans l'organigramme du CNRS n'a mis fin ni à l'existence de l'IFRESI, ni à son appellation, ni à son caractère fédératif. Actuellement, l'IFRESI est constitué par :

- un Groupe de Recherche (GDR, GO 30004) ;
- une Structure Diverse d'Intervention (SDI) à laquelle sont rattachés les personnels ITA CNRS affectés en propre à l'IFRESI.

Il y a unité de direction de ces deux composantes.

A la condition de se souvenir que l'IFRESI n'est pas vraiment une structure légère ni constituée en vue d'une coopération ponctuelle, mais un Institut de Recherche organisé sur un mode fédératif autour d'un projet intellectuel ambitieux et de très gros équipements, la formule retenue ne semble pas présenter d'inconvénient majeur. Il conviendra toutefois de transformer dès que possible la SDI en Unité de Service et de Recherche.

2. CHAMP THEMATIQUE COUVERT

Aux termes des deux conventions, l'objectif poursuivi avec la création de l'IFRESI *"est de fédérer tout ou partie des activités d'équipes relevant du CNRS et des Etablissements d'Enseignement Supérieur du Nord/Pas-de-Calais autour de la problématique générale posée par la mutation des structures industrielles et économiques, l'introduction des technologies nouvelles et leur impact sur l'appareil de production, l'emploi, les conditions de travail et la société"*.

De leur côté, les formations concernées avaient entrepris, depuis l'automne 1983, un gros travail de concertation et d'élaboration collective. Le projet scientifique déposé sur cette base en juin 1985 auprès du Comité National de la Recherche Scientifique définit les objectifs de recherche de l'IFRESI et en

constitue la charte intellectuelle. Cinq “axes” principaux permettent de baliser clairement un projet à la fois assez large pour accueillir toutes les recherches concourant à la réalisation des objectifs de l’Institut, et assez précis pour lui conserver une identité intellectuelle forte. Ces axes sont les suivants :

- 1) analyses économiques et sociales des systèmes techniques en mutation ;
- 2) emploi, formation et chômage dans les mutations passées et présentes de la production ;
- 3) agents économiques, entreprise et dynamique de l’appareil productif ;
- 4) mutations des pouvoirs : structures, acteurs, organisations, discours ;
- 5) transformation des catégories sociales, espaces et rapports sociaux, représentations, identités, comportements.

Le projet insiste fortement sur deux dimensions essentielles des objets et processus étudiés :

- leur dimension historique ;
- leur dimension spatiale.

Enfin, la nécessité de coopérations transdisciplinaires inspire l’ensemble de cette “charte” scientifique.

3. MISSIONS ET PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

3.1. La structure institutionnelle retenue est de type fédératif (GDR). Il en découle que les formations impliquées conservent leur identité et leurs moyens propres, tout comme leurs liens avec leurs établissements d’appartenance. Les chercheurs et enseignants-chercheurs concernés demeurent membres et figurent (y compris pour les activités développées dans l’IFRESI) au bilan de leurs formations respectives. Ils interviennent au titre de l’IFRESI, sont accueillis par lui et/ou bénéficient de son soutien à raison de leur implication dans le programme de recherche de l’Institut.

Il s’agit donc bien d’une structure à la fois fédérative et évolutive, au champ d’activité clairement balisé par le Projet déposé en 1985, reposant principalement sur le dynamisme des formations constitutives (qui assument en outre une responsabilité de maîtrise d’ouvrage) mais ouverte aux collaborations les plus larges.

En d’autres termes, l’Institut, par rapport aux formations constitutives, représente un ensemble sécant. Il n’a nullement pour objectif d’englober d’autorité tous les chercheurs membres des formations constitutives, ni de faire place à la totalité des thèmes étudiés par eux : il entend simplement, sur des opérations inscrites dans son domaine de recherche et approuvées par son Conseil, accueillir et regrouper le maximum de capacités scientifiques disponibles, qu’elles fassent ou non partie des formations constitutives, même si, dans les faits, ces dernières regroupent la très grande majorité des chercheurs

impliqués dans les activités de l'IFRESI.

Réciproquement, l'IFRESI constitue une entité spécifique, à l'identité forte, développant un projet scientifique large, ouvert, mais clairement défini. Ces principes d'autonomie et d'identité s'appliquent avec une particulière rigueur en matière de gestion et d'allocation des ressources par son directeur, assisté de son Conseil.

3.2. L'IFRESI fédère actuellement les activités d'un peu plus de 100 chercheurs (économistes, gestionnaires, géographes, historiens, juristes, politistes, sociologues), dont 70 hébergés à plein temps ou à temps partiel dans ses locaux (enseignants-chercheurs des universités, chercheurs et ingénieurs CNRS, allocataires-doctorants). Il met à leur disposition un important matériel scientifique (informatique, station graphique, station de calcul, reproduction multimode).

On trouvera en annexe pour information un index des personnels de recherche cités dans ce rapport comme impliqués dans les activités de l'IFRESI à la date du 15 juin 1991, avec indication de leurs statuts, discipline et formation d'appartenance. Compte tenu de la formule institutionnelle retenue, cet index ne peut en aucun cas être considéré comme l'équivalent de la "liste nominative des membres" qui figure en tête des rapports d'activité des formations stricto sensu.

4. IMPLANTATION, INFRASTRUCTURES

Entre juin 1986 et juin 1990, l'IFRESI n'a disposé que d'une implantation de 140 m², abritant la cellule de direction et de gestion, ainsi que huit à neuf chercheurs.

Un investissement de 15 millions de francs (dont 3 pour l'équipement) avait été convenu entre le CNRS et le Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais pour la réalisation de l'implantation définitive, chacun contribuant pour moitié à ce financement.

Concernant le site, il convenait de tenir compte de trois impératifs :

- se trouver à proximité, au moins en temps de parcours, des campus universitaires ; l'IFRESI a pour première fonction de faciliter les contacts entre chercheurs, enseignants-chercheurs, équipes ; il doit contribuer à une meilleure liaison entre enseignements, notamment de 3ème cycle, et recherche ; il doit permettre un accès rapide à la Bibliothèque Universitaire et autres centres de documentation ;

- faciliter, d'une part les rapports entre la communauté scientifique et ses divers partenaires sociaux et institutionnels et, d'autre part, les contacts aux plans national et international ; donc, être si possible en centre ville et d'accès rapide par les divers moyens de communication ;

- offrir enfin à ceux qu'il accueille un environnement de qualité et contribuer à une bonne visibilité de l'Institut.

La décision prise d'un commun accord a été de réaliser, par rénovation et extension de deux bâtiments classés (18^{ème} siècle) cédés par l'Armée à la Ville de Lille, et par celle-ci à la Région Nord/Pas-de-Calais, un ensemble de 1 200 m² environ de surfaces utiles, au coeur du futur Centre des Affaires, en face de la gare de Lille, donc également à proximité immédiate du métro (qui relie les campus, le centre-ville et le CHR). La réalisation du TGV, articulé au lien fixe Transmanche, peut faire de ce site (relié déjà à l'aéroport de Lille-Lesquin et abritant la gare routière) une plaque tournante des communications pour l'Europe du Nord-Ouest.

Depuis la rentrée universitaire de septembre 1990, équipes et chercheurs disposent d'un bâtiment offrant environ 65 postes de travail, une salle de conférences, deux salles de réunion, un lieu de rencontre et de détente, et doté d'un important équipement scientifique.

L'opération immobilière a souffert d'un important retard. Neuf mois d'utilisation confirment largement le bien-fondé de sa réalisation. L'installation de l'Institut en site propre a permis une accélération considérable du processus, voulu dès l'origine, de constitution d'une véritable communauté scientifique. Avec elle, l'IFRESI est sorti de sa préhistoire.

5. GESTION, ADMINISTRATION, SOUTIEN LOGISTIQUE A LA RECHERCHE

La mise en place en septembre 1986 d'une cellule de gestion et d'administration a joué un rôle décisif (nonobstant l'exiguïté des locaux) dans le "démarrage" de l'IFRESI et le suivi, extrêmement lourd, de l'opération immobilière.

Jusqu'en janvier 1991, cette cellule a été composée de Pierre-Marie ROBERT, IE, Secrétaire Général ; Danièle MONSEUR, SAR 1 ; Fariza MARECAILLE, AJT ; Guy DE LA CHAUX, technicien. On ne saurait trop souligner ce que l'IFRESI doit à la compétence, au dynamisme et à l'implication de cette équipe.

Depuis janvier 1991, Pierre-Marie ROBERT a été appelé à seconder le Délégué Régional Nord/Pas-de-Calais/Picardie. Sa succession est assurée par Jean-Claude VANHOUTTE, Ingénieur de Recherche.

La cellule travaille évidemment en contact permanent avec un Directeur à plein temps qui, en un sens, en fait partie intégrante. Elle n'en dispose pas moins d'une capacité de proposition et d'initiative propres. Ses tâches ne sont pas limitées à la pure exécution ni à la gestion, pour importante que soit cette fonction : elles incluent la contribution à l'animation et à la valorisation scientifiques, tout comme le soutien logistique et technique à la recherche. La quête systématique de matériels et logiciels innovants a eu déjà des incidences sensibles sur la pratique scientifique elle-même, y compris par l'émergence d'opérations originales et la constitution de nouveaux collectifs. De même soulignera-t-on l'aide multiforme apportée aux chercheurs et équipes, hébergés ou non, par une cellule fonctionnant en service commun (recherche de financements, rédaction et gestion de contrats, conseil, contacts, prestations diverses, etc...).

Il est souhaitable que, dans le cadre des dotations initialement prévues, un ingénieur informaticien pour les sciences sociales vienne compléter ce dispositif. L'importance du parc disponible, le nombre et la diversité des chercheurs, les nouvelles réalisations à promouvoir (cf. Remarques finales) justifient amplement les efforts déployés en ce sens.

6. DIRECTION

Michel SIMON, Professeur de Sociologie à l'Université des Sciences et Techniques de Lille-Flandres-Artois (Lille 1), a été nommé Chargé de Mission (1/4/1985) puis Directeur de l'IFRESI à compter du 1/1/1986. Il a assuré cette fonction jusqu'au 30/09/1991.

Patrice GREVET, Professeur de Science Economique à l'Université des Sciences et Techniques de Lille-Flandres-Artois (Lille 1), assure la direction de l'IFRESI à partir du 1/10/1991.

7. SECTIONS DU COMITE NATIONAL

Depuis sa création, l'IFRESI relevait des sections suivantes du Comité National de la recherche Scientifique :

- section 34 : sociologie, démographie (rattachement principal)
- section 35 : géographie, aménagement de l'espace
- section 36 : sciences de l'économie et de la gestion
- section 38 : sciences du politique
- section 41 : histoires et civilisations modernes et contemporaines

Compte tenu de la nouvelle configuration du Comité National et des missions imparties à l'I.F.R.E.S.I., les dispositions suivantes ont été arrêtées, après concertation avec la Direction Scientifique du Département des Sciences de l'Homme et de la Société :

- rattachement principal : section 40 (politique, pouvoir, organisation) ;
- sections consultées :
 - 33 (formation du monde moderne) ;
 - 36 (sociologie, normes et règles) ;
 - 37 (économie et société) ;
 - 39 (espaces, territoires et sociétés).

DEUXIEME PARTIE
BILAN SCIENTIFIQUE
(juin 1989-juin 1991)

AVANT-PROPOS

On avait déjà signalé, dans le précédent rapport d'activité (juin 1989) la place tenue par les Premières Journées IFRESI dans l'établissement du bilan et l'élaboration des perspectives scientifiques de l'Institut.

De la même façon, les Secondes Journées IFRESI (24-25 janvier 1991) ont permis, deux jours durant, à une centaine de participants de faire ensemble le point des acquis, et de dégager les grands axes d'activité pour la période à venir.

50 contributions écrites sont parvenues au groupe de préparation de ces Journées. Elles ont été par ses soins ventilées entre les quatre séances prévues. Le dossier ainsi constitué a été fourni à l'avance à tous les participants. Chaque séance a été précédée de deux brefs exposés liminaires synthétisant acquis, interférences et points appelant débat.

Le bilan qu'on va lire reprend dans une large mesure cette organisation. Les "présentations" qui en ouvrent chacun des chapitres s'inspirent très étroitement, et parfois littéralement, des exposés liminaires prononcés par Jean GADREY et François MILLEQUANT ("*Production, services, entreprises, espaces*"), Noëlle BURGI et Olivier KOURCHID ("*Mémoires, histoires, identités, sujets sociaux en questions*"), Jean-Marie DUPREZ et Nicole GADREY ("*Formation, insertion et identités professionnelles, gestion de la main d'oeuvre*"), Michel AUTES et Francis CALCOEN ("*Précarités, politiques sociales, lien social*"). Que ces collègues soient ici chaleureusement remerciés, de même que Pierre-Marie ROBERT, Danièle MONSEUR, Fariza MARECAILLE, Guy DE LA CHAUX, sur lesquels a reposé pour l'essentiel la réalisation pratique de ces Journées. Disons aussi l'aide trouvée dans les minutes de la discussion retranscrites, comme les exposés liminaires, par Mathilde PAULVAICHE.

Observons toutefois que le bilan scientifique ici développé a pour objet de rendre compte, non de deux jours de rencontre, mais des recherches menées au cours des deux années écoulées dans le cadre de l'Institut. Préparé par une très large réflexion collective, il n'en possède pas moins sa logique propre, qu'il s'agisse de la façon de rendre compte des opérations, ou du choix de distribuer certaines d'entre elles sous telle ou telle rubrique.

Ce bilan s'articule en cinq parties. Pour chacune d'entre elles, on trouvera d'abord une présentation synthétique, suivie d'un bref exposé du dispositif et des résultats, opération par opération.

I - MUTATIONS DE LA PRODUCTION ET DES SERVICES, POLITIQUES D'ENTREPRISES ET RELATIONS AVEC L'ENVIRONNEMENT

PRESENTATION

1 - Les activités où circulent des informations et des savoirs : quelles nouvelles pistes pour la recherche ?

Dans quelle mesure l'importance acquise par les informations et les savoirs caractérise-t-elle, en leurs aspects les plus essentiels, les mutations contemporaines ? En quoi leur prise en considération renouvelle-t-elle les approches dans des domaines apparemment très divers ? Quels outils intellectuels spécifiques requiert-elle ? Ces interrogations constituent l'axe fort des recherches menées par une proportion significative des équipes insérées dans le programme de l'I.F.R.E.S.I.

1.1. - Les activités de service constituent le thème d'un premier ensemble de travaux. Certains portent plus particulièrement sur les activités de conseil, leurs fonctionnements, leurs stratégies. Quelles sont, en ce domaine, les formes spécifiques de l'innovation, en donnant à ce terme le sens précis qui est le sien dans la théorie économique ? Quelles modifications l'étude empirique conduit-elle à apporter à un concept forgé pour penser l'innovation dans l'industrie et la production des biens, dès lors qu'il s'agit d'analyser des activités intellectuelles et informationnelles innovantes (F. Gallouj) ? C'est, plus spécifiquement, sur le conseil en technologie informationnelle (celui qui a connu la croissance la plus vive dans les années 80) que portent les recherches menées par F. Moulaert avec F. Djellal. On n'en évoquera ici que quelques aspects : repérage, préalable au décompte, des multiples professionnels prestataires de ce type de services (du cabinet comptable aux très gros intervenants que sont les constructeurs de matériel informatique eux-mêmes) ; contenu de la prestation, qui inclue le conseil en organisation, en stratégie et en gestion, etc... En continuité avec ces préoccupations, F. Moulaert développe une série de recherches sur la dimension spatio-géographique du développement de ces activités, et sur son explication par les logiques de division fonctionnelle et spatiale du travail au sein des firmes "leaders".

1.2. - La dimension internationale de ces activités à forte composante de transfert de savoir constitue en effet l'objet d'étude de plusieurs chercheurs et équipes. Ne constitue-t-elle pas une composante nouvelle des rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement, comme le suggère l'étude, sous cet angle, des relations entre Europe et Moyen-Orient ? Passage de "services aux affaires" aux "services aux entreprises" (J.C. Delaunay) ? Emergence ou non d'un secteur local de services aux entreprises (F. Jany-Catrice) ? Quelles conséquences tirer de la nécessité d'activités de services de forme et de nature spécifiques, adaptées aux particularités politiques et culturelles des acteurs et tenant compte de l'extrême complexité du système d'interaction à mettre en oeuvre pour aboutir à de véritables partenariats ?

On rejoint là l'interrogation de J.C. Delaunay et J. Gadrey sur les facteurs de croissance et les formes de régulation des activités de services dans les pays développés, et sur les formes spécifiques de leur internationalisation.

Un des points d'application (J. Gadrey) en est une réflexion sur les causes idéologiques, politiques, institutionnelles et organisationnelles du sous-développement des activités de services dans les pays de l'Europe de l'Est, et sur les formes possibles de transferts et de coopérations efficaces, en ce domaine-clef, entre ceux-ci et ceux d'Europe de l'Ouest. L'intérêt d'une problématique commune, et la nécessité d'approches très différenciées ressort fortement de ces travaux et explique le choix méthodologique de l'étude de cas, combinée avec une forte interaction théorique entre chercheurs.

1.3. - Deux hypothèses fortes paraissent se dégager de ces approches. D'une part les projets de transfert qui ont chance d'aboutir sont ceux qui, plutôt que de mettre l'accent sur une seule dimension (soit financière, soit technologique), procèdent d'une démarche globale et articulée. D'autre part, un rôle essentiel semble joué par des institutions intermédiaires ou mixtes, non essentiellement comme substitut du marché (dans la vision classique opposant le public et le marchand), mais comme condition d'émergence ou de maturation de relations contractuelles pouvant devenir marchandes.

A des degrés divers, ces préoccupations se retrouvent dans plusieurs recherches débordant très largement le secteur des services stricto sensu, mais portant elles aussi sur des activités à haute teneur intellectuelle et informationnelle. Au Japon, par exemple, qui, s'agissant des activités d'informations électroniques et de banques de données, réalise une percée importante, on constate, comme dans l'industrie, une implication à la fois forte et subtile des pouvoirs publics (T. Ribault). De même, à propos des acteurs de l'investissement en PME, des relations recherche / industrie, des services d'intermédiation et de l'intervention publique, l'équipe animée par M. Delpierre et C. Mahieu insiste-t-elle sur le fait majeur que le transfert de technologie est désormais, dans la plupart des cas, un transfert impliquant simultanément des technologies, des informations et des savoirs dont la mise en cohérence (au sein

d'une "culture de la transaction de services complexes") conditionne l'efficacité du dispositif mis en oeuvre. D'où un rôle de plus en plus central des activités d'"intermédiation" entre les acteurs de ces transferts potentiels, avec ce que cela suppose de suivi, d'interactivité, d'échange de savoirs complémentaires, et aussi d'émergence des professionnalités correspondantes. D'où aussi une série d'interrogations et de débats sur la mixité et l'éventuelle marchandisation de ces activités.

Une des questions posées par P. Grevet est précisément la suivante : dans les mutations contemporaines, les ressources qui deviennent stratégiques se définissent-elles comme l'ensemble science plus formation ? Ont-elles principalement une dimension collective et publique ? Donnent-elles lieu à des impulsions ou contrôles privatifs par les diverses fractions du capital qui fonctionnent dans l'économie ? Ou encore sont-elles marquées par un schéma intermédiaire et si oui, lequel ? La recherche combine l'exploitation de données collectées au niveau micro et méso-économique (évolution du financement public des PME à l'échelle régionale, dépenses immatérielles et investissements matériels dans les industries informationnelles, choix de formation continue des firmes), et un bilan statistique, national et international, de la dépense et du financement en formation et recherche-développement (évolution en % du PIB, ratio public/privé). Elle fait notamment apparaître le caractère non linéaire des évolutions enregistrées, et l'extrême diversité des situations nationales et des "mixités" observées et envisageables.

1.4. - Quelles conséquences tirer de ces mutations au niveau de l'organisation de l'entreprise ? Comment assurer ce que certains appellent la flexibilité de la production dans un environnement instable, ou que d'autres nomment plutôt la réactivité des systèmes ? A partir d'investigations de terrain sur la conduite du changement organisationnel dans l'entreprise intégrée, C. Mahieu et C. Everaere montrent qu'un tel objectif met en cause l'organisation pyramidale traditionnelle et la circulation verticale de l'information qui la caractérise. Etudiant des expériences précises de "structure modulaire d'entreprise" fondées sur une architecture non hiérarchisée de compétences, ils s'attachent à en dégager les implications multiples en termes de gestion, et à en analyser les conditions de fonctionnement et d'évolution. Cette recherche, fortement articulée à celle portant sur les relations recherche-industrie, s'inscrit comme elle dans un programme à dimension comparative internationale, faisant une large place à la collaboration avec les Sciences et Technologies de l'Information.

Toutes ces recherches se confrontent au problème de l'analyse des phénomènes de production, de circulation, d'usage et de transferts d'informations et de savoirs. C'est sur cette base que se sont nouées et renforcées, entre des équipes et chercheurs de formation disciplinaire différente, des relations d'échange et de coopération dont tout laisse prévoir le renforcement

dans la période qui s'ouvre. On ne fera ici qu'évoquer les problèmes théoriques que posent, à l'économiste comme au sociologue, l'intégration de ces phénomènes dans un cadre conceptuel opératoire, nonobstant des différences d'approche et d'objectifs constitutives du "métier" spécifique des uns et des autres.

2 - Mutations de la production et des services et dynamique des localisations

Plusieurs des recherches déjà évoquées accordent une place importante à la dimension spatiale des mutations en cours. Réciproquement, les spécialistes des évolutions et de l'aménagement de l'espace sont conduits à s'interroger sur les mécanismes sous-jacents aux transformations observées. D'où des croisements pluridisciplinaires, notamment entre économistes et géographes, donnant lieu à échanges (ce fut le cas lors des journées IFRESI de janvier 1991) et, plus significatif encore, à de premiers montages d'opérations intégrées.

L'équipe dont D. Paris assure la coordination constate que si les économies changent, leur géographie change aussi, pour au moins quatre raisons : les mutations technologiques des processus de production, l'internationalisation des économies, l'intensification du jeu financier, l'essor des activités de services. Les travaux de l'équipe font notamment ressortir le poids croissant de la métropole lilloise dans l'ensemble régional.

Sur les mécanismes sous-jacents aux nouvelles polarisations à l'oeuvre, les travaux de cette équipe, ceux de F. Cunat, ceux du Groupe de Science Régionale, animé par G. Joignaux et B. Zuindeau, sont largement convergents. Les déplacements au profit de la métropole s'opèrent essentiellement par les services aux entreprises et les conseils, les organismes financiers et d'assurance, la vente par correspondance, l'hôtellerie d'affaires, ainsi que par des activités à fortes innovations technologiques (PME en électronique notamment).

D'où de multiples réflexions sur les milieux innovateurs, conçus comme de nouveaux espaces propices à la création technologique (réseaux, mise en communication d'acteurs, cf. G. Joignaux, P. Thomas), ou sur les logiques de décision de l'entreprise et sur leurs effets (éventuel déplacements des sièges hors région, et limites corrélativement apportées au développement d'un tertiaire de haut niveau, comme l'audit ou l'ingénierie financière, cf. F. Cunat et, ci-dessus, F. Moulaert). De là aussi la nécessité d'une analyse fine et discriminante des services (C. Gallouj), les uns "exportables" (conseils en marketing, en informatique par exemple), d'autres (conseil juridique, expertise comptable, conseil et en recrutement) davantage soumis à des contraintes de proximité. Des études de cas (cf. Le Méné, sur le complexe agro-alimentaire néerlandais) aident à préciser le rôle des entreprises dans la structuration de l'espace.

Qui dit polarisation dit aussi risques de déséquilibres, aussi bien à l'intérieur de la Métropole, qu'au plan régional ou à propos de la place du Nord/Pas-de-Calais dans l'espace régional et européen. On ne s'étonnera pas de voir cette interrogation (et la réflexion sur les contre-stratégies envisageables) sous-jacentes à la plupart des travaux. Les limites de ce que l'on peut attendre des seuls services sont également évoquées : le développement de friches touristiques (J. Dewailly), après celui des friches industrielles, constitue de ce point de vue un utile sujet de réflexion.

3 - Théorie de l'entreprise

Dans une large mesure, les études résumées sous ce titre abordent, par un autre biais, des questions proches de celles jusqu'ici évoquées. C'est le cas du groupe à finalité théorique, animé par F. Milléquant, sur le rôle des structures institutionnelles dans la politique des firmes : comment enrichir la théorie de l'entreprise en construisant des schémas formels de comportements, suffisamment étendus pour rendre compte de la situation d'unités économiques dont la taille, la structure et le statut sont caractérisés par une diversification croissante ? Pour différente que soit leur approche, le travail d'A. Abiassi, J.P. Debourse et G. Dokou, sur le rôle des dirigeants dans l'évolution des entreprises (150 études de cas) s'inscrit dans une préoccupation voisine. C'est à l'analyse des paramètres sous-jacents aux décisions des acteurs que sont consacrées les recherches menées par J.P. Boussemart et E.K. Mensah sur l'impact des coûts énergétiques sur la stratégie d'adaptation des producteurs agricoles à leur environnement. Par d'autres voies, E. Scarwell, dans sa thèse en voie d'achèvement, tente d'expliquer les avatars d'une filière énergétique (la filière éthanol carburant) à partir des effets de composition des divers jeux d'acteurs (monde agricole, complexes agro-industriel et pétrochimique, instances politiques).

1.1. LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE SERVICES A L'ECHELLE INTERNATIONALE, NATIONALE ET REGIONALE

Jean Claude DELAUNAY, Jean GADREY, Frank MOULAERT, ainsi que quatre doctorants impliqués : Camal GALLOUJ, Faïz GALLOUJ, Florence JANY-CATRICE, Thierry RIBAUT

Cette opération est en fait un groupe de sept opérations ayant comme objectif scientifique commun une réévaluation de la place tenue par les services dans le développement économique, et une élaboration proprement conceptuelle adaptée aux "relations de service". Une vingtaine seulement des 40 publications ou communications effectuées au cours de la période juin 89-juin 91 sont reprises dans ce bilan très synthétique.

a- Les facteurs de croissance et les formes de régulation des activités de services dans les pays développés, et les spécificités de leur internationalisation (J. GADREY)

- Cette opération vise à :

- 1- l'élaboration d'un cadre théorique d'analyse de la production, des échanges de services, et de la régulation des rapports sociaux particuliers qui caractérisent ces activités ;
- 2- l'application de ce cadre théorique à l'appréciation de la croissance contemporaine des services et de leurs échanges internationaux, notamment en Europe.

- Financements : Commission Economique pour l'Europe des Nations-Unies. Période : juin 1989-décembre 1990.

- Principales publications (parmi six) : "Rapports sociaux de service : une autre régulation" (*Revue Economique*, Janv. 1990). "L'internationalisation des services personnels et collectifs et le développement économique en Europe de l'Ouest et de l'Est", Rapport Général pour la Conférence des Nations-Unies, 9-12 Oct., La Haye.

b- Comparaison France-USA en matière de productivité et d'efficacité des services (J. GADREY, en collaboration avec T. NOYELLE et T. STANBACK, Columbia University)

- Cette recherche aboutit à une forte remise en question des indicateurs statistiques courants et de l'idée selon laquelle a) les services seraient caractérisés par des gains d'efficacité limités, b) les USA enregistreraient dans ce domaine des résultats particulièrement désastreux.

- Financements : Ministère de la recherche (programme HTT), Ministère de l'Artisanat et du Commerce, IFRESI, Conservation of Human Ressources. Période : 1989-1992.

- Principales publications (parmi sept) : "Productivité et service dans le grand commerce alimentaire en France et aux USA", Revue française de Marketing, Avr. 1991. "Les rendements décroissants du concept de productivité", Journées d'Economie du travail, Grenoble, Nov. 1990, à paraître. "Le service n'est pas un produit", Colloque "A quoi servent les usagers" Janv. 1991, à paraître in : Politique et Management Public. "Le casse-tête de la productivité bancaire", Annales des Mines, Dec. 1989.

c- Le management du Conseil (J.C. DELAUNAY, J. GADREY, C. GALLOUJ, F. GALLOUJ, F. MOULAERT, F. MARTENELLI, P. TORDOIR)

- Cette opération internationale (juin 1989-décembre 1991) prolonge et développe certains travaux antérieurs réalisés pour le compte du Commissariat Général du plan, en utilisant des matériaux complémentaires. Elle aboutit à une analyse synthétique a) des modalités de recours aux services de conseil par les entreprises b) des pratiques et des stratégies des firmes de conseil elles-mêmes.

- Principales publications (parmi cinq) : "Nouvelles stratégies de l'offre de conseil aux entreprises", Revue Française de Gestion, Déc. 1989. "Services complexes : Comment, optimiser leur rentabilité pour l'entreprise ?" . Revue Française de Gestion, Déc. 89. "L'organisation de la grande entreprise et son mode de recours aux services de conseil", Revue d'Economie Industrielle, 3ème trim. 1989. Manager le Conseil, ouvrage collectif à paraître en 1991 chez Graw Hill.

d- L'innovation dans les activités de conseil (F. GALLOUJ)

- Cette recherche (appuyée sur plus de 100 entretiens réalisés en France , aux Etats-Unis et aux Pays-Bas dans cinq domaines du conseil : conseil juridique et audit comptable, conseil en stratégie, en gestion des ressources humaines, en organisation et en informatique d'organisation) analyse le processus d'innovation de conseil , ses acteurs, ses structures et ses pratiques.

- Financements : Ministère de la recherche. Période : Janvier 1989-Janvier 1991.

- Principales publications : Formation du capital d'expertise et processus d'innovation dans les activités de conseil aux entreprises, Ministère de la Recherche et de la technologie, décembre 1990, 233p. ; "Specificities of Consultancy Services and Forms of Innovation", Conférence, MERIT, Maastricht (Pays-Bas), 26-27 Février 1991, 19p.

e- Le rôle des services aux entreprises dans le développement régional
(C. GALLOU)

- Cette recherche vise sur la base d'une enquête postale et d'une centaine d'entretiens approfondis à mieux cerner l'offre et la demande régionale de services de haut niveau aux entreprises (SHN). Elle a notamment permis d'explicitier les dynamiques (localisation, perspectives de développement, logiques d'internalisation-externalisation des SHN) se manifestant dans la région.

- Financement : Conseil Régional du Nord/Pas-de-calais. Période juin 1989-juin 1991.

- Principales publications (parmi sept) : "La demande de services rendus aux entreprises dans le Nord/Pas-de-calais : vers une reprise en mains régionale du marché", Cahier Lillois d'Economie et de Sociologie, n° 14, 2ème semestre 1989 ; Les services de haut niveau aux entreprises : enjeux pour le Nord/Pas-de-calais, Rapport de recherche pour le Conseil régional du Nord/Pas-de-calais, tome 1, 117p., tome 2 : cinq analyses de cas : 57p. ; "Services aux entreprises, exportation extra-régionale et développement régional : le cas du Nord/Pas-de-calais", Communication aux "deuxièmes Journées de l'IFRESI, 24-25 Janvier 1991".

f- La place du secteur tertiaire dans les pays en voie de développement
(F. JANY-CATRICE)

- Cette opération consiste d'une part en une analyse quantitative détaillée du secteur tertiaire dans différentes catégories de pays en voie de développement, et d'autre part en une investigation relative 1) au rôle des services rendus aux entreprises dans le processus d'industrialisation, et 2) aux conditions favorables ou défavorables à un authentique transfert de savoirs.

- Financement : Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement. Période Juin 1988-Juin 1991.

- Principales publications (parmi quatre) : La dynamique des services aux producteurs dans le développement économique tunisien, Rapport pour la CNUCED, Genève , avec la collaboration de J. BONAMY, Août 1989. ; Le secteur tertiaire dans les pays en voie de développement et le rôle particulier des services aux entreprises, Thèse de Doctorat, Juin 1991, Université de Lille I.

g- Economie de l'information et des services informationnels
(T. RIBAUT)

- cette opération consiste en :

- une réflexion méthodologique sur les marchés de l'information, appuyée sur un travail d'enquête ;

- une analyse des stratégies des acteurs présents sur ces marchés ;
- l'élaboration d'un cadre théorique renouvelé et adapté aux spécificités économiques et de l'information : la gestion patrimoniale de l'information ;
- la construction d'un cadre d'analyse permettant de contribuer à l'évaluation des politiques publiques en matière d'information.

- Financements : Commissariat Général du Plan, Ministère de l'Education Nationale. Période : Juin 1989-Juin 1991.

- Principales publications (parmi huit) : Les politiques publiques en matière de données, Etude pour le Commissariat du Plan, en collaboration avec Maurice RONAL et Francis WASSERMAN (BIPE), Juillet 1989 ; Les banques de données au Japon : stratégies des acteurs et des pouvoirs publics, Rapport pour le Ministère de l'Education Nationale, Septembre 1989. ; "Banques de données : le défi européen", La Revue du MOCI, Automne 1989. ; "Des bases de données aux services complexes d'information professionnelle", Revue Française de gestion, Janv.-Fév. 1990.

I.2. DEPENSES IMMATERIELLES ET GESTION DES ACTIVITES DE HAUTE TECHNOLOGIE

Période : Juin 1989 - juin 1991

P. GREVET, J.M. SCHEER, et collaborations avec les participants indiqués dans d'autres opérations (M. LEMATTRE et ensemble des participants à l'opération "C & C Industries in France and Great Britain")

Présentation et résultats :

Cette opération porte sur les dépenses dites souvent "d'investissement immatériel" (recherche, formation, marketing, etc...), sur leur financement, et sur les caractères économiques des ressources qui résultent de ces dépenses (ressources plus ou moins collectives, publiques ou privées, de nature capitaliste ou non).

L'opération a d'abord comporté l'exploitation d'éléments obtenus dans la période précédente à propos de transformations du financement public des PME à une échelle régionale. Les résultats font apparaître des modifications allant dans le sens d'une économie de l'innovation permanente (montée de l'ingénierie financière et d'entreprise, besoins de complémentarité des financements du matériel et de l'immatériel).

L'opération a comporté par ailleurs une recherche de cadrage macro-économique concernant la dépense et le financement de la recherche - développement et de la formation afin de comparer les tendances des décennies 1970 - 80 et les tendances antérieures. Relativement au point atteint à la fin des années 60, ni la RD, ni la formation, ne constituent jusqu'à la fin des années 80, au moins du point de vue du financement, des facteurs de montée supplémentaire d'une dimension collective publique dans la vie sociale ; il y a

plutôt un poids plus important d'une logique qu'on peut qualifier "d'investissement organisationnel" du côté des firmes.

Enfin, dans le cadre de l'opération "C & C Industries in France and Great Britain", des données ont été rassemblées sur les dépenses immatérielles et sur leurs complémentarités avec les investissements matériels dans les firmes des industries informationnelles. L'exploitation de ces données est poursuivie, au delà de l'opération mentionnée ci-dessus. On cherche à préciser le statut des avances immatérielles notamment au travers de l'analyse des pratiques de gestion par projet qui se sont développées dans les secteurs de haute technologie.

Des investigations complémentaires sont amorcées à propos de l'analyse des choix de formation continue en comparant, en termes de coûts et d'avantages pour la firme, deux modalités de recrutement d'ingénieurs (ingénieurs venant des voies habituelles et ingénieurs des voies promotionnelles) ; la comparaison se centre au départ sur le champ sectoriel visé par l'ENIC (Ecole d'Ingénieurs en Communication).

Financement :

Financement complémentaire à celui mentionné dans l'opération "CC Industries in Great Britain" par le C.N.R.S. et la région Nord/Pas-de-Calais (disponible en 1991).

Publications :

- P. Grevet "Sur les transformations du financement public des PME : questions à partir d'une étude régionale", Clés n°13, 1989.
- P. Grevet "La part de la recherche-développement et de la formation", communication aux Deuxièmes Journées IFRESI, janvier 1991, à paraître.

I.3. L'INVESTISSEMENT EN PME, LES RELATIONS RECHERCHE/INDUSTRIE, LES SERVICES D'INTERMEDIATION ET L'INTERVENTION PUBLIQUE

Participants :

- Zohra BOUKABOUS
- Martine DELPIERRE
- Didier HESS
- Christian MAHIEU

Collaboration :

- CRGI (Centre Régional de Génie Industriel- Nord-Pas de calais)
- Georgia Tech. (Atlanta, USA)
- CRIF (Bruxelles, Belgique)
- RKW(Eschborn, Allemagne)

Présentation : Le point de départ : l'analyse des réseaux de transfert de technologie, des acteurs impliqués et de leurs activités. Cela nous a amenés à une approche critique du transfert comme activité d'intermédiation. Ces recherches envisagent de façon convergente les pratiques d'investissement des PMI dans ce qu'elles traduisent comme dynamique interne associant investissements

matériels et immatériels (la formation , notamment), les pratiques de recours à leur environnement technologique et les modalités de l'intervention économique publique.

Contrats :

- 1987-1989, MRT, Programme AMES
- 1987-1988-1989, PIRTTEM-CNRS
- 1990 à 1995 PIRTTEM-CNRS (Convention CRGI-IFRESI)
- 1989, Région Nord/Pas de Calais
- 1989, Pôle Ingénierie de l'Education
- 1989, Délégation à la Formation Professionnelle
- 1991, Programme SPRINT, CEE

Publications :

- C. Beaucourt, F. Zaddem, Ch. Mahieu, "Industrial Relations in Small and Medium- sized Entreprises in France", in Industrial Relations in Small and Mediums sized Entreprises in Europe, ouvrage collectif sous la direction de Peter AUER et Helga FEHR-DUDA, Rapport pour la CEE, I.A.S., Berlin, octobre 1988, 44 p.
- M. Delpierre, Ch. Mahieu, "Technology transfer networks in North/Pas-de-Calais : accomplissements, limits and questions", in Regional Development in Europe : Recent Initiatives and Experiences, ALLESCH (Jürgen) Ed., Walter de Gruyter and Co, Berlin, 1989.
- M. Delpierre, D. Hess, Ch. Mahieu, "Le transfert au service de l'innovation : PMI, technologies de production et développement régional dans le Nord/Pas-de-calais", rapport 3.I.E.-IFRESI, MRT-Programme AMES, 1989, 405 p.
- M. Delpierre, Ch. Mahieu, "La Relation Recherche/Industrie en productique aux U.S.A. : L'exemple de l'Institut Technologique de Georgie - Georgia Tech. ", Novembre 1989, 80p.
- M. Delpierre, Ch. Mahieu, "La relation Recherche/Industrie : Un service à l'entreprise ; PMI et Réseaux de Transfert de Technologie dans le Nord/Pas-de-Calais", Rapport 3.I.E.-IFRESI, Décembre 1989, 192 p.
- Z. Boukabous, Ch. Mahieu, "Le conseil et les services en formation : vers une nouvelle offre de produits et de compétences pour l'entreprise", Rapport 3.I.E.-IFRESI, Septembre 1990, 81p.
- Z. Boukabous, D. Hess, Ch. Mahieu, "Innovation et formation dans les PMI - Marché de la formation et intervention publique dans le Nord/Pas-de-Calais", Etudes et expérimentations en formation continue, n° 3, janvier-février 1990.
- M. Delpierre, Ch. Mahieu, "Les acteurs de l'investissement en PMI, le transfert de technologie et l'intervention économique publique", Revue "Politiques et Management Public", à paraître en 1991.
- Z. Boukabous, D. Hess, Ch. Mahieu, "PMI en formation, investissement-formation, marché et intervention publique dans le Nord/Pas-de-Calais", Rapport AGIR- 3.I.E./IFRESI, DFP, mars 1991.

1.4. LA COOPERATION ENTRE LE CENTRE REGIONAL DE GENIE INDUSTRIEL (CRGI) ET L'IFRESI

- Christophe EVERAERE, Christian MAHIEU

Période : 1990 à 1994

Présentation :

Le programme 3. I. E de l'IFRESI a collaboré au développement du Réseau Régional de CAO/CFAO et du Pôle Productique depuis 1985. Sur la base de ces structures a été institué le CRGI. L'IFRESI a signé une convention de collaboration avec le CRGI et est donc devenu partenaire à part entière au même titre que les écoles d'ingénieur, les laboratoires de recherche relevant du Génie Industriel et les représentants du monde économique. Cette collaboration a reçu le soutien financier du CNRS (celui du PIRTEM au titre du Département SHS) et a fait l'objet d'une inscription dans le contrat de plan Etat/ Région "Recherche". Le CRGI est une structure intermédiaire de transfert de technologie co-financée par l'Etat, la Région Nord-Pas de Calais et les entreprises qui font appel à ses services. Le CRGI offre des services aux entreprises en s'appuyant sur les ressources technologiques des universités et des écoles d'ingénieur du Nord de la France.

L'IFRESI apporte ses compétences spécifiques, celles de l'équipe 3. I. E, au CRGI pour permettre, d'une part une modélisation des activités de transfert de technologie du CRGI et d'autre part une prise en charge des dimensions managériales, socio-organisationnelles et socio-technique des activités de transfert.

Cette collaboration se traduit également par une étude de l'évolution des prestataires de l'innovation et du développement technologique (sociétés de services, de conseil, d'ingénierie, Bureaux d'Etudes, constructeurs de biens d'équipement, etc...).

Contrats :

- PIRTEM-CNRS (sur la durée du contrat de plan)
- Région Nord Pas de Calais/ CNRS

1.5. INTEGRATION, INFORMATISATION, CHANGEMENT SOCIAL ET ORGANISATIONNEL DE L'ENTREPRISE

- PRIDE : Programme de Recherche sur l'Intégration par les Données d'Entreprise
- La conduite du changement organisationnel dans l'entreprise intégrée

Période : 1988 à 1991

Participants : Christophe EVERAERE , Christian MAHIEU

Collaborations :

- ADEPA (Agence nationale pour le développement de la productique appliquée à l'industrie) : Albert COLIN
- BETA (Bureau d'Economie Théorique et Appliquée), UA CNRS n°1237 : Patrick COHENDET, Patrick LLERENA
- CESIP (Centre d'études Sociales sur l'Informatisation de la Production) : Jean Pierre DURAND
- IBM-France
- Les participants du séminaire ECOSIP
- Olivier du ROY, AEGIST Conseil

Présentation : Face aux exigences de compétitivité de nouveaux modèles d'organisation d'entreprise, de nouvelles rationalités de fonctionnement se font jour. Au sein d'un groupe de recherche (PRIDE) a été élaboré un modèle original de "structure modulaire d'entreprise" reposant sur une architecture non hiérarchisée de compétences. Cette approche modulaire permet de jeter les bases d'une organisation qui s'appuie sur des formes réelles d'autonomie au niveau des unités de base (les modules) et de la coordination entre ces unités. La recherche s'intéresse ensuite aux conditions d'évolution de telles structures. Elle envisage les types de démarche (démarche socio-technique, gestion par projet, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences...) par lesquelles se conçoivent, se mettent en oeuvre et évoluent en continu de telles organisations modulaires.

Contrats :

- 1988, MRT, Département Productique
- 1989, MRT, Département Productique
- 1990, MRT, Département Productique
- 1991, MRT, Département Productique

Publications :

- Ch. Mahieu, O. du Roy, "Vers de nouveaux systèmes de gestion, une alternative aux temps alloués", Congrès de Génie Industriel, CEFI-GGI, Nancy, décembre 1988.
- Ch. Mahieu, "Les projets "Productique" et leur évaluation : approche critique des démarches d'informatisation de la production", Revue Sciences de Gestion, Cahiers de l'ISMEA, n° 8, 1988.
- Ch. Everaere, Ch. Mahieu et alii, "L'entreprise face à l'intégration", rapport MRT, septembre 1989.
- Ch. Mahieu, "L'évaluation des projets productique : quelques réflexions sur les outils de gestion", Revue Française de gestion, n° 74, juin-juillet-août 1989.
- Ch. Everaere, Ch. Mahieu, "Portée et limites des réseaux locaux industriels dans une démarche d'intégration", Revue française de Gestion Industrielle, à paraître en 1991
- Ch. Everaere, Ch. Mahieu, "Validation socio-économique d'une approche modulaire combinatoire et non hiérarchique des systèmes intégrés de production", Revue Sciences de Gestion, les Cahiers de l'ISMEA, à paraître en 1991.

1.6. LES INDUSTRIES INFORMATIONNELLES EN FRANCE ET EN GRANDE BRETAGNE

Durée: 1er octobre 1987 - 30 juin 1990

Olivier WEINSTEIN, Frank MOULAERT, Phil COOKE, Patrice GREVET, Martine LEMATRE, Peter WELLS, Faridah DJELLAL, Erik SWYNGEDOUW

Cette recherche examine la stratégie et la structure des industries informationnelles en France et en Grande Bretagne. De nouveaux développements technologiques, organisationnels et de marché sont analysés de différents points de vue. Une attention particulière a été consacrée aux dimensions spatiales des dynamiques organisationnelles: quels sont les facteurs des marchés globaux, les forces génératrices de l'organisation en réseaux globaux et de spécialisation régionale?

Organismes impliqués: CNRS - ESRC (Accord Franco-Britannique)

Publication: "C&C Industries in Great-Britain and France", Londres, University College London Press, 1992.

1.7. L'EVOLUTION DES CENTRES TERTIAIRES DES ANNEES 60: MOBILITE DES ENTREPRISES ET REORGANISATIONS URBAINES

Frank MOULAERT, Pierre BRUYELLE, Camal GALLOUJ, Arnaud THURU

Cette recherche vise en particulier à développer une typologie des concentrations tertiaires et d'analyser les performances de ces différentes concentrations face aux structures et stratégies des prestataires de services de haut niveau.

Organismes impliqués: Plan Urbain, Datar

Publications: "Economies of Agglomeration in Networks" (par Camal Gallouj et Frank Moulaert, à présenter à la conférence internationale sur les services, Lyon, septembre 1991).

Durée: 1er avril 1991- 30 septembre 1992.

1.8. LES ACTIVITES DE CONSEIL EN TECHNOLOGIE INFORMATIONNELLE ET LEUR GEOGRAPHIE EN FRANCE, EN GRANDE BRETAGNE ET AUX PAYS BAS

Durée: 1er janvier 1991- 31 décembre 1992

Frank MOULAERT, Phil COOKE, Fardidah DJELLAL, Pieter TORDOIR, Eric TRAMCOURT, Eric VINCENT (en collaboration avec Christian Mahieu)

L'objectif de la recherche est d'analyser au niveau empirique et théorique: (i) la division fonctionnelle et spatiale du travail des consultants en technologie de l'information en France, aux Pays Bas et en Grande Bretagne; (ii) le rôle d'autres organisations intermédiaires s'occupant du transfert technologique.

Organismes impliqués : PIRTEM (CNRS), IFRESI (CNRS), Région Nord - Pas-de-Calais, RIR, UWIST (Cardiff, Grande Bretagne), Ministère de l'Education Nationale.

Publications : (portant sur les résultats de la pré-recherche):

"L'organisation spatiale des firmes de conseil en technologie de l'information: les économies d'agglomération en réseau", Lyon, colloque "Métropoles en Déséquilibre", 22-23 novembre 1990.

"La division fonctionnelle et spatiale des firmes de conseil en technologie de l'information", Paris, Creteil, 26-27 novembre 1990.

I.9. LE ROLE DU CONSEIL DANS LE PROCESSUS DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE INFORMATIONNELLE AUX ORGANISATIONS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION

Frank MOULAERT, Flavia MARTINELLI, Faridah DJELLAL

Durée: 1989

Cette recherche est basée sur une approche organisationnelle de l'utilisation des technologies en général, la technologie informationnelle en particulier. Elle examine en détail le processus de production et d'interaction qui caractérise le métier du conseil et présente quelques modèles de la division fonctionnelle et spatiale du travail au sein des firmes "leaders" dans ce marché.

Organismes impliqués: NOTA (Office of Technology Assessment of the Dutch Parliament, Pays Bas)

Publications:

"The Role of Information Technology Consultancy Firms in the IT Diffusion Process", La Haye, NOTA, 1990.

P. Daniels and F. Moulaert (eds.), "The Economic Geography of Advanced Producer Services", Londres, Bellhaven, 1991.

I.10. DYNAMIQUES DES LOCALISATIONS DES ACTIVITES ET DES EQUIPEMENTS

M. BATTIAU, A. BARRE, J.P. BONDUE, J.M. DEWAILLY, C. GACHELIN, C. LE MENE, F. MARCHAND, D. PARIS (coordination), J. VAUDOIS

L'équipe, regroupant des chercheurs du laboratoire de Géographie Humaine de Lille 1, se consacre à l'étude des dynamiques de localisation d'activité et d'équipements comme expression géographique des mutations de la production et des services. Le champ géographique privilégié est celui du cadre régional du Nord/Pas-de-Calais dans le contexte nord-ouest européen.

Pendant ces deux années, une partie de l'activité de l'équipe sur ce thème s'est développée en collaboration avec le réseau du GIP-RECLUS : publication d'un ouvrage, "le Nord/Pas-de-Calais, région d'Europe en mouvement" en novembre 1989 ; participation à l'action expérimentale O.D.L. (Observatoire de la Dynamique des Localisation du GIP-RECLUS centrée autour d'une base de données sur les localisations - délocalisation d'équipements et d'entreprises) ; contributions régulières de l'équipe (voir ci-après) à la Lettre d'Odile, publication du RECLUS consacrée aux dynamiques de localisation.

En 1990, un moment fort de notre activité a été l'organisation d'une journée d'étude sur la métropole lilloise (voir ci dessous) : quelles cartes peut jouer la métropole dans un contexte européen de plus en plus concurrentiel, quel rôle peut-elle jouer dans la recomposition des territoires à l'échelle régionale par rapport aux logiques de localisation d'activité ? (actes publiés en mars 1991).

Après ces deux premières années, l'équipe entrevoit de nouvelles perspectives sur un champ thématique en constant renouvellement. Ainsi des perspectives d'activité se précisent sur le thème de l'insertion spatiale des entreprises dans l'environnement local en relation avec le programme du CESUR.

Principales publications :

- D. Paris (dir.), M. Battiau, J.P. Bondue, C. Gachelin, C. Le Méné, F. Marchand, J. Vaudois, Novembre 1989. Le Nord/Pas-de-Calais, région d'Europe en mouvement, Reclus-La Documentation Française, 185p.

- Publications au sein de la Lettre d'Odile (Observatoire de la dynamique des implantations et localisations et localisations d'équipements et d'entreprises) du GIP-RECLUS :

D. Paris : "Un pôle de Conversion, la vallée de la Sambre : les zones d'entreprises trois ans après" ; C. Le Méné : "Dynamique spatiale des industries agro-alimentaires dans le Nord/Pas-de-Calais" ; J.P. Bondue : "Roubaix : restructuration du centre ville" ; D. Paris : "les pépinières d'entreprises dans la région Nord/Pas-de-Calais" ; J. Vaudois : "le pôle légumier de l'Europe du N-W face au grand marché" ; A. Barre : "Lille-Lesquin, une originalité parmi les aéroports régionaux français".

- Publications dans la série "Travaux et Documents du LGH"

C. Le Méné : "Les industries agro-alimentaires, Dossier n° 2 de l'atlas agricole et agro-alimentaire du Nord/Pas-de-Calais (dirigé par J. Vaudois)". Travaux et documents du L.G.H. n° 5, décembre 1989, 17 planches.

Communications aux secondes journées de l'IFRESI

- J.M. Dewailly. "Les friches touristiques".

- C. Le Méné. "Entreprise et espace : le complexe agro-alimentaire laitier aux Pays-Bas".

- D. Paris. "Métropole, territoires et espace européen".

I. 11. ACTIVITES MENEES DANS LE CADRE DU GROUPE DE SCIENCE REGIONALE NORD/PAS-DE-CALAIS (1989-1991)

Le GSR s'est constitué fin 1989, conformément aux souhaits de plusieurs universitaires et praticiens locaux, familiers des problèmes d'économie régionale locale, urbaine et d'aménagement. L'idée de cette constitution est née du constat de l'éparpillement et de la méconnaissance réciproque des activités des uns et des autres dans ces domaines, tant au sein de la communauté universitaire (au sens large) qu'entre celle-ci et les milieux de la pratique du développement régional et de l'aménagement.

Le groupe a donc été créé, sans formalisme institutionnel mais sur la base d'un large consensus autour d'un vif besoin d'échange d'idées, d'analyses et d'expériences. Il a donné lieu, rapidement, à la constitution d'un répertoire (identification des individus, de leurs attaches professionnelles et de leurs thèmes de travail scientifiques et/ou opérationnels) qui regroupe plus de quarante membres. C'est un premier instrument concret de décloisonnement.

L'année 89-90 a permis la réunion de 6 séminaires de travail, ayant porté sur divers travaux des équipes ou services représentés ; en particulier, plusieurs papiers ayant fait l'objet d'interventions au Colloque de l'Association Française de Sciences Régionale de Langue Française de septembre 1989 (Bordeaux) ont été commentés et soumis à discussion.

Selon un schéma voisin, six séminaires ont été montés en 90-91, autour des problèmes d'évaluation des politiques régionales. Ces travaux devraient faire l'objet d'une journée de synthèse à l'automne 91 et, vraisemblablement, d'une valorisation sous forme d'une publication (si possible dans une revue existante).

Le GSR, qui a reçu un soutien IFRESI par le biais d'un financement au titre du Contrat de Plan Etat-Région, est principalement animé par Guy JOIGNAUX, Directeur de l'Institut d'Economie Régionale de l'Université de Lille II et Bertrand ZUINDEAU, Maître de Conférences à la Faculté des Sciences Economiques et Sociales de l'Université de Lille I.

Bilan de 2 années de fonctionnement du GSR :

- une meilleure connaissance des milieux locaux directement concernés (l'amorce d'un "réseau" régional)
- la création d'un lieu d'échanges, de contacts et de transfert réciproque de connaissance et/ou d'informations
- un intérêt certain de la part d'une grande partie de ses membres, singulièrement, les jeunes chercheurs lillois.

1.12. LE ROLE DES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES DANS LES POLITIQUES DES FIRMES. IMPACT SUR LES STRATEGIES DE FINANCEMENT, D'INVESTISSEMENT ET D'INNOVATION

AMMEUX Jean-Philippe, BLAREL Benoît, BOUSSARD Jean-Marc, BOUSSEMART Jean-Philippe, DAUCHY Denis, DEFOURNY Jacques, DELIGNY Hubert, DESHAYES Gérard, DESREUMAUX Alain, ECKHOUDT Louis, EL ASRAOUI Hassan, LAMBERT Jean-Paul, LOBEZ Frédéric, MASSON Pierre, MILLEQUANT François, SAGOT DUVAUROUX Dominique, SNEESSENS Henri, TYCHON Léon, VAN LOYE Guy.

L'objet de ce programme de recherche lancé dans le cadre du PIRTEM depuis juin 1987, et animé par François MILLEQUANT avec l'aide de Jean-Philippe BOUSSEMART et Dominique SAGOT-DUVAUROUX est d'analyser de façon systématique, au sein d'un groupe de travail à finalité théorique, l'articulation entre les structures institutionnelles, les modalités de financement et les performances économiques de six formes d'entreprise : (1) exploitation agricole, (2) coopérative agricole, (3) PME industrielle, (4) Grande entreprise managériale pouvant émettre des titres en Bourse, (5) Firmae autogérée et (6) Firmae privée à financement public (secteur social et culturel).

La préoccupation commune des participants est de trouver ou adapter des schémas formels de comportement suffisamment étendus pour rendre compte, selon une approche voisine, de la situation particulière d'unités économiques variées, quant à la taille, leur structure juridique et financière, leur statut public ou privé, le paradigme néo-classique ne permettant pas d'opérer une distinction sur ces différents plans. La question est aussi de savoir s'il existe des relations optimales entre formes institutionnelles, modes de financement et performances, permettant de préciser dans quelle mesure les firmes doivent s'adapter aux systèmes de financement existants ou si, au contraire, ces systèmes doivent évoluer pour correspondre aux besoins effectifs d'une grande variété de logiques d'entreprise et de risques.

La recherche a pris la forme d'un groupe de travail à finalité théorique. Le groupe associe plus de vingt chercheurs et enseignants-chercheurs, français et belges, d'horizons très divers : économistes sectoriels, chercheurs en finance ou en gestion, ingénieurs agronomes, juristes, dont les caractéristiques communes sont de procéder à des travaux empiriques sur l'entreprise et de tenter de reconstituer des schémas d'analyse pertinents pour qu'ils puissent s'appliquer à des champs d'investigations les plus vastes possibles. Ce groupe s'est rencontré cinq fois : 10 juin 1987, 17 juin 1988, 20 janvier 1989 et 9 mars 1990, une sixième rencontre est prévue dans le courant de 1991, en vue de la publication d'un ouvrage reprenant les travaux et contributions et les résultats de la recherche.

Organismes impliqués :

Financement PIRTEM, Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais, IFRESI.

Publications :

MILLEQUANT François, BOUSSEMARY Jean-Philippe, SAGOT-DUVAUROUX Dominique et al. (1989) : "Le rôle des structures institutionnelles dans les politiques des firmes : impact sur les stratégies de financement, d'investissement et d'innovation", Recherche Collective, IFRESI-PIRTTEM, rapport de phase n°1, 248 pages, août.

MILLEQUANT François, BOUSSEMARY Jean-Philippe, SAGOT-DUVAUROUX Dominique et al. (1990) : "Le rôle des structures institutionnelles dans les politiques des firmes : impact sur les stratégies de financement, d'investissement et d'innovation", recherche Collective, IFRESI-PIRTTEM, rapport de phase n°2, pages, décembre.

Ces deux rapports de phase réunissent les travaux et contributions de :

BOUSSARD Jean-Marc : L'exploitation agricole

BOUSSEMARY Jean-Philippe : L'entreprise agricole. Un bref aperçu des caractéristiques de l'exploitation agricole familiale.

DESHAYES Gérard : La coopérative agricole.

DESHAYES Gérard : Principes généraux d'une action coopérative.

DESREUMAUX Alain : Problématique de l'adaptation de l'entreprise. Apports et limites de la littérature en gestion stratégique et en théorie des organisations.

EECKHOUDT Louis : Introduction à la théorie du risque et à la décision en incertitude.

LOBEZ Frédéric : La théorie financière néo-classique.

LOBEZ Frédéric : Structures institutionnelles et politiques de firmes. Le cas de la grande entreprise managériale.

MILLEQUANT François : La théorie économique des droits de propriété. Un nouveau paradigme en sciences sociales ?

MILLEQUANT François : Eléments de modélisation économique de l'entreprise autogérée et problématique du financement de ses investissements.

SAGOT-DUVAUROUX Dominique : La firme privée à la charge de service public.

VAN LOYE Guy : Analyse structurelle des PME. Rationalité et comportements.

I.13. ROLE DES DIRIGEANTS ET EVOLUTION DES ENTREPRISES

Jean Pierre DEBOURSE, Amen Abiassi, Gérard DOKOU

Cette recherche s'insère dans un programme consacré à l'analyse de l'évolution des entreprises, de ses modalités et de ses déterminants. La période 1989-1991 a été consacrée à la poursuite de l'étude de l'influence de la Direction Générale sur l'évolution des entreprises, sur les effets de l'exercice des fonctions et du jeu des rôles de Direction Générale vis à vis de cette même évolution.

Notre démarche a été double :

- identifier nos conceptions propres des fonctions et rôles de la direction générale par rapport au corps de doctrine qui s'est établi de Fayol à Minstzberg.
- Vérifier empiriquement autant que possible la nature des interactions entre la Direction générale, son métier, ses fonctions et rôles et l'évolution des firmes.

La validité interne des hypothèses et de l'effet de jeux des fonctions et rôles de Direction Générale sur l'évolution des firmes semble établie. Une publication reposant sur une vingtaine de monographies est en cours d'élaboration. En même temps la recherche de la validité externe se poursuit à travers un programme d'analyse de l'évolution des entreprises de distribution.

Au préalable un test a été entrepris quant à l'opinion de dirigeants d'entreprise sur leurs fonctions et rôles et sur les facteurs clés de succès. Le métier de dirigeant tel qu'il est perçu par les dirigeants eux-mêmes a été analysé à partir d'enquêtes. 150 entretiens approfondis de dirigeants d'entreprises du Nord-Pas-de-Calais constituent le corpus de base. Ce travail d'analyse prend fin en automne 1991.

Publication :

DEBOURSE (Jean Pierre), ABIASSI (Amen), DOKOU (Gérard) "Fonctions, rôles de dirigeants d'entreprises, note d'étape de recherche", Secondes Journées IFRESI, Lille, 24-25 Janvier 1991.

L14. COUTS DE PRODUCTION, CAPITAL ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE : UNE COMPARAISON FRANCE/ETATS-UNIS DE L'ADAPTATION DE L'AGRICULTURE AUX COUTS DE PRODUCTION

J.M. BOUSSARD (INRA, Paris)

J. Ph. BOUSSEMARY (Université de Lille III et CREA-LABORES UA 362 CNRS)

J. B. LESOURD (GREQ URA CNRS, Marseille)

E.K. MENSAH (Department of Economics, University of Chicago)

J. MIRANOWSKI (United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Washington D.C.)

J. VANDECANDELAERE (ISA-FUPL, Lille).

La collaboration envisagée entre ces six chercheurs (quatre du côté français et deux du côté américain) a pour objectif d'approfondir la recherche engagée par J. Ph. BOUSSEMARY et E.K. MENSAH au cours de l'été 1990 sur l'évolution des coûts de production des agricultures américaine et française a priori différentes quant à leurs modèles de développement (plus intensif pour la France, plus extensif pour les Etats-Unis).

Dans ce cadre, nous nous sommes intéressés plus particulièrement aux évaluations de l'impact des coûts énergétiques (prix du pétrole, du gaz, de l'électricité, ...) sur la stratégie d'adaptation des producteurs agricoles à leur

environnement. En effet, sur la période des quinze dernières années, ces coûts énergétiques ont beaucoup fluctué et de ce fait ont imposé une modification brutale des combinaisons productives des agricultures des pays développés pour que celles-ci maintiennent des coûts compétitifs.

Par cette mesure des mouvements interdépendants de l'offre agricole, des prix ou des effets de substitution des facteurs, des gains de productivité et de l'investissement des agricultures américaine et française, l'équipe de recherche a tenté d'apporter un éclairage particulièrement important sur l'actuelle controverse concernant "la substitution ou la complémentarité des inputs d'origine industrielle avec le capital. Par voie de conséquence, elle aboutit à des conclusions riches en informations empiriques intéressant les organismes impliqués dans l'élaboration des politiques économiques tels que le Ministère de l'Agriculture français et l'United States Department of Agriculture.

Nos premiers résultats montrent que par rapport aux revenus des agriculteurs américains, les revenus des agriculteurs français sont plus sensibles aux hausses brutales des prix des intrants énergétiques. En effet, comparée à l'agriculture américaine, l'agriculture française apparaît très intensive en consommations intermédiaires et en main d'oeuvre relativement au capital. Par contre au cours de la dernière décennie, le progrès technique a contribué de manière significative à la baisse des coûts de production en France alors qu'il n'a exercé aucun effet sensible sur les prix agricoles américains (les résultats complets feront l'objet d'une communication au VIIIème Journées de microéconomie appliquée, les 30 et 31 mai 1991 à l'Université de Caen).

La poursuite et la développement de ce projet est de préciser notre premier diagnostic en améliorant nos modèles initiaux sur plusieurs aspects :

- Tout d'abord, il s'agira de résoudre les problèmes de concavité des fonctions de coûts estimées (plus particulièrement dans le cas des Etats-Unis).

- Ensuite, il faudra analyser les processus de rigidité d'adaptation à court terme de certains facteurs, principalement le stock de capital et la main d'oeuvre familiale, en dépassant le cadre d'un modèle statistique de long terme grâce à la formalisation de fonctions à input quasi-fixe.

- Nous tenterons, enfin, d'intégrer le problème du risque présent dans l'activité agricole notamment par le biais de contraintes financières et d'estimations de modèles de déséquilibre.

II - MUTATIONS TECHNOLOGIQUES ET ORGANISATIONNELLES, FORMATION, TRANSFORMATION DES IDENTITES ET GROUPES PROFESSIONNELS

PRESENTATION

Un second ensemble de travaux aborde les transformations de la production et des services sous l'angle, à la fois des stratégies de gestion des ressources humaines par les entreprises, et des attitudes et mutations identitaires des salariés. Une attention privilégiée est accordée aux processus de formation dans et par l'entreprise. Les recherches consacrées à la dynamique des formations initiales, notamment à celle des formations supérieures, se rattache assez naturellement à ces travaux.

1 - La recherche de M. Sueur porte sur les relations entre innovation technique, mutations organisationnelles et transformation de la main d'oeuvre dans la sidérurgie. Ses observations le conduisent à montrer qu'au delà des modes d'organisation proprement dits (rupture avec le taylorisme), l'émergence de nouvelles identités professionnelles constitue un point-clef pour le succès des expériences en cours : formation (par l'acquisition de savoirs transversaux complémentaires aux connaissances spécialisées), polyvalence effective, mobilité accrue de la main d'oeuvre constituent les principaux aspects des actions, à promouvoir. La thèse en préparation de P. Mauny, sur l'introduction des nouvelles technologies de télécommunication et de télésurveillance dans le transport routier, procède d'une interrogation analogue, même si à l'inverse, il s'agit ici de passer du statut du camionneur maître à bord, à son insertion dans un système de travail fortement interactif, sinon hiérarchisé. Quelles transformations des identités et représentations sociales des acteurs sont-elles à la fois induites et requises ?

2 - Les stratégies de gestion de la main d'oeuvre par les entreprises, dans un contexte renouvelé, constituent un autre axe fort de recherche. P. Masson, F. Millequant et Z. Zéroutou ont étudié l'impact, en la matière, des évolutions technologiques et de la crise dans le Bassin d'emploi de Roubaix-Tourcoing, à partir de deux secteurs aux évolutions contractées en matière d'emploi : textile et vente par correspondance. Une de leurs conclusions est que les politiques de formation apparaissent très liées aux stratégies d'innovation et de gestion du personnel, et ressortissent d'une stratégie d'ensemble, fortement dépendante des conditions du marché.

Combinant l'étude statistique lourde de l'évolution de l'emploi et de la qualification dans les industries informationnelles, et les études de cas, M. Lemattre constate l'émergence d'un "modèle productif flexible", comme réponse aux rigidités du système de production de masse fordiste, et lie l'évolution des stratégies de gestion de la main d'oeuvre à la recherche d'une organisation plus flexible, en cohérence avec l'instabilité de l'environnement économique. Une de ses conclusions est que dans des entreprises où le lien entre recherche, développement, fabrication et commercialisation est très fort, où les qualifications sont élevées, où l'innovation permanente et les investissements immatériels sont très importants, les ressources humaines n'apparaissent plus comme une variable d'adaptation à court terme, mais comme une ressource stratégique déterminante dans les processus d'innovation. La thèse en voie d'achèvement fera apparaître les conséquences très différentes qui en découlent pour les salariés, et la diversité des stratégies de gestion prévisionnelle des entreprises étudiées selon les catégories professionnelles.

3 - Les politiques de formation des entreprises, présentes dans toutes les recherches évoquées ci-dessus, font en tant que telles l'objet d'investigations spécifiques et convergentes menées par plusieurs équipes. Les résultats de l'équipe CIA-CEREQ (V. Henguelle, B. Monfroy), présentés aux secondes journées IFRESI, font apparaître les disparités des efforts de formation des entreprises, et, plus encore, celles des évolutions temporelles de ces efforts. Partant de l'hypothèse d'une corrélation entre niveau et évolution des efforts, elles montrent, entre les cas-limites de la PME du bâtiment et de la grande entreprise de l'énergie ou des services, l'existence de logiques différenciées, souvent instables, traduisant notamment la difficulté des entreprises (voire leur réticence) à intégrer la dépense de formation comme investissement.

Ce sont des questions très voisines qu'abordent N. Gadrey et S. Engrand. A partir d'une recherche sur la relation entre le mode de construction sociale de la flexibilité en entreprise et la composition sexuée de la main d'oeuvre, elles élargissent leur propos à une réflexion sur les rapports entre politiques de formation, et politiques d'allocations des emplois, de gestion du temps de travail et du devenir des salariés dans les entreprises. Elles distinguent trois types de situations : adaptation *ex-post*, où flexibilité et formation sont pensées de façon subordonnées par rapport aux stratégies technologiques et/ou financières ; modèle intermédiaire, où flexibilité et formation sont plus coordonnées et anticipatrices ; situations enfin où flexibilité et formation s'accompagnent mutuellement, comme éléments, pensés comme tels, d'un projet global de transformation de l'entreprise.

E. Charlon et M.C. Vermelle observent et analysent, pour leur part, les transformations qui affectent le rapport entre deux domaines longtemps disjoints, y compris dans l'organigramme des entreprises : l'organisation du travail d'une part, les pratiques de formation d'autre part. Elles montrent le rapprochement entre celle-ci et celle-là. Cette fluidité naissante des frontières entre travail et formation implique des modifications profondes des collectifs de

travail, des attitudes et références identitaires des acteurs, du rôle de l'encadrement. Il s'agit, en termes de tendance, d'une mutation potentiellement majeure, dont les déterminants structurels, les incidences et réquisits multiples en termes d'identité et de rapports sociaux, les obstacles qu'elles rencontrent, méritent l'étude la plus attentive. Pour autant, l'équipe qu'anime E. Charlon ne perd pas de vue les problèmes lourds, et tout aussi cruciaux que les précédents dans la période de transition historique qui est la nôtre, que pose la formation des "bas niveau de qualification" à bagage scolaire faible, sinon nul. Cette démarche rejoint, par son objet, celle de l'équipe réunie autour de F. Stankiewicz dans l'étude du problème retour à l'emploi des chômeurs de longue durée, et/ou bénéficiaires du RMI, et du rôle de la formation dans ce processus (cf. plus loin, III 3).

4 -Ces recherches induisent un besoin de synthèse théorique sur l'activité de formation continue (M. Feutrie, E. Charlon, P. Debaisieux, L. Demailly, S. Engrand, M.C. Vermelle). Des mutations profondes sont à l'oeuvre : du côté des entreprises, accroissement des dépenses et renforcement des liens entre politiques de formation et stratégies globales ; du côté de l'Etat et des régions, interventions croissantes, et volonté de mise en place de dispositifs d'ensemble, mais aussi d'individualisation des parcours et des certifications. Il s'ensuit des modifications très profondes de l'activité des organismes de formation, conduits à passer d'une logique de l'offre relativement standardisée (et très tributaire des modèles scolaires traditionnels), à une logique pilotée par une demande de services, avec ce que cela implique concernant aussi bien les rapports d'interaction avec les partenaires, que les normes et l'organisation internes. Inutile de souligner la "boucle" ainsi opérée avec les recherches présentées dans la partie précédente, en particulier avec celles (C. Mahieu, Z. Boukabous) relatives aux sociétés de service et de conseil en formation.

C'est également à une réflexion plus globale et paradigmatique que se livrent B. Appay et L. Demailly, dans la poursuite du travail de séminaire qu'elles ont animé , en collaboration, notamment , avec N. Bastin et L. Demailly. L'ambition de B. Appay est, entre autres, de dépasser la coupure, à ses yeux périmée au moment où les sociétés modernes "s'intellectualisent", entre une sociologie du travail traditionnellement centrée sur les ouvriers et la grande entreprise, et celle des professions (dans la tradition anglo-saxonne de l'étude des "learned professions"). Cette démarche rejoint le souci de Lise Demailly, s'agissant d'étudier les personnels administratifs ou enseignants de l'Education Nationale, de mettre en oeuvre des concepts qui se sont révélés opératoires en sociologie du travail et des organisations, transgressant par là les frontières entre celle-ci et la sociologie de l'éducation. Sous une autre forme et à un autre niveau, on retrouve une préoccupation sous-jacente à la plupart des recherches évoquées jusqu'ici dans ce rapport.

5 - L'étude consacrée aux rapports entre formation, marché du travail et médiations sociales dans le cas des ingénieurs diplômés, porte, non sur la dynamique des formations continues, mais sur celle d'une partie, stratégiquement essentielle en France, du système des formations supérieures initiales. Il s'agit ici encore, par ce biais, d'analyser "à la source" le mode de constitution du groupe social des ingénieurs, ses différenciations et les modifications qui l'affectent. J.M. Duprez analyse plus particulièrement l'accès au premier emploi, à partir d'une enquête statistique lourde sur les élèves de 15 écoles d'ingénieurs du Nord de la France. Au delà d'une relative uniformisation, liée à la situation actuellement privilégiée des ingénieurs diplômés sur le marché de l'emploi, on relève des différenciations significatives liées tant à l'école (et à sa place dans le champ fortement concurrentiel des écoles) qu'aux différentes populations qui la composent. Ce travail s'inscrit dans un important programme mené en coopération avec des chercheurs de l'IRESO, et portant notamment sur l'histoire, la sociologie et les stratégies des écoles d'ingénieurs (A. Grelon), les logiques objectives et subjectives du passage de l'enseignement secondaire aux écoles (F. Chamozzi), le rôle des relations avec les entreprises et des réseaux relationnels dans l'insertion professionnelle initiale (A. Degenne, I. Fournier, L. Mounier), les relations entre carrières professionnelles et compromis conjugaux (des femmes d'ingénieurs aux femmes ingénieurs, C. Marry).

Les travaux menés par F. Gugenheim et F. Dumont portent sur l'accès aux formations supérieures considérées dans leur globalité, dans le Nord/Pas-de-Calais. Ils font suite à une étude menée sur la carte des formations supérieures dans le même espace régional. Leur spécificité est, d'une part, de s'appuyer sur des données exhaustives (au prix d'un très important travail de standardisation des données existantes et d'enquêtes visant à pallier les lacunes de l'information) et, d'autre part, de s'interroger sur les interactions entre facteurs sociaux et facteurs spatiaux dans l'inégal accès à l'enseignement supérieur et à ses diverses filières. Des comparaisons inter-régionales et infra-régionales, en cours de réalisation, devraient apporter des informations nouvelles sur le rôle du milieu local et de l'offre de formation dans la détermination des comportements des candidats aux études et de leurs familles.

6 - Un des aspects des mutations actuelles de la production et des services est la cessation d'activités qui ont, sur longue période, structuré, non seulement les identités au travail, mais la culture de zones entières, saisie dans la multiplicité de ses dimensions. Tel est le cas de l'extraction minière. En ce sens, le programme de recherche d'O. Kourchid se situe à la lisière de la sociologie et, déjà, de l'histoire. Il s'agit d'enregistrer, tant qu'il est encore temps, les caractéristiques du travail et des identités minières, et, dans le même mouvement, d'analyser, à travers les pratiques de reconversion, non seulement les pesanteurs, mais aussi les ressources que recèle une culture professionnelle et sociale très originale. Cette problématique de l'identité et du changement peut être valablement étendue à d'autres ensembles socio-professionnels, et à d'autres régions d'ancienne tradition industrielle.

II.1. INNOVATION TECHNIQUE, MUTATIONS ORGANISATIONNELLES ET TRANSFORMATION DE LA MAIN D'OEUVRE DANS LA SIDERURGIE : QUELLE DYNAMIQUE DE CHANGEMENT ?

Michel SUEUR, Jean Paul CADET

Objectifs, procédures, résultats

En recourant aux techniques d'investigation quantitatives et qualitatives, l'objectif était d'étudier dans une entreprise en profonde restructuration les points suivants :

- l'observation du changement dans l'entreprise
- les stratégies des salariés confrontés aux mutations
- l'émergence de nouveaux groupes professionnels et leur professionnalité.

L'exploitation partielle des informations recueillies concernant le rapport des salariés aux nouvelles formes d'organisation dites "polycellulaires" fait apparaître une lente évolution de la professionnalité des différentes catégories de main d'oeuvre.

En effet, par des innovations organisationnelles, il existe aujourd'hui une dynamique de changement en rupture avec le taylorisme avec pour effets la responsabilisation et la motivation au travail plus grandes des salariés, l'existence de meilleurs rapports entre les ouvriers et la maîtrise, la création des conditions d'une gestion individualisée de la main d'oeuvre axée sur le développement des compétences, la réalisation de progrès en termes de diminution des coûts et d'amélioration de la qualité. Toutefois, le fonctionnement de ces nouvelles formes d'organisation pose deux questions essentielles : celle des interfaces entre les différentes unités constitutives de l'organisation ; celle des relations internes basées sur le mode client/fournisseur, qui apparaissent comme un point sensible. Par ailleurs, c'est aussi la question de la constitution de nouvelles identités professionnelles qui se trouve être posée. Celles-ci doivent pouvoir se construire autour :

- de la formation, par l'acquisition de savoirs transversaux complémentaires à des connaissances dans une spécialité de formation professionnelle,
- de la mise en place effective d'une polyvalence conçue comme pratique de formation professionnelle,
- de l'organisation d'une mobilité plus grande de la main d'oeuvre.

L'enjeu est celui d'une recombinaison sociale des compétences, dont l'entreprise, en quête d'une efficacité industrielle plus grande, est à la recherche

Organismes impliqués :

Contrat SOLLAC-DUNKERQUE et Ministère de la recherche et de la Technologie
- Financements complémentaires : Régions et CNRS/IFRESI.

Publication :

Le rapport des salariés à l'organisation : la lente émergence de nouvelles
professionnalités, novembre 1990, 182 p. ronéogr.

II.2. STRATEGIES DE GESTION DE LA MAIN-D'OEUVRE DANS LES ENTREPRISES DU TEXTILE-HABILLEMENT ET DE LA VENTE PAR CORRESPONDANCE DU BASSIN D'EMPLOI DE ROUBAIX-TOURCOING

Pierre MASSON, François MILLEQUANT, Zaïhia ZEROULOU

L'aggravation et le développement de la crise révélés par le premier choc pétrolier de 1973, de même que les évolutions technologiques majeures des vingt dernières années ont profondément modifié les structures économiques des régions industrielles et, partant, les structures et les contenus des emplois. On s'est attaché à cerner l'impact de ces changements sur les stratégies des entreprises et leurs répercussions sur les opportunités d'emploi des différentes catégories de la main-d'oeuvre dans le bassin d'emploi de Roubaix-Tourcoing, dans les secteurs du textile, de l'habillement et de la vente par correspondance.

La recherche précise le contexte local du bassin d'emploi étudié ainsi que la situation et le devenir des secteurs concernés, sous la forme de monographies sectorielles ou spatiales. L'analyse de terrain à visé, pour sa part, à situer les entreprises enquêtées (en termes de position concurrentielle, de niveau technologique, d'appartenance à un groupe, de recours à la sous-traitance...) et d'autre part à préciser leurs politiques d'investissement, leurs effets sur l'emploi et la qualification des travailleurs, les conséquences d'une innovation technologique, les types de formation dispensée.

Au total, ce sont 27 cas d'entreprise ou d'établissement qui ont été étudiés, appartenant aux secteurs de la préparation de la matière première (4), de l'élaboration de produits semi-finis (7), de la fabrication de produits finis (7), de la confection (5) et de la vente par correspondance (4), qui, en termes d'effectifs salariés, représentent 38 % de l'ensemble de ces secteurs dans la zone. L'exploitation de ces informations a permis, dans un premier temps, d'exposer chaque cas examiné en soulignant ses particularités et, dans un second temps, de construire une typologie des firmes, issue d'une analyse statistique de données. On parvient ainsi à distinguer quatre groupes d'entreprises dont l'intitulé s'efforce d'indiquer le profil majeur. Ce sont :

- les "superbes", firmes élitistes, situées sur un marché porteur et dominées par leurs cadres.
- les "contestées", en butte à une mauvaise conjoncture de leur marché et à un désaveu exprimé par leur salariés.
- les "asservies", dont le marché stagne et qui sont condamnées à réussir... ou à mourir.
- les "malmenées", enfin, contraintes sur tous les plans par leur environnement.

Pour chacune de ces catégories, on constate la prédominance d'une ou de plusieurs caractéristiques, en particulier : la structure des qualifications, l'ancienneté moyenne du personnel, la demande de formation par les salariés et le secteur d'activité. Quant aux politiques de formation, celles-ci sont abordées au travers des deux éléments qui les définissent : leurs objectifs et les modalités de leur réalisation. Elles sont reliées aux stratégies d'innovation et de gestion de personnel qui ressortissent davantage d'une stratégie d'ensemble de la part des firmes. De ce point de vue, la classification des firmes obtenue se révèle très pertinente.

Organismes impliqués :

Financement PIRTEM, Conseil Régional du Nord/Pas-de-calais.

Publications liées au programme :

MILLEQUANT François : (1989) : "le textile-habillement dans le Nord/Pas-de-calais, situation actuelle, évolutions et perspectives", monographie sectorielle, 48 pages, novembre.

MILLEQUANT François (1989) : "La Vente par Correspondance", monographie sectorielle, 53 pages, décembre.

MILLEQUANT François et MASSON Pierre, avec la collaboration de Rémi LEBRUN (1991) : "Stratégies de gestion de la main-d'oeuvre dans les entreprises du textile-habillement et de la vente par correspondance du bassin d'emploi de Roubaix-Tourcoing", communication au secondes journées IFRESI, 24-25 janvier.

II. 3 LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LES INDUSTRIES DE HAUTE TECHNOLOGIE: LE CAS DES INDUSTRIES INFORMATIONNELLES.

Martine LEMATTRE

Période: Juin 89-juin 91

Présentation des résultats: Partant de l'analyse détaillée de l'évolution de l'emploi et de la structure de la qualification des industries informationnelles (industries de matériels informatiques, électroniques et de télécommunications), l'étude se focalise sur les stratégies de gestion des

ressources humaines en corrélation avec l'analyse des stratégies des entreprises.

L'étude met l'accent sur l'émergence d'un "modèle productif flexible" comme réponse aux rigidités du système de production de masse fordiste et lie l'évolution des stratégies de gestion de la main d'œuvre à la recherche d'une organisation plus flexible, en cohérence avec l'instabilité de l'environnement économique. L'analyse des industries informationnelles nous incite à élargir le débat sur la notion de flexibilité et nous permet de mettre en évidence l'importance du rôle des ressources humaines dans le processus de renouvellement rapide des procédés et des produits, qui caractérise le contexte d'une industrie où les liens entre recherche et production apparaissent importants. Dans cette perspective, la flexibilité "ex ante", qui met en jeu la capacité d'une entreprise à anticiper les évolutions des compétences, entre dans le cadre d'une gestion prévisionnelle des compétences. Toutefois, l'approche insistera sur la diversité des stratégies de gestion prévisionnelle selon les catégories professionnelles.

Publications:

Lemattre M. (1989) "Emploi et qualification dans les industries informationnelles", Clés, n° 13, 1er semestre.

Lemattre M. (1991) "Flexibilité et gestion prévisionnelle des ressources humaines: le cas des industries informationnelles" 2^{èmes} Journées IFRESI.

Swyngedouw E., Lemattre M. & Wells P. (1991) "The regional patterns of C&C in the U.K. and France" in Cooke Ph., Moulaert F., Swyngedouw E., Weinstein O. & Wells P. "Towards global localisation: the computing and communication industries in Britain and France".

II.4. FORMATION ET MOBILITE : LA GESTION DE LA MAIN D'OEUVRE FEMININE

Nicole GADREY, Sylvie ENGRAND, avec la participation d'Elisabeth CHARLON et de Michel FEUTRIE

L'une des questions centrales autour de laquelle s'organise notre rapport de recherche concerne le type de relation existant entre le mode de construction sociale de la flexibilité en entreprise et la composition sexuée de la main d'œuvre. Les données statistiques confirment l'existence d'inégalités entre les secteurs masculins et féminins aussi bien au niveau de la précarité de l'emploi qu'à celui des salaires ou des possibilités de promotion. Les enquêtes en entreprises montrent comment ces directions tiennent compte de la composition de leur main d'œuvre quand elles élaborent des politiques de formation et de flexibilité. Elles mettent en évidence des tendances contradictoires : développement de la précarité et sous-qualification, mais aussi création de nouveaux types d'emplois et de nouvelles trajectoires professionnelles.

Durée : Juin 1988 - juin 1990
Contrat : MIRE

Publications : S. Engrand, N. Gadrey

- Formation et mobilité : la gestion de la main d'oeuvre féminine, Rapport financée par la MIRE, Juillet 1990.

- S. Engrand, N. Gadrey : "Formation et flexibilité : une approche typologique", Communication aux Journées IFRESI, Lille , Janvier 1991.

II.5. CARACTERISTIQUES COMMUNES DES EFFETS FORMATEURS DES SITUATIONS DE TRAVAIL

Elisabeth CHARLON, Marie-Christine VERMELLE

L'évolution récente des entreprises dénote un large mouvement de transformation qui affecte les organisations du travail et les pratiques de formation continue. On observe un net rapprochement entre les situations de travail et les situations de formation, les premières étant de plus en plus l'objet de dispositifs spécifiques visant à produire, chez les opérateurs, une articulation entre activités de production et de formation et démarche d'expérimentation. Ainsi, les organisations qualifiantes, le développement du tutorat, les formations-actions et les démarches de progrès ou de qualité qui se mettent en place dans les entreprises ont en commun de mobiliser des apprentissages plus ou moins formalisés autour de l'acte de travail. La recherche vise à dégager les caractéristiques communes de ces dispositifs et à en préciser les enjeux pour les entreprises qui connaissent une transformation globale de leur système de production. Elle doit déboucher sur la réalisation d'un ouvrage collectif mettant en évidence les conditions de transférabilité de ces dispositifs.

Organismes impliqués :

CNAM Paris : Directions scientifiques : Jean Maris BARBIER

Autres centres de recherche impliqués :

AFFA, CEREQ, CITADEL, LASTREE

Financements :

Délégation à la formation professionnelle, CNRS-PIRTEM

II.6. ILLETTRISME et ENTREPRISE

Elisabeth CHARLON (direction scientifique)
Véronique LECLERCQ (Laboratoire Trigoire-CUEEP - Lille I),
Maryvonne LANNOY
Valérie ROBERT, Marie-Annie SHARMA

A partir d'une définition opératoire de l'illettrisme et des ses degrés, de l'analyse des représentations qu'en ont les différents acteurs de l'entreprise (DRH, responsable formation et services fonctionnels, responsables opérationnels et encadrement), des représentations des salariés à l'intérieur des collectifs de travail et des observations des postes de travail occupés par des salariés dits de bas niveau de qualification, on a entrepris l'élaboration d'outils de diagnostic, de procédures et de contenus de formation à insérer dans des cursus de formation professionnelle. Si des outils sont attendus de cette enquête, des approches théoriques constitueront un second produit de l'approche de terrain menée dans trois entreprises appartenant au textile, aux bâtiment et travaux publics, et à la restauration rapide.

Financement :

Direction régionale du Travail

Période Décembre 90 à Novembre 91 - Prolongation possible en 92.

Le rapport aux savoirs des salariés dits de bas niveau de qualification

Elisabeth CHARLON

A partir d'entretiens non directifs recueillis dans trois entreprises d'un même bassin d'emploi et appartenant à des branches d'activités différentes, quels sont les rapports que les "BNQ" entretiennent aux savoirs et à la formation ?

Quelles conséquences peuvent en être envisagées pour la mise en place de politiques de formation les moins sélectives possibles ?

Période : à partir de 1990.

cf. Charlon (Elisabeth), Vermelle (Marie Christine), "Identités salariales et rapports au Savoirs "Education Permanente N° 104 - 1990

A paraître dans Formation Emploi :

Charlon (Elisabeth) " Salariés dits de bas niveau de qualification : identités professionnelles et rapports aux savoirs".

II.7. ELEMENTS POUR UNE SOCIOLOGIE DES GROUPES PROFESSIONNELS

Béatrice APPAY et Lise DEMAILLY

Cette recherche s'inscrit dans le prolongement des recherches collectives entreprises au LASTREE, dans le cadre du séminaire mené en 1987-1988, en collaboration en particulier avec Lise DEMAILLY, Nicole GADREY et Nicole BASTIN. Au delà du travail entrepris sur les "pères fondateurs", il s'agit d'explorer l'évolution contemporaine des problématiques sur la question des groupes professionnels.

B APPAY a développé cet axe dans la continuation de son travail engagé sur T. Parsons et K. Marx et de ses recherches sur les transformations contemporaines des systèmes sociétaux français et britannique. Pour elle, cette recherche s'articule étroitement à celle qu'elle mène sur la flexibilité, le contrôle social et la formation professionnelle ouvrière. Elle fait l'hypothèse que l'émergence d'une problématique de la professionnalisation appliquée aux ouvriers accompagne des formes de restructuration sociale liées au développement du principe de l'autonomie contrôlée. Dans cette perspective, la question de la structuration des groupes professionnels d'exécution est centrale pour éclairer les récents développements de l'évolution sociétale, dans des pays développés comme la France ou le Royaume-Uni. Il s'agit ici de prendre la question de la domination et de la division du travail, sous l'angle du rapport ouvriers/intellectuels, exécution/conception, pratique/théorie en s'interrogeant sur ce qu'il en est des formes de contrôle social dans cette perspective. Si les questions de la socialisation, de la scolarisation et de l'identité professionnelle sont essentielles pour comprendre le principe d'autonomie contrôlée, il s'agit de l'explorer également d'un point de vue épistémologique, d'une part avec la sociologie du travail qui s'est construite autour du paradigme de la domination capital/travail, et dont les recherches sont en grande partie centrées sur les ouvriers et les grandes entreprises, et d'autre part la sociologie des professions qui n'a pas posé la question de la domination et dont les recherches sont centrées sur les "learned professions" dans la tradition anglo-saxonne. Il s'agit donc d'interroger cette transposition de la division sociale dans le champ sociologique et de poser la question de la domination sociale en intégrant celle des "intellectuels", non seulement d'un point de vue professionnel, mais aussi d'un point de vue éducatif par rapport au processus de scolarisation massive qui est l'un des phénomènes les plus caractéristiques des sociétés modernes. Cette question est d'autant plus importante à poser à un moment où les sociétés modernes "s'intellectualisent" d'une façon massive, alors que l'observation sur le terrain montre que l'autonomie contrôlée concerne dans une large mesure, mais pas seulement, la main-d'oeuvre d'exécution.

L'analyse des groupes professionnels continue également d'être menée par Lise DEMAILLY d'un point de vue théorique et empirique, en liaison avec ses propres travaux sur trois groupes professionnels : les métiers du transport, les cadres de la fonction publique (du Ministère de l'Education Nationale) ainsi que les enseignants de collège.

Publications :

APPAY B., "Talcott Parsons", Encyclopédie philosophique universelle, vol. III, Paris, PUF (à paraître, 1991) 12p.

APPAY B., "Les professions et la révolution éducative dans l'oeuvre de Talcott Parsons" Communication au Séminaire du l'Equipe de sociologie de l'Education, Paris, 13 février 1989, 47p., multigr.

APPAY B., "Professional patterns of change and State intervention" Congrès Mondial de Sociologie. Madrid, 1990 (RC Sociologie du travail) 10p.

DEMAILLY L., Le collège : crise, mythes et métiers. Lille PUL, 1991

DEMAILLY L., TAPIE M., Evaluation des travaux soutenus par le comité Technologie, Emploi Travail dans les transports (1985-1988) Ministère de l'Equipeement du logement, des transports et de la mer, multigr, 1990, 119p.

DEMAILLY, HAVEZ B., coll., Le travail administratif : vécu quotidien et images du changement, LASTREE-CLERSE-IFRESI, Rectorat de Lille, multigr., 1990, 138p.

II.8. FORMATION, MARCHE DU TRAVAIL ET MEDIATIONS SOCIALES : LE CAS DES INGENIEURS DIPLOMES.

Jean Marie DUPREZ (CLERSE-IFRESI), Françoise CHAMOZZI (LASMAS), Alain DEGENNE, André GRELON, Catherine MARRY, Lise MOUNIER (LASMAS-IRESCO)

L'équipe "Ingénieurs", formée de chercheurs lillois et parisiens, mène depuis 1988 une recherche sur la formation, l'insertion professionnelle et sociale et l'évolution des carrières des ingénieurs français. Les trois phases essentielles analysées, dans ce qui est saisi comme un processus de formation d'un groupe social, sont celles du passage par l'Ecole, qui assure l'accès au titre, la transition vers le premier emploi et la mobilité professionnelle.

Une première partie de la recherche (février 1988 - février 1989) a porté sur les caractéristiques scolaires et sociales, les motivations et représentations des élèves de 15 écoles d'ingénieurs du Nord de la France. Une seconde partie (mars 1989 - février 1990) a porté sur l'insertion professionnelle des ingénieurs

diplômés et le déroulement de leur carrière (enquête Minitel auprès de 1 500 anciens élèves des écoles du Nord). Il s'agissait de comprendre le système de ressources et de contraintes sociales au sein desquelles les ingénieurs agissent. Dans ce cadre, on s'est particulièrement intéressé aux stratégies de mise en oeuvre des réseaux sociaux. Dans une troisième partie de la recherche (février 1990 - mai 1990), des entretiens ont été réalisés sur les mêmes thèmes.

La rédaction des principaux résultats de la recherche, sous la forme d'un ouvrage collectif, est en cours.

Financement :

PIRTEM, Région Nord/Pas-de-Calais

Publications :

Communications aux Journées IFRESI Janvier 1991 ; Cahier du PIRTEM 1990, n° 2 Sociétés Contemporaines, n° 6.

II.9. LES ENTRANTS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DU NORD/PAS-DE-CALAIS. ETUDE SUR LES INSCRIPTIONS 1987-88 DES BACHELIERS 1987.

Données Scolaires Sociales et Géographiques

IFRESI-REGION NORD/PAS-DE-CALAIS

Francis GUGENHEIM, Frédéric DUMONT, Olivier VANHOENACKER.

Objectifs - Procédures - Résultats :

Cerner l'incidence de l'origine géographique sur l'orientation scolaire des bacheliers de l'Académie du Nord (région Nord/Pas-de-Calais). Cette étude a prolongé la réflexion collective entamée lors de l'étude IFRESI sur "les formations supérieures dans le Nord/Pas-de-Calais" publiée en 1988. Elle a nécessité la création d'un fichier original de l'ensemble des bacheliers 1987 inscrits en 1987-88 dans un établissement supérieur de l'Académie à partir des fichiers informatiques des Universités et d'une enquête par questionnaire auprès des élèves des établissements non informatisés. Ce faisant, nous avons pu caractériser de façon précise le flux d'entrée en matière de filières, d'âge, de sexe et d'origine sociale, mettre en évidence les distorsions entre les intentions d'inscription dans l'Enseignement Supérieur et les inscriptions réelles, et poser les jalons de dispositifs d'observation permanents en matière d'entrée dans l'Enseignement Supérieur.

1 - Etude à caractère appliqué

Etude du devenir scolaire 1987-1991 des bacheliers 1987 inscrits dans les universités d'Etat de Lille en 1987-88 et originaires de trois zones géographiques déterminées : Villeneuve d'Ascq, Bassin de formation de Lens et Bassin de Formation de Dunkerque.

L'objectif sera ici de comparer les taux de poursuite d'études de bacheliers qui, sur le plan de la "distance", viennent de zones à statuts très différents par rapport à l'Enseignement Supérieur. On essayera de cerner l'incidence d'une "distance" à la fois géographique, économique, sociale et culturelle.

Responsable du projet : Francis GUGENHEIM (OFIP-LASTREE)

Assistance scientifique : Nicole GADREY (Directeur LASTREE)

Francis GUGENHEIM, Jules THIBAUT (LASTREE)

Frédéric DUMONT (Géographie Humaine)

2 - Thèse en Géographie Humaine de F. DUMONT

Les études IFRESI ont montré l'ampleur des disparités spatiales infra-régionales dans l'accès à l'enseignement supérieur du Nord/Pas-de-Calais. La thèse analysera les facteurs géographiques de l'inégal accès aux formations supérieures en précisant les notions complexes de distances spatiales et de distance sociale à l'enseignement supérieur, source d'inégalités géographiques et sociales interactives et cumulables.

En affinant l'échelle d'étude, l'analyse entamée de l'offre et de la demande d'enseignement supérieur sera précisée (analyse transversale à partir de la base de donnée constituée partiellement exploitée et longitudinale par suivi de cohortes universitaires). Des comparaisons inter-régionales mettront en évidence les inégalités géographiques majeures entre académies française et mesureront l'ampleur du changement d'attitude de la population régionale face à la scolarisation post-baccalauréat. L'analyse infra-régionale révélera l'influence du milieu local sur l'évolution des rapports que les différentes catégories de population entretiennent avec l'enseignement supérieur, comment les collectivités locales s'impliquent pour tenter de résoudre la crise due aux vagues de démocratisation de l'enseignement supérieur, et les conséquences que les nouvelles implantations d'établissements de formations supérieures induisent (analyse du recrutement des antennes et influence exercée sur les orientations des étudiants par l'éventail des filières offertes).

3 - Communications Journées IFRESI - Janvier 1991

Francis GUGENHEIM. L'entrée dans l'Enseignement Supérieur des bacheliers 1987 de l'Académie du Nord

IL 10 RECHERCHE CNRS-PIRTTEM INTITULEE "PRODUCTION ET TRAVAIL DANS LES DERNIERS SITES MINIERES DU BASSIN DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS"

O. KOURCHID et Nordinne DRIS, Emile DUBOIS, Fabienne GIARD, Valérie ISBLE, Valérie SKRYSZAK

Ce programme commencé en 1989 a été continué comme prévu tout au long de l'année 1990, dans une double perspective : celle de l'analyse de l'organisation et des métiers du jour et du fond à partir de l'identité minière et locale, et celle de la mémoire collective et de sa conservation, attitude incontournable si l'on considère que la recherche s'opère dans les derniers sites d'extractions du bassin Nord/Pas-de-Calais. Outre les observations d'opérations techniques, l'équipe a réalisé sur place les séries d'enquêtes d'agents de différentes catégories professionnelles, (ascendants et descendants, conjoints, carrière).

Au delà de la "fermeture" officielle le 20 décembre 1990 des dernières tailles opérée à partir des puits d'extraction et de service à Dignies, Dourges, Estevelles, Evin-Malmaison, ce travail se prolonge en 1991 avec l'étude des procès techniques de fermeture proprement dits (déséquipement, noyage, dégazage). Outre les nombreuses observations et les entretiens, concernant surtout le travail des abouts, les données de travail actuelles sont constituées par l'ensemble de la documentation fonctionnelle et réglementaire utilisée sur les sites en question, auxquelles il faut ajouter --fait exceptionnel-- la quasi totalité des archives du siège (confidentielles) mais mises en réserve pour le contrat CNRS-PIRTTEM grâce à la compréhension de la direction du site et des agents HBNPC, et en liaison avec les archives du Centre Historique Minier de Lewarde.

Grâce à quoi il est possible de traiter "in situ" la question --très stratégique pour les rapports sociaux et la main d'oeuvre et fort complexe en matière technique-- de la Sécurité Industrielle appliquée à des sièges d'extraction. Ceci définit pour l'avenir un programme de recherche comparative historique et contemporaine sur la question.

Publications :

O. KOURCHID : " The energies of memory, conservation and development : Coal miners and coal mining museums in the Nord/Pas-de-Calais" conférence au congrès annuel de l'Institute of British Geographers (IBG '90 Urban regeneration and regional development, Geographical information systems, Glasgow, 4-8 janvier 1990.

O. KOURCHID : "Un leadership industriel en zone interdite : la Société des mines de Lens et la Charte du travail" Mouvement social, 151, avril-juin 1990, p. 55-78.

O. KOURCHID ET A. KUHNMUNCH, avec la participation de M. Deswartes Mines et cités minières du bassin Nord/Pas-de-Calais 400 photographies aériennes de 1920 à nos jours, 480 pages, Presses Universitaires de Lille, 1990.

O. KOURCHID : " Les sens de la domination : sciences sociales et photographies aériennes" in Mines et cités minières, PUL, 1990.

O. KOURCHID : Organisation de la journée d'études et de formation Recherches sur la mine, avec Mmes O. Hardy (Université Lille III), A. Kuhn munch (archives, Centre historique minier), R. Trempé (Université Toulouse) et M. Patrice Livet (CNRS) ; en coopération avec la formation professionnelle des HBNPC, et la municipalité d'Oignies ; à destination des étudiants de maîtrise et de thèse travaillant sur le sujet.

O. Kourchid ET A.Kuhn munch : "Mines et cités minières du Nord/Pas-de-Calais : l'évolution de la production et du travail à travers les photographies aériennes de 1920 à nos jours", communication à la session "Production d'énergie et matières premières" du 7ème congrès international du patrimoine industriel, Bruxelles 2-9 septembre 1990 (Association TICCIH ; The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage).

O. Kourchid : "Sites miniers d'Oignies-Dourges Pas-de-Calais : pédagogie, et culture scientifique, sur les thèmes de la sécurité industrielle" -Documents de travail Direction régionale affaires culturelles, PIRTEM.

O. Kourchid et Farida Soufi : Guide de recherche sciences sociales, Charbon, et industrie houillères, CNRS-Groupe de sociologie du travail, Paris 7-IRESO-IFRESI, 100 pages offset

O. Kourchid : "Les énergie de la mémoire : conservation et transfiguration de la production et du travail minier", communication aux Journées de l'I.F.R.E.S.I., Lille 24-25 Janvier 1991

III- DESTRUCTURATIONS, PRECARISATIONS, POLITIQUES SOCIALES, LIEN SOCIAL

PRESENTATION

On a déjà observé au niveau des politiques de gestion des ressources humaines, en particulier des politiques de formation, l'extrême diversité des stratégies et des pratiques et une tendance à la dualisation, sensible notamment à propos des "bas niveaux de qualification", ou d'entreprises confrontées à l'illettrisme. A fortiori la relation emploi/chômage, l'émergence du chômage de longue durée, la création du Revenu Minimum d'Insertion, les phénomènes d'exclusion et leurs conséquences, constituent-ils une "chaîne" qui appelle à la fois études de terrain et ré-élaborations conceptuelles. Ici encore, les frontières se brouillent, entre les "actifs" et les autres, tout comme se distend la relation, centrale dans une société marchande, entre accès à un revenu et prestation d'un travail. Cette crise des catégorisations et des politiques ne doivent pas empêcher de discerner les contre-stratégies d'adaptation, que mettent en oeuvre les catégories défavorisées ou marginalisées, notamment en matière d'habitat. De même est plus qu'actuelle l'analyse des phénomènes d'anxiété, et des réactions sécuritaires qu'ils induisent.

1 - L'allongement de la durée du chômage, et l'émergence du chômage de longue durée constituent depuis plusieurs années un des axes de travail de l'équipe animée par F. Stankiewicz et R. Foudi. Cette modification est elle-même le reflet de transformations du marché du travail, dont celles décrites dans les travaux évoqués ci-dessus. L'hypothèse de dualisation trouve, dans les recherches menées par R. Fourdi, plusieurs éléments de confirmation, à partir de deux constats essentiels fondés sur d'importantes enquêtes : la dégradation des conditions d'existence des chômeurs de longue durée, à laquelle R. Foudi relie, à juste titre, l'instauration du Revenu Minimum d'Insertion ; et les difficultés du retour à l'emploi des personnes qui en ont été durablement exclues, en dépit des dispositifs mis en place pour les réinsérer sur le marché du travail.

Ce problème du retour sur le marché du travail fait l'objet de deux autres recherches, toutes les deux en cours. Sylvie Engrand et Nicole Gadrey achèvent une enquête sur les difficultés spécifiques de certaines catégories féminines, quant au retour à l'emploi. Le dispositif de recherche mis en place par F. Stankiewicz, R. Foudi et M.H. Trelcat vise à mettre en évidence les effets différentiels de la formation, selon qu'elle s'applique à des individus ou situation d'emploi, de licenciement économique, ou de chômage plus ou moins prolongé. Nous avions déjà évoqué cette recherche, à propos des travaux sur les pratiques de formation.

Le chômage de longue durée, et plus précisément, la "marge" de plus en plus épaisse entre activité et non-activité (en d'autres termes, la crise des classifications usuelles, base de la distinction entre population "active" et "inactive") constituent l'objet des investigations de V. Vermelle et D. Demaziere. L'un et l'autre partent de l'hypothèse suivante : le chômage de longue durée, avec ses multiples incidences, perturbe la notion usuelle du chômage défini comme situation d'un actif temporairement privé d'emploi. V. Vermelle centre sa recherche sur les incidences du chômage de longue durée sur les individus, en termes de statut personnel et de références identitaires. Partant d'une réflexion historique sur l'émergence du concept de chômeur dans son acception moderne, D. Demaziere met en évidence la crise des catégorisations actuelles à partir de l'analyse de la pratique professionnelle des agents de l'A.N.P.E., et de leur relation avec les chômeurs de longue durée.

2 - Le programme consacré au Revenu Minimum d'Insertion (M. Autès, F. Calcoen, H. Desbois) s'inscrit dans une logique très voisine. L'équipe participe au programme d'évaluation du R.M.I. piloté par la MIRE dans douze départements français. Il s'agit d'analyser les modalités de mise en place de l'insertion en considérant l'articulation des diverses catégories d'acteurs, et les modalités d'adéquation ou d'inadéquation entre offre et demande d'insertion. Les membres de l'équipe sont également partie prenante du programme de recherches de la CNAF sur "RMI et politiques familiales". En même temps, l'équipe entend poursuivre un objectif de réflexion théorique plus approfondie à partir de l'évaluation des politiques publiques. Le RMI est-il le point ultime de perfectionnement des sociétés assurantielles ? Est-il, au contraire, un point de basculement, au sein de la protection sociale, des idéaux constitutifs de l'Etat-Providence ? Les liens entre emploi et revenu, entre travail et citoyenneté sont fortement questionnés dans la mise en oeuvre de l'insertion, telle que le révèle la tension, visible dans le jeu des acteurs, entre insertion professionnelle et insertion sociale. Ces interrogations sur une nouvelle économie du lien social, ou, du moins, sur la crise d'une conception, historiquement structurante, qui place le rapport au travail au centre de la définition des identités sociales et individuelles, entretient avec celles induites par les recherches sur le chômage de longue durée des relations d'affinité évidentes.

3 - Les travaux sur les trajectoires résidentielles des familles (B. Lefebvre, M. Vervaecke) se fixent comme objectif d'examiner comment les politiques publiques et les stratégies des familles modifient la division sociale de l'espace et les formes de la ségrégation. L'accent est mis, à la fois, sur les problèmes posés aux familles en difficulté économique et sociale (précarité, expulsion, cohabitation), sur les facteurs aggravants que constituent, notamment, la baisse de l'offre de logement et les mesures prises par les organismes de logement social, mais aussi sur le type de régulation sociale qui se met en oeuvre quand disparaît la sphère du travail (liens sociaux, familiaux, services sociaux et municipaux, etc).

4 - La recherche animée par D. Duprez porte sur une des conséquences (et un des symptômes) de la fragilisation du lien social en contexte urbain. Il n'existe évidemment aucune relation mécanique entre les phénomènes de précarisation et de dualisation de l'espace, ci-dessus évoqués, et le sentiment d'insécurité qui constitue l'objet de la recherche. En tout cas, le taux de "délinquance objective", dans le quartier étudié par D. Duprez, est inférieur à celui du reste de la ville, en dépit du cumul des difficultés qui marque le contexte urbain et social. L'enquête fait apparaître la focalisation des attitudes sur le rapport jeunes-habitants, et l'inégale propension des diverses fractions de la population au sentiment d'insécurité. Les groupes en voie de déclassement sont ceux chez qui anxiété et rancœur s'expriment avec le plus de force.

C'est donc dans l'ensemble des conditions de vie et des trajectoires des acteurs que s'enracinent représentations et attitudes, dont la dynamique souvent paradoxale appelle des investigations spécifiques. Tel est l'objet de la recherche (à forte composante d'expérimentation méthodologique) engagée par C. Baichère, H. Cukrowicz et J.M. Duprez sur les représentations sociales de l'altérité en situation de voisinage. L'objectif de l'équipe est d'explorer, par une technologie d'enquête proche des méthodes projectives, la dynamique des représentations et sentiments sous-jacents aux relations interethniques.

Sur un tout autre objet, c'est à partir de préoccupations voisines que l'équipe animée par N. Bastin et G. Cresson analyse les attitudes et comportements face au risque thérapeutique, dans le cas du SIDA et de la demande de réparation liée aux phénomènes de contamination (hémophiles et transfusés). La communauté de posture scientifique appelle de nouvelles interactions entre chercheurs.

III.1. CHOMAGE DE LONGUE DUREE ET DUALISME ECONOMIQUE

R. FOU DI

L'allongement de l'ancienneté moyenne de chômage qui traduit la montée du chômage de longue durée (> ou = à un an) a été l'une des modifications les plus importantes de la structure du chômage dans les pays européens au cours des décennies 1970 et 1980.

Cette modification est elle-même le reflet de transformations sur le marché du travail dont l'interprétation suppose une analyse approfondie non seulement des causes et des conséquences du chômage de longue durée, mais aussi des mesures d'intervention publiques mises en œuvre pour freiner son extension.

L'hypothèse la plus fréquente avancée de manière implicite est que le chômage de longue durée serait révélateur d'un processus spontané de dualisation du marché du travail en période de crise (désindustrialisation, transformation des qualifications, forte sélectivité à l'embauche...) accentué par des phénomènes d'ordre démographique.

Les recherches que nous menons au sein du LAST étaient en partie cette hypothèse en mettant l'accent sur :

- La possible dégradation des conditions d'existence des chômeurs de longue durée dès lors que s'instaure un rationnement durable de l'emploi. L'institutionnalisation du Revenu Minimum d'Insertion a été nécessaire pour enrayer la paupérisation d'une frange de chômeurs de longue durée que le système d'indemnisation du chômage ne parvenait plus à protéger.

- Les difficultés du retour à l'emploi des personnes qui en ont été durablement exclues. Si au cours des années quatre vingt les pouvoirs publics ont mis en place une politique autonome de lutte pour favoriser la réinsertion des chômeurs de longue durée, celle-ci ne parvient qu'imparfaitement à contrecarrer les mécanismes d'éviction que développe le marché du travail. Les trajectoires professionnelles des bénéficiaires de mesures sont certes variées, mais le retour à l'emploi durable à temps plein dans le secteur concurrentiel n'est pas le résultat le plus fréquemment observé.

Publications :

"Employabilité et trajectoire professionnelle des demandeurs d'emploi : le cas des chômeurs de longue durée" :

Communication pour le séminaire ANPE-PIRTTEM du CNRS : "sortir du chômage ou la construction sociale de l'employabilité" -Paris 7-8 Décembre 1989.

“Le chômage de longue durée : exclusion et réinsertion” - , contribution à l’ouvrage collectif “l’Emploi, l’Entreprise, la Société- Débats Economie et Sociologie” (sous la direction de F. MICHON et D. SEGRESTIN). Economica - 1990.

En cours : “l’Impact de la formation sur les trajectoires des adultes peu qualifiés : une approche contextuelle” - Janv 90 - Nov 91. Rapport de recherche pour le Ministère de la recherche et de la technologie, programme “Technologie, Emploi, Travail”. (en collaboration avec F. STANKIEWICZ et M.H. TRELCAT).

III. 2. LE CHOMAGE AU FEMININ

Sylvie Engrand, Nicole Gadrey

Dans le cadre du programme expérimental de lutte contre le chômage des femmes dans la région Nord/Pas-de-Calais, les objectifs de la recherche sont doubles.

- d’une part, analyser le public des stages organisés en direction des “femmes isolées” en 1990, à partir d’un questionnaire portant sur leurs situations familiales et financières, leurs expériences professionnelles et de formation, leurs projets d’avenir. Cette enquête quantitative est complétée par des entretiens auprès du public de deux stages : analyse des ruptures biographiques, de la place de la formation dans la trajectoire vécue de la catégorisation comme “femme isolée”.

- d’autre part, analyser les obstacles à l’embauche des femmes dans des secteurs où se développent des offres d’emploi, mais où le personnel féminin reste très minoritaire. L’interrogation des décisions d’entreprises des secteurs du bâtiment et de la mécanique, et de secteurs ayant accueillis des stagiaires à l’occasion de formations non traditionnellement féminines, vise à repérer les apports et les limites des actions de diversification de l’emploi.

Période : 1990 - 1991

Financement : Direction Régionale du Travail et de l’Emploi.

III.3. L'IMPACT DE LA FORMATION SUR LES TRAJECTOIRES DES ADULTES PEU QUALIFIES : UNE APPROCHE CONTEXTUELLE

R. FOU DI, F. STANKIEWICZ, M.H. TRELCAT

Janvier 1990-Novembre 1991

Le contexte dans lequel la formation est délivrée détermine de façon essentielle son efficacité ou plus généralement la nature de son impact. De ce point de vue, on doit s'attendre à ce que le contenu de la formation, mais aussi les transformations qu'elle est susceptible d'opérer différeront de façon sensible selon que la formation s'appliquera à des individus - en situation d'emploi - en situation de licenciement économique - en situation de chômage.

Les investigations suivantes, relatives à différents contextes, ont été menées :

1 - Exploitation complémentaire des matériaux collectés à l'occasion des enquêtes du LAST sur les chômeurs de longue durée appartenant au Bassin Minier de la région Nord/Pas-de-Calais

Les données collectées permettent de reconstituer, sur une période significative, les trajectoires professionnelles suivies par les chômeurs de longue durée.

2 - Enquête auprès d'entreprises sensibilisées au problème de la formation des salariés ayant un bas niveau de qualification

Cette enquête porte sur une vingtaine d'entreprises de la région Nord/Pas-de-Calais, plus particulièrement confrontées au problème des B.N.Q.

3 - Nouvelle enquête portant sur les demandeurs d'emploi entrés en formation ou ayant retrouvé un emploi entre Novembre et Avril 1990

L'enquête a lieu d'Avril à Juin 1991 (soit un an à dix-huit mois après la sortie du chômage), dans quatre bassins d'emploi de la région Nord/Pas-de-Calais (Lille, Valenciennes-St Amand, Roubaix-Tourcoing, Dunkerque-Calais)...

La recherche bénéficie d'un financement principal du Ministère de la recherche et de la technologie dans le cadre du programme "Technologie, Emploi, Travail", et d'un financement complémentaire de l'A.N.P.E. et de l'I.F.R.E.S.I.-C.N.R.S..

Le rapport de recherche sera disponible en Novembre 1991.

III. 4. LA PRODUCTION DE CATEGORIES ET D'IDENTITES DANS LE CHOMAGE DE LONGUE DUREE

Participants : Didier DEMAZIERE, Véronique VERMELLE

Objet :

Cette recherche articule deux perspectives complémentaires qui situent le chômage de longue durée au carrefour de logiques d'institutions et de professionnels d'une part, de chômeurs de longue durée d'autre part.

Un premier axe, centré sur les individus, vise au repérage précis des classes de trajectoires et d'itinéraires d'une cohorte de chômeurs de longue durée, et s'interroge sur l'émergence de statuts et d'identités diversifiés aux frontières et aux marges de l'activité. Le concept de carrière permet d'articuler trajectoires individuelles et systèmes institutionnels.

Un second axe explore les modes de construction d'ensembles différenciés de représentations et de gestions des chômeurs de longue durée par les agents chargés de mettre en oeuvre les différents dispositifs spécialisés, et qui sont en interaction directe avec les chômeurs de longue durée. Il s'agit en particulier de dégager les catégorisations qui se négocient entre ces protagonistes, en procédant à des observations de contacts mixtes, suivies d'entretiens croisés. La perspective poursuivie mêle une approche qualitative articulée autour d'entretiens semi-directifs et d'une observation directe des interactions, et l'exploitation quantitative de données régionales standardisées (analyse des formulaires-diagnostic renseignés par les agents de l'ANPE au cours de leurs entretiens avec des chômeurs de longue durée (n= 4 000)).

Dans la phase finale (soit fin 1991) ces deux approches seront confrontées, notamment à partir des concepts d'identités "pour soi" et "pour autrui".

Contrats : n° 2085 et 2131, financements de la Mission Interministérielle Recherche et Expérimentation (MIRE) et de la Délégation Régionale de l'A.N.P.E. Juin 1990 à février 1992.

Publications :

DEMAZIERE (Didier) : Chômage et chômeurs de longue durée : une approche sociologique, Thèse pour le doctorat de sociologie, Université de Lille I, Mai 1991, 391p.

DEMAZIERE (Didier) et VERMELLE (Véronique) : “Evaluation de l’opération 200 000 chômeurs : représentations et catégorisations des publics prioritaires du plan pour l’emploi de l’année 1990 chez les agents de l’A.N.P.E.”, LASTREE, Université de Lille I, ronéo, avril 1991, 45p.

DEMAZIERE (Didier) : Formes de chômage et crise des catégories ; premières réflexions autour de la “motivation” des chômeurs de longue durée, Secondes journées IFRESI, 24-25 janvier 1991.

III. 5. LE REVENU MINIMUM D'INSERTION

Michel AUTES, Francis CALCOEN, Hélène DESBOIS

A partir de l'évaluation de la mise en oeuvre du Revenu minimum d'insertion en France, et en le comparant à d'autres politiques de revenu garanti en Europe, cet ensemble de recherches s'interroge sur les recompositions des politiques sociales au sein des transformations de la protection sociale.

A travers les nouvelles stratégies de l'insertion et du territoire comme moyen de gestion des populations, on voit se rompre les logiques traditionnelles de l'assurance, de l'assistance et de l'action sociale, organisées principalement autour de la référence au travail, ou à son absence. D'autres problématiques s'esquissent autour du lien rendu problématique entre revenu et travail, autour des questions liées à la citoyenneté et à l'intégration.

Les différentes recherches observent la mise en oeuvre des procédures d'insertion à travers les systèmes de représentations qui les informent, les formes d'insertion qu'elles mobilisent (professionnelle, formative, sociale, liées au logement ou à la santé), les nouveaux agencements entre acteurs qui les accompagnent (Etat, Collectivités territoriales, institutions, associations et professionnels du social, usagers.). Ces recherches sont menées dans plusieurs départements français (Ardennes, Dordogne, Nord, Pas-de-Calais), et en Belgique (Minimex).

Au delà des politiques de lutte contre le chômage et la pauvreté, sont abordées d'un côté les questions touchant aux nouvelles logiques des politiques publiques et, d'un autre côté, celles concernant les nouvelles économies du lien social qui émergent dans les sociétés contemporaines.

Financements :

MIRE

CNAF

Contrat de Plan CNRS - Région Nord/Pas-de-Calais.

Publications :

AUTES (M), CALCOEN (F), DESBOIS (H) : Le R.M.I. : mise en oeuvre de l'insertion dans le département du Nord. MIRE 1991.

AUTES (M) : "Les paradoxes du Revenu Minimum d'Insertion", Communication aux secondes Journées IFRESI, Janvier 1991.

AUTES (M) : "Le débat parlementaire sur le revenu minimum d'insertion : des malentendus féconds" CLES, université de Lille I, n° 16, 2ème semestre 1990.

AUTES (M) : Représentations de la pauvreté et pratiques d'insertion, CNAF, note intermédiaire, juin 1991

AUTES (M) : Territoires. et insertions (à paraître, oct. 1991, Synos - TEN)

DESBOIS (H) : "Représentations sociales de l'assistance et de l'insertion chez des bénéficiaires du RMI" in Colloque sur l'Histoire de la Sécurité Sociale. Actes du 115è congrès des Sociétés Savantes, Avignon 1990. Association pour l'Etude de l'Histoire de la Sécurité Sociale, Paris 1991.

DESBOIS (H) : "Le RMI et les incertitudes de l'insertion à la lumière d'une situation locale", in Politiques et Politiques Locales, Cahiers du CRAPS n°11, novembre 1990

BOCQUET (C), DESBOIS (H) : " Exclusion sociale et Représentations de la Politique" in Les Représentations Sociales de la Politique, Cahiers du CRAPS n° 13 mars 1991.

III. 6. ACCES AU LOGEMENT, ITINERAIRES RESIDENTIELS ET POLITIQUES PUBLIQUES

Bénédicte LEFEBVRE (CLERSE-IFRESI) et Monique VERVAEKE (LASMAS-IRESCO)

Résumé des recherches :

La trajectoire résidentielle des familles et leur interaction avec les institutions constituent l'axe privilégié sur lequel s'appuie la démarche de l'équipe. L'impact des politiques publiques sur le marché du logement est étudié dans la région Nord-Pas de Calais pour le parc ancien et pour le parc locatif social. En prenant l'agglomération comme niveau d'analyse, l'un des objets de la recherche est d'examiner comment les politiques publiques modifient la division sociale de l'espace et les formes de la ségrégation.

Les quartiers péri-centraux ouvriers qui ont bénéficié d'une intervention publique visant à revaloriser l'habitat ancien sont restés à l'écart des enjeux de reconquête spéculative. Le peuplement résidentiel n'a pas été bouleversé. La mobilité résidentielle s'appuie sur des contacts sociaux. Dans l'espace communal, elle manifeste un relatif cloisonnement des parcs. Le plus souvent les familles quittent un logement ancien pour un autre logement (revalorisé) du parc ancien.

Pour les familles qui sont dans l'attente d'un logement, des trajectoires sociales et résidentielles de l'exclusion ont été identifiées dans l'agglomération dunkerquoise. Les familles ayant des difficultés financières et sociales ont de

mauvaises conditions de logement (précarité, expulsion, cohabitation...). Ces familles sont confrontées à la baisse de l'offre de logements et au blocage, par les organismes de logement social, de l'entrée et des mutations dans le parc. La recherche dégage le type de régulation sociale qui existe au niveau local lorsque disparaît la sphère du travail : liens sociaux, familiaux, services sociaux, municipaux...

Contrats : Région Nord-Pas de Calais, Communauté urbaine de Dunkerque

Période : 1989-1990

Collaboration : Laboratoire-logement Nancy

Perspectives :

La réflexion sur l'accès au logement et les trajectoires résidentielles des familles se poursuit plus spécifiquement dans des quartiers en revalorisation à Lille, Rennes et Grenoble. Dans les quartiers centraux, la vente promotionnelle, la réhabilitation des immeubles placent les familles ayant peu de ressources, mais implantées de longue date, sur un marché du logement tendu qui remet en question l'occupation de leur logement et qui ne leur offre pas de solution de relogement.

Contrat : Service technique de l'urbanisme (S.T.U.).

Période : 1991.

Collaborations : CERUR (Rennes) et GETUR (Grenoble).

Publications :

LEFEBVRE (Bénédicte), VERVAEKE (Monique)

"La revalorisation de l'habitat ancien et le peuplement résidentiel dans un espace régional en crise", in revue Clés, septembre 1990.

LEFEBVRE (Bénédicte), VERVAEKE (Monique)

Les familles et le droit au logement. L'accès au logement et le maintien dans le logement dans la Communauté urbaine de Dunkerque, CLERSE-GST-IFRESI, juin 1990.

LEFEBVRE (Bénédicte), VERVAEKE (Monique)

"L'accès au logement, un enjeu de politique locale", Journées de l'IFRESI, 24-25 janvier 1991.

III.7. REPRESENTATIONS DE L'INSECURITE ET CRISE URBAINE

Dominique DUPREZ avec la collaboration de M. HEDLI.

Dans des travaux de recherche antérieurs, nous nous sommes attachés à décrire les représentations et les stratégies des différents acteurs institutionnels engagés dans la prévention et le traitement de la délinquance. Dans cette recherche, nous avons déplacé le regard sur les cibles de ces politiques locales.

La partie empirique de la recherche porte sur un quartier de Roubaix, le Cul-de-Four, objet d'une opération de développement social des quartiers. L'originalité de l'option retenue a été de ne pas se limiter à interviewer des personnes insécurisées mais de partir de la réalité centrale du quartier par rapport au sentiment d'insécurité : le rapport jeunes-habitants.

Méthodes : Observation participante, participation aux réunions, réalisation d'une quarantaine d'entretiens et exploitation d'un sondage sortie des urnes réalisé lors des élections municipales de mars 1989.

Conclusions : Si les jeunes contribuent à l'insécurité, on constate qu'ils sont insécurisés, et ceux qui sont électeurs (18-21 ans) sont cinq fois plus nombreux que les retraités à déclarer avoir souvent ou très souvent peur dans la rue. Malgré un contexte urbain et social très défavorable, le taux de délinquance est inférieur à celui de la ville en raison de la forte identification au territoire, les jeunes contribuent pour une large part à la sécurisation du quartier, pour maintenir une "bonne réputation".

L'enquête sur les habitants met en évidence deux types d'attitudes qui organisent les stratégies des acteurs sociaux dans le quotidien. Le premier idéal-type, le "médiateur anti-insécurité" s'inscrit dans le cadre du refoulement de la peur, élément de positivation dans la construction de l'identité. Il s'agit souvent de militants très engagés dans l'animation.

Beaucoup d'autres acteurs sociaux ont une lecture plus noire face aux mêmes dangers. Si la fragilisation du lien social semble être à la base de l'insécurisation de certaines fractions de la population, la recherche de nouvelles identifications dans un passé mythifié semble être le pôle de référence des "déclassés insécures", ceux qui ont été les dernières victimes des mouvements de délocalisation-relocalisation en milieu urbain et qui, psychiquement, ne peuvent tolérer d'être objectivement relégués et donc stigmatisés de devoir habiter dans un quartier "de pauvres" et "d'immigrés". Ils ont le sentiment d'être oubliés par les pouvoirs publics, qu'ils soient locaux ou nationaux, et d'appartenir à la périphérie ("on est des reclus") parce que les actions territoriales semblent surtout bénéficier aux centres-villes.

Financement : Cette recherche a été l'objet d'un contrat avec le Plan Construction (Ministère de l'Équipement et du Logement).

Période de recherche : 1988-1991

Publications :

-DUPREZ (Dominique), avec la collaboration de M. HEDLI : "Représentations de l'insécurité et crise urbaine", Lille, Rapport pour le Plan Construction, 1991, 234 p.

-DUPREZ (Dominique), LAMARCHE (Colette) : "Les politiques locales d'ordre de la cité. De l'innovation à la gestion du quotidien", Les Cahiers de la Sécurité Intérieure, Paris, La Documentation Française, n°2, 1990.

III. 8. LES FACTEURS DE DIFFERENCIATION DES REPRESENTATIONS SOCIALES DE L'ALTERITE : LE CAS DES LOCATAIRES D'UN IMMEUBLE

C. BAICHERE, H. CUKROWICZ, J.M. DUPREZ

Financement : PIRTTEM

L'enquête (HEJMO) créditée par le PIRTTEM vise à développer des méthodes particulières de recueil de données sur le thème des représentations sociales de l'altérité.

LA METHODE : Par la modélisation d'un aspect de l'environnement et la mise en oeuvre d'une règle de jeu, l'observateur suscite des actions symboliques par lesquelles les répondants extériorisent leurs représentations des relations sociales. Les réponses produites à partir d'un matériel, au départ peu structuré par l'observateur, se font sous la forme de localisations, de mises en relations d'objets, de gestion d'un capital autant que sous la forme verbale.

LE THEME : Il s'agit de cerner les problèmes de voisinage qui se posent dans le cadre d'un immeuble où cohabitent des familles d'origine nationale différente. Les entretiens centrés par une tâche effectués dans chacun des appartements constitutifs de l'immeuble doivent nous permettre de saisir l'ensemble des représentations qui, à un moment donné, s'articulent dans un lieu géographique et social spécifié. Outre l'importance accordée à la situation (spatiale et sociale) des enquêtés, notre démarche aiguise sur un autre aspect la méthode mise en oeuvre. Dans les enquêtes précédentes les groupes interviewés étaient constitués au moment de l'entretien (réunion réalisée selon certaines règles). Dans l'enquête HEJMO, les groupes existent socialement avant notre intervention puisqu'il s'agit de ménages ou de familles locataires des appartements où nous intervenons. Nous projetons donc d'enregistrer, outre les représentations des individus habitant l'immeuble, les représentations des familles, lieux de socialisation de ces individus.

III. 9. APPROCHE SOCIOLOGIQUE DE LA DEMANDE EN REPARATION DU RISQUE THERAPEUTIQUE

Nicole BASTIN (avec Geneviève CRESSON, Jean TYBERGHEIN)

Les personnes séro-positives ou atteintes du SIDA à la suite d'une contamination transfusionnelle sont les victimes d'un risque thérapeutique nouveau. Elles sont en droit, pour cette raison, de demander réparation.

L'objectif de la recherche est d'analyser l'effet de trois variables (le mode d'irruption de la maladie, l'apprentissage du processus morbide, l'insertion dans un réseau associatif) sur les attitudes et les comportements de deux groupes de victimes (hémophiles et transfusés) en matière de demande de réparation.

Les actions individuelles intentées en réparation du dommage de contamination par le virus VIH rencontrent des difficultés diverses. On se propose de voir de quelle manière les représentations qu'avaient les individus de leur "condition", du processus qu'il faudrait mettre en oeuvre, des coûts et des résultats attendus peuvent influencer les comportements, et de quelle façon, dans les deux populations, différentes variables sont susceptibles d'intervenir dans le choix final d'agir ou de ne pas agir. L'atteinte brutale à l'image de soi ou la "pré-révélation" antérieure (dans le cas des hémophiles), la représentation qu'on se fait du temps qui reste, la capacité physique à agir, le soutien collectif ou l'isolement, nous paraissent être des variables explicatives pertinentes.

L'irruption de la maladie et les circonstances de cette catastrophe ont destabilisé les rapports institutionnels (Associations - Organisation transfusionnelle, etc...). De plus, s'en prendre au corps médical (mais à quel niveau situer les responsabilités ?) n'est pas chose facile quand on se sait menacé d'une maladie irrévocable.

L'approche de ce type de problème requiert une analyse essentiellement qualitative au moyen d'interviews semi-directives, de responsables d'associations d'une part et d'individus des différentes catégories de victimes (ou de leurs ayants droits) d'autre part.

Contrat : ANRS/INSERM (CLERSE/IFRESI) N° 2 100, décembre 1990

Durée prévue : 2 ans (décembre 1990, décembre 1992).

IV - ETAT, PATRONAT, SYNDICATS, MILITANTISMES : RAPPORTS DE POUVOIR ET STRATEGIES D'ACTEURS

PRESENTATION

Les recherches réunies sous ce titre sont, au moins pour certaines d'entre elles, de celles dont le développement dans le cadre de l'I.F.R.E.S.I. est le plus récent. L'équipe animée par G. Gayot et J.P. Hirsch procède à une investigation historique sur le rôle économique de l'Etat depuis le milieu du dix-huitième siècle, en confrontant notamment le discours "libéral" développé par les milieux d'affaires au plan des rationalisations idéologiques, à la demande d'Etat formulée par les mêmes milieux au niveau des interventions pratiques. N. Burgi vient d'achever un cycle de recherche sur les stratégies des partenaires socio-politiques (Etat, patronat, syndicats) face aux restructurations et à la reconversion, dans une perspective comparatiste (France et Grande-Bretagne). Ces travaux conduisent à de nouvelles investigations sur la crise de l'Etat-nation et du rapport des individus au politique (colloque international en préparation). En même temps, N. Burgi accorde une attention particulière au mouvement syndical (grève des mineurs britanniques) et aux ruptures identitaires dont sa crise et son inévitable mutation témoignent. En ce sens, sa démarche s'articule avec une interrogation sur les militantismes, syndical et (cf. B. Duriez) extra-syndical. La prise en compte de la dimension politique globale, tout comme celle des facteurs culturels dans l'analyse des processus socio-économiques en cours, est certainement amenée à connaître d'importants développements au sein de l'I.F.R.E.S.I. En témoigne la vivacité des discussions sur ce point et la volonté d'approfondissement qui se sont exprimées lors des Journées IFRESI de janvier 1991.

IV. 1. HISTOIRE COMPAREE DES INSTITUTIONS DE L'ECONOMIE ET DES ATTENTES DES ENTREPRENEURS

MMes Odette HARDY, Anne INGLEBERT, Marie-Josèphe LUSSIEN-MAISONNEUVE, Dominique MARGAIRA, Chantal PETILLON
MM. Fernand BROCVIELLE, Albert BRODER, Benoît BOUSSEMARY, Emmanuel CHADEAU, Bernard CONVERT, Frédéric CUNAT, Serge DAGET, Etienne DEJONGUE, Bernard DELMAS, Paul DELSALLE, Thierry DEMALS, Pierre DEYON, Charles ENGRAND, Gérard GAYOT, Marcel GILLET, Jean-Pierre HIRSCH, Jean-Pierre JESSENNE, Firmin LENTACKER, Hervé LEUWERS, Philippe MINARD, Pierre POUCHAIN, Didier TERRIER, Pierre VIGREUX.

Ce projet veut éclairer, par une approche d'histoire comparée, quelques réalités contradictoires du grand marché européen. Une attention particulière est portée à la demande des usagers en matière d'institutions de l'économie. La démarche est menée simultanément au sein d'une équipe pluridisciplinaire de chercheurs français et, par élargissement progressif, en relation avec des recherches du même type dans les pays voisins.

La première phase doit aboutir à une table-ronde, organisée en collaboration avec le Centre d'Histoire Economique et Sociale de la Vrije Universiteit de Bruxelles. Elle envisagera l'articulation des divers niveaux d'organisation de la vie économique depuis le milieu du XVIIIe siècle.

Le financement provient principalement de la dotation de l'URA 1020 (C.N.R.S. et Université). Un complément nous a été accordé dans le cadre du contrat de plan Etat-région.

Les chercheurs engagés dans ce projet ont publié des travaux menés antérieurement. Mais les communications à nos séances de travail seront réunies, à l'occasion de la table-ronde, dans une publication commune.

Autres activités :

• Colloques, journées d'études, séminaires :

Nos travaux ont été menés en deux séries correspondant à deux publics différents :

- dans les séances de travail de l'équipe tenues à un rythme mensuel depuis l'automne de 1989, et animées en alternance par ses membres et par des invités français et étrangers.
- le thème de notre équipe est régulièrement abordé dans le séminaire de DEA et maîtrise dirigé par Madame Hardy, avec (année 1990-1991) MM. Gayot et Hirsch.

• Relations extérieures

Le projet prend sens par extension progressive. Les contacts sont actuellement noués et plus ou moins développés avec divers chercheurs français et avec des institutions de Bruxelles (V.U.B., U.L.B.), Gand, Bielefeld, Paderborn, Bologne, Lisbonne, Prague.

IV. 2. LES POLITIQUES INDUSTRIELLES DU PATRONAT ET DE L'ETAT DANS UNE PERSPECTIVE COMPARATISTE

Noëlle BURGI

Cette opération, centrée sur une recherche des stratégies des partenaires socio-politiques (Etat, patronat, syndicats) face aux restructurations et à la reconversion en France et en Grande-Bretagne, s'est terminée par une analyse des formes, des outils et des stratégies d'intervention étatique des Etats occidentaux, particulièrement celui du Royaume-Uni, eux-mêmes en pleine mutation ("crise de l'Etat-Providence"). Une problématique relative au pouvoir politique (son autonomie relative, ses ressources propres et ses ressources stratégiques) a commencé à s'en dégager ainsi qu'une interrogation sur les enjeux identitaires des restructurations pour les salariés des secteurs traditionnels. Cette opération vient de s'achever par l'accomplissement d'une thèse de doctorat d'Etat soutenue à Paris, le 26 janvier 1991.

Ces travaux ouvrent la perspective d'une recherche sur la crise de l'Etat-nation et du rapport des individus au politique. On étudiera ce problème sous l'angle de la légitimité de l'Etat et des formes de la démocratie en considérant, d'une part, l'effondrement des mythes, symboles, images ou traditions légitimantes, d'autre part les formes d'institutionnalisation en cours ou à inventer de la représentation politique.

Dans cette perspective, Noëlle BURGI organise dans le cadre de l'IFRESI et avec la collaboration de Patrice CANIVEZ (Centre Eric Weil, Lille), Bob JESSOP (Université de Lancaster, Grande-Bretagne) et Patrice VERMEREN (CNRS, Paris), un colloque IFRESI sur "La crise de l'Etat contemporain". Il s'agit d'un colloque international et pluridisciplinaire qui se tiendra au printemps 1992 à Lille.

Publications :

- "Flexibilization and State Strategies : Coal and the City" (en collaboration avec Bob Jessop, Université de Lancaster, à paraître).

- "Stratégies défensives en Grande-Bretagne", in G. Bibes et R Mouriaux (dir.), Les syndicats européens à l'épreuve, Paris, Presses de la FNSP, 1990.
- Bilans annuels de la situation économique, politique et sociale en Grande-Bretagne publiés dans l'Encyclopédie Hachette (Série Annuels) et dans l'Etat du monde (Editions La Découverte) (1989,1990 et 1991).
- "Les enjeux identitaires du mouvement ouvrier britannique dans la passage au post-fordisme", secondes Journées IFRESI, 1991.
- Thèse de doctorat d'Etat sous la direction de M. Pierre Birnbaum, soutenue le 26 janvier 1991 : "L'intervention de l'Etat britannique dans la régulation des relations professionnelles. Le cas des charbonnages", Paris, université de Paris I.
- Intervention dans le séminaire de Marc Lazar (Université de Paris I, DEA) sur "La crise du parti travailliste en Grande-Bretagne" (23 Janvier 1991) et dans le séminaire du CRHMSS sur "La répercussion du changement politique sur les stratégies syndicales en Grande-Bretagne".

IV. 3. LE MILITANTISME EXTRA-PROFESSIONNEL : FACTEURS ET EVOLUTIONS

Bruno DURIEZ

La recherche a pour objet de comparer les résultats de diverses enquêtes menées ces dernières années sur plusieurs populations de militants hors-travail. A la différence d'autres associations (parents d'élèves, consommateurs, locataires, usagers de certains services publics, etc), les organisations dont ces militants font partie veulent couvrir l'ensemble du champ extra-professionnel et se définir, par analogie, par concurrence et par complémentarité, comme l'équivalent dans ce domaine du syndicalisme professionnel.

Plusieurs enquêtes par questionnaires ont été menées depuis plus de dix ans auprès des militants de ces organisations. Il s'agit d'enquêtes systématiques sur l'ensemble des délégués aux Congrès nationaux de deux de ces organisations et d'enquêtes par échantillons volontaires auprès des militants. On possède donc les moyens d'établir des comparaisons dans le temps et entre organisations.

Cette recherche s'articule à un travail historique sur ces mouvements. La double démarche suivie contribue à la réflexion sur l'articulation entre divers champs, le religieux, le politique, l'urbain, le social, et sur les effets des passages entre ceux-ci.

On met en évidence notamment l'évolution du recrutement, des formes d'action, de l'appartenance sociale des militants, leur situation de mobilité, personnelle ou inter-générationnelle, leurs conversions idéologiques, les

phénomènes de générations, la division et la hiérarchie du travail militant entre organisations, sexuelles notamment, les incidences des changements politiques et de la création de nouvelles administrations et d'instances de représentation sur l'engagement et les reclassements personnels. On peut ainsi préciser et nuancer les analyses de la crise du syndicalisme et du militantisme.

Financement : Contrat de plan Etat/Région (en attente)

Publications :

DURIEZ Bruno, "Le militantisme associatif : une catégorie pertinente d'analyse ?", Dossiers de l'ADRAC, n° 57, juillet 1989.

DURIEZ Bruno, "D'un mouvement totalisant à des groupements d'action spécialisée. L'exemple d'associations françaises d'origine confessionnelle", dans Roger LEVASSEUR, dir, De la sociabilité, spécificités et mutations, Boréal, Montréal, 1990.

DURIEZ Bruno et alii, Les Cahiers du GRMF, N° 1 à 6 (1983 à 1991).

V - DYNAMIQUE DES POPULATIONS, MUTATIONS SOCIO-ECONOMIQUES EN LONGUE PERIODE

PRESENTATION

Si on a conservé pour la fin les recherches sur les problèmes de population ce n'est pas, tant s'en faut, qu'elles soient, non plus que leur objet, de dimensions et d'importance mineures. Les démarches fondatrices où s'enracinent historiquement nos disciplines (de Vauban à Malthus et aux grands "classiques" du dix-neuvième siècle) accordent toutes aux problèmes de population une attention privilégiée : considération nullement inactuelle, c'est le moins qu'on puisse écrire, mais dont la présence plus que discrète de nos jours, hors des rangs des spécialistes, témoigne si besoin était du caractère profondément négatif des cloisonnements disciplinaires. Une des originalités de l'I.F.R.E.S.I. est précisément de favoriser, d'une part, la prise en compte par l'ensemble des équipes d'un des paramètres "basiques" des processus qu'elles étudient, et, en retour, une approche des phénomènes de population tenant compte des apports les plus actuels des sciences sociales et véritablement multidimensionnelle. Tel est le cas de l'important programme en démogéographie développé par Pierre Jean THUMERELLE et ses collègues du L.G.H.

Une partie de ces travaux prennent pour champ d'application la Région Nord/Pas-de-Calais. C'est aussi le cas des investigations en histoire économique, urbaine et sociale menées sous la direction d'Emmanuel Chadeau et de Bernard Ménager. Les intersections entre ces deux programmes de recherche apparaissent à l'évidence : elles devraient se traduire par toujours plus d'échanges et de confrontations entre équipes et chercheurs.

De façon plus générale, les démarches présentées dans cette section V (et, pour une part, dans la section précédente) s'attachent à l'analyse de processus sociaux saisis dans leur globalité.

Comme tels, leurs résultats font sens pour la plupart des chercheurs dont on synthétise ici les travaux. La proposition réciproque, tout aussi vraie, doit, elle aussi, être fermement tenue en mémoire.

V.1. LA DYNAMIQUE DES POPULATIONS DES PAYS INDUSTRIALISES

Equipe de Recherche en Démogéographie du Laboratoire de Géographie Humaine, U.S.T.L.

Enseignants-chercheurs :

Pierre Jean THUMERELLE, Jean Pierre RENARD, Patrick GONIN, Benjamin KOSTRUBIEC, Alain VAGUET, Emmanuel VIGNERON

Doctorants :

Bruno CATOUILLARD, Jean-Claude KAPUSTA, Toufik MOULALI, Dominique CRETON, Jean-Paul MOMONT, Sylvie COUPLEUX, Sabine DUHAMEL-SCHOEMACKER, Frédéric DUMONT, Jean-Louis HOTTE, Brahim KIDOU, Vincent PIEDANNA, François-Olivier SEYS

Objectif de la recherche :

L'étude des changements dans la dimension socio-spatiale des populations des pays industrialisés (répartition, comportements, structures, mobilités), en liaison avec les mutations des sociétés et de leur espace.

Opérations de recherche :

L'équipe s'est sérieusement étoffée depuis la création de l'I.F.R.E.S.I. et ses domaines de recherche se sont élargis durant la période 1989/1991. Les opérations se sont structurées autour de quatre thèmes dominants :

1 - Stabilité et changements dans les comportements démographiques et conséquences :

1.1. Mise en évidence des difficultés à réduire les inégalités géographiques de mortalité à différentes échelles : recherche des causes médicales, sociales et culturelles de variation spatiale de la mortalité en collaboration avec l'Observatoire régional de la santé ; recherche sur les phénomènes d'épidémisation à partir de l'exemple de la diffusion du Sida.

- un cahier de laboratoire : l'inégalité devant la mort dans le Nord/Pas-de-Calais, Travaux et documents du LGH, série études n°7, 1991, 80 pages (articles de P.J. Thumerelle : la surmortalité de la population du Nord/Pas-de-Calais : mythes et réalités ; J.C. Kapusta : La géographie de la mortalité selon le sexe et l'âge dans le Nord/Pas-de-Calais ; J. C. Lahoute : Mortalité spécifique pour diverses affections, comparaison du Nord/Pas-de-Calais avec le reste de la France ; O. Lacoste : Géographie infrarégionale de la santé dans le Nord/Pas-de-Calais).

- 6 articles : B. Kostrubiec : Le Sida en France. Géographie régionale. Cahier Geos, Montpellier, 1989, n°4, 38p. ; A. Vaguet : La prématurité des décès : méthodes comparées, Espace-Populations-Sociétés, 1990, n°3, pp. 417-426; B. Kostrubiec : Dissemblances de structure et contrastes régionaux de la mortalité en France, Espace-Populations-Sociétés, 1991, n°1, pp. 37-45 ; P.J. Thumerelle : La mortalité de la population du Nord/Pas-de-Calais : un exemple de la stabilité des modèles régionaux de mortalité , Espace-Populations-Société, 1991, n°1, pp. 55-72 ; D. CRETON et D. PRINGLE : variations régionales de la mortalité en république d'Irlande, Espace-Populations-Sociétés, 1991, n°1, pp. 113-125-thèse : une thèse sur les aspects régionaux de la surmortalité en France (J.C. Kapusta, ATER).

- l'organisation d'un colloque international à Villeneuve d'Ascq (80 communications, 120 participants appartenant à 29 pays) sur les inégalités géographiques de la mortalité en 1990, actes publiés sous la direction de P.J. Thumerelle dans Espace-Populations-Sociétés, 1990/3, 1991/1., Travaux et Documents du Laboratoire de Géographie Humaine, n°7, 1991 et Social Science and Medecine (en préparation).

1.2. Variations géographiques de la fécondité et des structures familiales, en liaison avec les nouvelles formes de conjugalité, les types d'urbanisation, le changement dans l'activité féminine en Europe du Nord-Ouest (études comparatives portant sur la France du Nord, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Allemagne rhénane.

- 6 articles : J.P. Momont et P.J. Thumerelle : Eléments pour une géographie des familles monoparentales en France, Espaces-Populations-Sociétés, 1989/1, pp 128-132 ; P.J. Thumerelle : La fécondité dans le Nord/Pas-de-Calais : Des familles nombreuses d'hier aux petites familles de demain. Annuaire des Pays-Bas français, Stichting ons Erfdeel, Rekkem (Belgique), 1989, pp. 11-31 ; P.J. Thumerelle : Tradition démographique et sociabilité dans le Nord/Pas-de-Calais. Séminaire Santé et Culture. Observatoire Régional de la Santé. Lille. 1989, pp. 8-20 ; D. Creton : Changes in fertility in the Republic of Ireland, colloque UGI de Kiel "the geographical approach of fertility", 1989 (actes sous presse) ; D. Creton : Fertility changes and the Irish Family, Geography, avril 1991 ; D. Creton : Pour une approche géographique de la fécondité : le cas irlandais, 2èmes Journées IFRESI, Lille 1991.

- 3 thèses en cours : les familles dans le Nord/Pas-de-Calais (J.P. Momont, Pr. agrégé), La chute de fécondité et la mutation des structures socio- géographique en République d'Irlande (D. Creton, Allocataire MRT), la géographie des structures familiales dans le Bénélux et en Allemagne (F.O. Seys, Allocataire-moniteur).

1.3. Analyse des aspects géographiques du vieillissement démographique, Rôle des échelles géographiques dans le traitement social du vieillissement, perspectives de population :

- chapitre d'ouvrage collectif : P.J. Thumerelle : Structures by age, in "The changing population of Europe" Blackwell, Londres (Edited by D. Noin, UGI) (sous presse, à paraître fin 1991)

- participation active à l'ATP franco-qubécoise sur le vieillissement, résumée par l'article de P.J. Thumerelle et J.L. Ghékière : Aspects du vieillissement en milieu urbain : l'exemple de la zone urbaine de Lille (à paraître, Espace-Populations-Sociétés, 1992, n°1).

- un projet de thèse sur l'impact du vieillissement à l'échelle micro-urbaine (J.F. Ghékière).

2 - Mutations des milieux géographiques et modifications structurelles des populations :

2.1. - Les effets qualitatifs de la décomposition-recomposition du tissu économique et social des vieilles régions industrielles sur les populations concernées : causes et effets des disparités géographiques de l'insertion professionnelle et du chômage des jeunes, de l'activité/inactivité aux âges murs (50-65 ans), de l'activité féminine.

- 3 articles : P.J. Thumerelle : Population et emploi, in le Nord/Pas-de-Calais à l'heure du grand marché européen, Lille, 1989, pp. 37-52 ; J.L. Hotte et V. Piedanna : Un cas d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes : les stages dans le Nord/Pas-de-Calais en 1988. Journées de l'I.F.R.E.S.I., Lille 1991. (à paraître), J.L. Hotte et V. Piedanna : Le chômage dans le Nord/Pas-de-Calais, in Annuaire des pays-Bas, Rekkem (Belgique), 1991 (à paraître).

- deux thèse en cours sur l'étude géographique de l'insertion professionnelle des jeunes dans le Nord/Pas-de-Calais (V.Piedanna, allocataire-moniteur) et sur l'étude géographique de la sortie d'activité dans le Nord/Pas-de-Calais (J.L. Hotte, chercheur contractuel).

2.2. - Les disparités géographiques (quantitatives et qualitatives) de l'offre et de la demande de formation du niveau préscolaire jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur et leur impact socio-économique dans le Nord/Pas-de-Calais

- 5 articles : F. Dumont et P.J. Thumerelle : Géographie et inégalité dans l'accès à l'enseignement supérieur : le cas exemplaire de l'académie de Lille. Espace-populations-Sociétés, 1990/1, pp. 174-157, P.J. Renard : La préscolarisation en France : quelques aspects, Espace-Populations-Sociétés, 1990/1, pp. 63-71, J.P. Renard et J. Désiré : l'éducation dans la CEE, Espace-Populations-Sociétés, 1990/1, pp. 163-173, J.P. Renard : L'Offre d'enseignement au collège et disparités

géographiques, Hommes et Terres du Nord, 1990/2, pp. 63-72, J.P. Renard et M. Gleizer : Pour un projet d'action pédagogique prioritaire dans la circonscription maternelle de Lille, Hommes et Terres du Nord, 1990/2, pp. 63-71,

- 1 chapitre d'ouvrage collectif : J.P. Renard : Education : Formal education and the changing need for a skilled Labour Force, in The Changing Population of Europe, Blackwell, Londres (Edited by D. Noin, UGI) (sous presse, à paraître fin 1991).

- deux thèses en cours : La géographie de l'enseignement professionnel agricole dans le Nord/Pas-de-Calais (B. Catouillard, Pr de lycée agricole), Les inégalités géographiques dans l'accès à l'enseignement supérieur (F. Dumont, BDI CNRS)

2.3. - Inégale répartition et inégale insertion des populations marginalisées par la crise et des minorités étrangères (double approche à partir de l'appareil statistique d'une part et du vécu à travers les associations et les acteurs de l'action sociale d'autre part) dans le Nord/Pas-de-Calais : nouveau thème de recherche (P. Gonin, V. Houillon)

- 1 article : P. Gonin : Migrations et développement des liens d'origine : l'exemple de la communauté de l'Afrique de l'Ouest installée en France, Espace-Populations-Sociétés, 1990/2, pp. 304-309.

3 - Mobilité spatiale et migrations :

3.1. - Les liens entre les différentes formes de mobilité, réalisation d'une enquête portant sur la mobilité familiale, professionnelle et spatiale d'un échantillon de 1 300 personnes prises dans l'aire urbaine centrale du Nord/Pas-de-Calais, contrat de recherche IFRESI cofinancé MRT/USTL/Région Nord/Pas-de-Calais.

- rapport de recherche : S. Coupleux et S. Duhamel : enquête démographique sur la mobilité de la population de la région Nord/Pas-de-Calais. Contrat de recherche, IFRESI/Région Nord/Pas-de-Calais sous la direction de P.J. Thumerelle. 2ème rapport 1989.

- 2 thèses : Les migrations internes dans la zone urbaine centrale (S. Coupleux, allocataire-moniteur), Les navettes de travail dans la zone urbaine centrale (S. Duhamel, chercheur contractuel).

3.2. - Les migrations internationales dans vieilles régions industrielles touchées par la crise : comparaison de l'évolution des flux et stocks d'immigrés dans le Nord/Pas-de-Calais, la Wallonie et la Rhur ; permanence et discontinuités dans le fonctionnement des champs migratoires internationaux (à partir de 2 exemples : les migrations transfrontalières franco-belges et l'espace migratoire Nord/Pas-de-Calais-Maroc).

- 1 article : P.J. Thumerelle : Les Belges dans le Nord de la France, in "mélanges offerts au Pr. Gamblin, Hommes et Terres du Nord, 1991 (sous presse).

- deux thèses en cours : Le champs migratoire France-Casablanca (T. Mouladi) et Le champ migratoire France-Agadir (B. Kidou).

- un projet de thèse sur les aspects géographiques de l'immigration étrangère dans le Nord/Pas-de-Calais (V. Houillon).

4 - Populations et milieux géographiques

4.1. - La dimension régionale et locale des phénomènes de population : réflexion théorique sur la notion de système démo-spatial, populations et territoires, influence des échelles spatiales sur l'observation et l'interprétation des phénomènes démographiques, rapport entre mobilité spatiale et dynamique des populations, les configurations spatiales des phénomènes démographiques et leurs représentations.

- communications à des colloques : P.J. Thumerelle : Différenciation des populations et échelon local. Colloque de l'AIDELF. Montréal, 1988. (sous-presses) ; P.J. Thumerelle : Quelques réflexions sur la pertinence de l'étude des populations à l'échelon local. Chaire Quételet Louvain-la-Neuve (Belgique), (sous presse) ; P.J. Thumerelle : Homme, environnement, industries et qualité de la vie ; Colloque sur la population et l'environnement MRT, Dunkerque, septembre 1990 (sous presse) ;

- un ouvrage méthodologique sur l'étude géographique de la population (P.J. Thumerelle - D. Noin), Masson, (sous presse à paraître en septembre 1991).

4.2. - Synthèses régionales : la population du Nord/Pas-de-Calais, évolution et perspectives, en liaison avec la dynamique régionale et la mutation des activités dans le contexte national et européen.

- 1 article : P.J. Thumerelle : le Nord/Pas-de-Calais : affaiblissement économique et résistances démographiques. Hommes et Terres du Nord, spécial Nord/Pas-de-Calais, 1989, pp. 9-24.

- réalisation de planches d'atlas : Atlas démographique et social du Nord/Pas-de-Calais, IFRESI / LGH (vient de démarrer, destiné à se développer au fur et à mesure de la parution des résultats du recensement de la population de 1990) ; planches démogéographiques de l'Atlas du Pas-de-Calais, 160 pages quadrichromes, format 25 x 35 cm, commandité par le Conseil général du Pas-de-Calais ; collaboration à la réalisation des Planches sur Lille de l'Atlas des villes européennes (sous la direction de C. Vandermotten, Université Libre de Bruxelles).

4.3. Comparaisons nationales et internationales de phénomènes démographiques

- 3 communications à des colloques : P.J. Thumerelle : The population of the French countryside. Colloque franco-Japonais. Tsukuba (Japon), (sous presse) ; P.J. Thumerelle : Les changements récents dans la répartition de la population, Communication sollicitée, Colloque européen de démographie EAPS/UIESP, Paris 1991. (sous presse) ; P.J. Thumerelle : Urbanisation et migrations en France, d'après les premiers résultats du RGP de 1990, Colloque sur les populations du pourtour méditerranéen, Amalfi (Italie), 1991.

- 2 chapitres d'ouvrages collectifs : P.J. Thumerelle : les populations méditerranéennes : le renversement des tendances démographiques, in la CEE méditerranéenne, SEBES, 1990, pp. 9-31 ; P.J. Thumerelle : "Les ressources humaines", in "La France dans le monde", publication de CNG destinée au Congrès mondial de l'U.G.I., Washington 1992, Nathan (sous presse)

Perspectives de développement :

Le champs de la recherche est déjà vaste et ne saurait être élargi davantage sans risque de dispersion. Il n'y aura pas introduction de nouveaux thèmes de recherche dans les années à venir, mais des inflexions dans les priorités. A court terme les analyses des configurations spatiales (cartographiques notamment) et des évolutions diachroniques dans leur cadre régional ou local seront privilégiées avec l'arrivée des résultats du recensement de 1990. Il sera ensuite procédé à un élargissement du cadre territorial de référence et au développement des recherches comparatives en utilisant tout le système des réseaux et collaborations formelles et informelles édifié par l'équipe : Europe occidentale, Pologne et Tchécoslovaquie, Québec et Japon.

V.2. LE NORD/PAS-DE-CALAIS DE RESTRUCTURATIONS EN RECONSTRUCTIONS (ANNEES 1930-1974)

L'équipe, animée par Bernard MENAGER et Emmanuel CHADEAU, professeurs d'Histoire Contemporaine, réunit aussi Etienne DEJONGHE et Robert VANDENBUSSCHE et une partie des étudiants engagés dans des travaux de recherche (Maîtrise, DEA, Doctorat) des Séminaires de recherche suivants de l'Université Charles de Gaulle - Lille III :

- Histoire politique de la France contemporaine (B. MENAGER) ;

- Histoire et Comparaisons Internationales en Histoire Economique et Sociale Contemporaine (E. CHADEAU).

Initié en 1990 et soutenu depuis 1991 par le Contrat de Plan Région IFRESI/Nord/Pas-de-Calais, le programme de recherche a atteint au milieu de

l'année 1991 les objectifs suivants, résumés ici axe par axe :

1 - Les reconstructions urbaines d'après-guerre. Deux monographies ont été menées à bien, l'une relative à Douai, l'autre à Arras. Une étude sur la reconstruction de Dunkerque a été lancée.

2 - Les élites régionales, politiques et sociales. Trois études sont en voie de complément ou d'achèvement, sur la composition, l'évolution et les mutations du personnel municipal dans le Cambrésis, à Calais et à Arras, depuis la fin de la 2ème Guerre Mondiale.

3 - Histoire des transports. Une étude générale a été menée à bien sur les matériaux disponibles pour l'histoire des transports dans le département du Nord jusqu'aux années 1960 (inclusivement).

4 - Histoire de la main d'œuvre et des bassins d'emplois.

L'histoire des populations étrangères résidentes à Lille et Tourcoing, prise à travers plusieurs séquences historiques qui donnent lieu à autant de monographies a été entreprise depuis la rentrée de 1990. Une étude complémentaire sur la population turque depuis les années 1970 a été achevée en 1991, à partir d'une étude des sources écrites et d'une enquête orale sur échantillon.

Grâce au concours obtenu de la région à partir du printemps de 1991, l'étude entre dans une phase d'approfondissement documentaire et méthodologique. Celle-ci comporte les éléments suivants :

- élargissement du corpus monographique propose à chacun des axes de l'enquête

- début de constitution des corpus documentaires de fonds (notamment en ce qui concerne : a : les élites régionales, b : les politiques du logement)

- mise en place d'un programme de publications de résultats dont les premières devraient voir le jour en 1992 avec le label IFRESI.

TROISIEME PARTIE

PERSPECTIVES

Distinguer bilan et perspectives comporte une large part d'arbitraire. Qui dit recherche dit mouvement, à la logique d'autant plus perceptible que les chercheurs et équipes sont mieux structurés et maîtrisent mieux et plus explicitement leur démarche : on a tenté, dans la partie précédente, de faire apparaître les grands axes de cette dynamique scientifique dont l'émergence constitue fondamentalement la mission assignée à l'I.F.R.E.S.I.

Il est donc clair que, pour l'essentiel, l'activité des différentes équipes s'inscrira, dans les deux années à venir, dans le prolongement des recherches en cours, telles que présentées ci-dessus, avec la part d'imprévisible que comporte (heureusement), toute prospective en pareille matière. On ne présentera ci-après que des opérations déjà montées et clairement identifiées comme nouvelles.

Une première opération (Delpierre, Mahieu et al.) se fonde sur une coopération IFRESI - Centre Régional de Génie Industriel - Rationalisierung-Kuratorium des Deutschen Wirtschaft, dans le cadre du programme SPRINT (CEE). Elle porte sur les démarches de transfert de technologies (comparaison France-Allemagne et finalisation de la méthodologie résultante dans le transfert vers l'ex-R.F.A.).

Trois autres opérations (Boussemart, Milléquant, Masson, et al. ; Bruyelle Dormard, Paris, Thumerelle ; Thumerelle) portent sur l'articulation entre mutations socio-économiques et espace régional. Elles aussi comportent une importante dimension de transfert. Avec l'exploitation du recensement 1990, il s'agit à la fois de constituer une base de données accessible à l'ensemble des équipes et chercheurs, et de susciter, à partir de cet outil, des recherches concertées sur la base d'une division volontaire du travail. On soulignera le rôle structurant de ce type d'opération.

Un troisième sous-ensemble concerne les transformations des activités et groupes professionnels. La problématique d'une des équipes (Feutrie, Charlon, Demailly et al.), à propos des mutations de l'activité de formation continue, a été évoquée ci-dessus (seconde Partie, point II). C'est à la professionnalité des personnels (policiers, douaniers) confrontés à l'immigration clandestine qu'est consacrée la recherche animée par D. Duprez.

L'étude des représentations que forment les agents sociaux "ordinaires" à propos des classifications socio-professionnelles savantes (Baichère, Cukrowicz, J.M. Duprez, Duriez), porte, comme les précédentes sur les identités et groupes professionnels ; elle comporte une forte composante d'investigation épistémologique et cognitive, débouchant sur l'analyse du mode de construction des représentations sociales de la réalité

Les programmes de D. Cornuel, (micro-économie du choix des ménages en matière de logement), R. Delacroix (action syndicale et nouveaux modes d'intervention dans les entreprises), G. Cresson (apprentissage précoces en matière de médicaments) s'inscrivent eux aussi dans le prolongement de "chantiers" déjà évoqués.

Avec le programme de B. Appay sur les problèmes spécifiques de comparaison internationale, on retrouve le souci épistémologique sous-jacent à un grand nombre des travaux en cours ou prévus à l'I.F.R.E.S.I. Le programme de l'équipe animée par H. Horling et D. Welke, sur le rôle de la communication interculturelle dans l'échange commercial, vise à éclairer un paramètre fortement présent dans toutes les recherches portant sur les échanges et transferts, notamment en matière de services.

Les interrogations sur le rôle de l'Etat, sur l'intersection public-privé, sur le rapport marchand-non marchand, affleurent de façon récurrente, on l'a vu, tout au long de ce rapport. Sur une base comparative internationale, Gérard MARCOU se propose d'en explorer la dimension juridique, entendue comme à la fois symptôme et facteur actif des mutations en cours. Quels effets, sur les traditions juridiques nationales, de la mise en place d'un droit communautaire ? Quel déplacement (ou brouillage) des frontières entre droit de l'administration, droit privé, voire droit des affaires, à l'heure de la déréglementation et du recours à certains leviers du marché par la puissance publique ? Quelle finalité de l'action publique, quelle logique des partenariats public-privé en rapide développement ?

Cette recherche, comme beaucoup d'autres fait signe vers un des aspects décisifs des ruptures qui s'opèrent : la fluidité des frontières entre des champs ou états naguère distincts, la crise corrélatrice des catégorisations et identifications, les efforts réflexifs que ces processus appellent. Elle contribue à rendre l'ensemble des chercheurs et équipes sensibles à une dimension juridique trop souvent ignorée des non-spécialistes. Elle converge avec les investigations des historiens (rapports réels entre régulation juridico-étatique et marché depuis la fin du dix-huitième siècle cf. supra p. 71) ou celle des politistes (évolution, sinon crise, de l'Etat contemporain, cf. supra p. 72). Loin de se situer en marge des autres travaux, de telles démarches, en même temps qu'elles s'en nourrissent, contribuent, avec d'autres, à leur mise en perspective globale : confirmation, par le mouvement même de la recherche, de la validité, et aussi du réalisme, de notre projet fondateur commun.

1. IMPLANTATION OF CIM-TECHNOLOGIES IN MEDIUM-SIZED MACHINE BUILDING-ENTREPRISES OF EASTERN GERMANY

Martine DELPIERRE, Christophe EVERAERE, Christian MAHIEU

Période : 1990 à 1993

Collaborations :

CRGI

RKW (Rationalisierungs-Kuratorium der Deutschen Wirtschaft, Eschborn, Allemagne)

Présentation :

Cette opération consiste dans un premier temps en une approche comparative des démarches de transfert de technologie utilisées en France et en Allemagne dans le domaine de la productique, du CIM et de l'informatique industrielle.

Dans une seconde phase il s'agit de finaliser les méthodes mises en commun par la réalisation d'opérations de transfert dans les moyennes entreprises de l'ex-RDA.

L'objectif est d'aider les entreprises concernées à développer une stratégie d'informatisation qui s'appuie sur une analyse de leurs besoins et confronte cette analyse aux démarches de développement technologique et organisationnel expérimentées dans les pays européens.

La méthodologie repose sur l'organisation de séminaires de travail associant des entreprises et des partenaires de transfert.

Pour ce qui concerne la partie française cette opération est le résultat d'une coopération entre l'IFRESI et les CRGI (Centre Régional de Génie Industriel).

Le CRGI offre des services aux entreprises en s'appuyant sur les ressources technologiques des universités et des écoles d'ingénieur du Nord de la France.

L'IFRESI apporte ses compétences spécifiques, celles de l'équipe 3.I.E. , au CRGI pour permettre, d'une part une modélisation des activités de transfert de technologie du CRGI et d'autres part une prise en charge des dimensions managériales, socio-organisationnelles et socio-technique des activités de transfert. Les activités de transfert de technologie du CRGI dans le domaine du CAD/CAM sont les suivantes : assistance technique, audit et conseil, études de faisabilité, études techniques, informations technologiques, aide au management de projet.

Le CRGI sera donc le partenaire technologie principal de la partie française du projet.

Contrat :

- CEE, Programme SPRINT (Specific Program).

2. L'AVENIR DE LA REGION NORD/PAS-DE-CALAIS à L'HORIZON 2020

BOUSSEMART Jean-Philippe, EL ASRAROUHI Hassan, MASSELIS Bénédicte, MASSON Pierre, MILLEQUANT François

Sur la base des travaux déjà réalisés et pour répondre aux préoccupations actuelles de plusieurs organismes régionaux, il est envisagé de lancer une recherche assez ambitieuse et nécessairement pluridisciplinaire sur l'avenir de la région Nord/Pas-de-Calais à l'horizon 2020, dans la perspective d'étendre le réseau à l'IFRESI et à d'autres disciplines au fur et à mesure du montage du dossier. Les travaux, prévus pour une durée de trois années, doivent démarrer en 1991 et donner lieu à une série de publications.

Le projet a pour objet d'approfondir, dans ses principales composantes, l'économie de la région Nord/Pas-de-Calais et ses perspectives d'avenir, au delà des échéances proches du Marché Unique de 1993 et de la mise en place des grands équipements structurants. Il s'agit, sur la base d'analyses sectorielles et spatiales, d'ores et déjà réalisées, en cours d'achèvement ou à réaliser par Industrie et Services (LABORES), auxquels s'ajoutent des recherches similaires en agriculture et agro-alimentaire par les chercheurs du CREA (LABORES) d'explorer les futurs régionaux possibles. Ce programme de recherche s'inscrit dans l'axe "Mutations du tissu industriel et politiques économiques" proposé par le groupe de travail "L'homme dans la société" dans le cadre du programme Régional de Recherche 1989-1993 et a fait l'objet d'une proposition dans ce contexte, le financement demandé ayant principalement pour but de fournir une bourse de recherche à un thésard.

Cette réflexion doit intégrer un certain nombre d'éléments concernant l'insertion de la région dans l'espace européen et donc s'intéresser également à la situation et au devenir des régions belges frontalières. Il est aussi important de bien cerner les marges de manoeuvre et le degré d'autonomie des décideurs régionaux, et, en ce sens, les préoccupations rejoignent celles exposées dans la seconde partie de ce rapport, chapitre I, en ce qui concerne la politique des grandes entreprises, dont les sièges sociaux, ou tout au moins les Etats-Majors, ne se situent pas dans la région.

Ainsi, le programme envisagé consiste, compte tenu de ces contraintes, (i) à poursuivre et à étendre les travaux déjà réalisés, de manière à en actualiser les résultats et à en approfondir les problématiques et (ii) à proposer une réflexion prospective sur les principaux secteurs concernés, en lien avec d'autres démarches, telle la consultation réalisée à l'automne 1989 par le Président du Conseil Régional, davantage orientées sur l'espace régional, l'image régionale et les modes de vie.

Trois phases devraient marquer ce programme : (i) Collecte des informations, mises à jours des dossiers existances, bilan de la situation régionale au début des années quatre-vingt dix, en 1991, (ii) Elaboration des scénarios, validation auprès des principaux acteurs de la vie économique régionale, en 1992, (iii) synthèse des résultats et publication des travaux sous la forme d'un ouvrage, en 1993.

Travaux préliminaires liés au programme :

MILLEQUANT François et MASSON Pierre (1990) : "Perspectives à moyen terme du bassin d'emploi de Roubaix-Tourcoing". Monographie économique spatiale, réalisée dans le cadre du programme "Vie Economique et Changement Social".
MILLEQUANT François, EL ASRAOUI Hassan et MASSON Pierre (1991) : "Situation et perspectives économique de la zone Lille", Monographie économique spatiale, 68 pages, janvier.

3. ANIMATION DE LA RECHERCHE PROSPECTIVE INTERREGIONALE

Equipe : P. BRUYELLE, S. DORMARD, D. PARIS, P.J. THUMERELLE

Le CIAT du 5 novembre 1990 et la DATAR ont décidé de relancer les travaux de prospective territoriale, et ont défini un programme pluriannuel de prospective à moyen et à long terme. Ce programme s'articule autour de dix thèmes, dix programmes prioritaires de prospective (mouvement des hommes, activités industrielles et tertiaires, transports, fonctionnement économique des villes, avenir des espaces ruraux, etc) pour lesquels des appels d'offre d'études ont été lancés en 1990. Simultanément la DATAR veut susciter une réflexion prospective par grands ensembles géographiques, sept au total. Au sein de chacun de ces ensembles, Mr CHEREQUE, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, et Mr DUPORT, délégué général de la DATAR ont désigné un "animateur interrégional de la prospective". Son rôle sera essentiellement de promouvoir les recherches prospectives à long terme, interrégionales et plurisectorielles, de repérer et d'encourager les équipes et les actions de recherche prospective, en liaison avec les administrations, les élus, les collectivités, les organismes socioprofessionnels, les universités, les chercheurs, les entreprises...

Cette collecte devrait pouvoir contribuer à la préparation des prochains contrats de Plan de Plan, celle-ci restant de la compétence de l'Etat et des régions.

Dans le Grand Nord (Nord/Pas-de-Calais débordant sur les départements limitrophes), cette mission a été confiée à Pierre Bruyelle qui travaillera en équipe avec Serge Dormard, Didier Paris, Pierre-Jean Thumerelle.

Ce programme de travail étalé sur trois ans peut, naturellement, s'intégrer dans une des missions de l'IFRESI, lieu et organisme fédérateur et d'animation de la recherche, et qui hébergera l'équipe.

4. L'ANALYSE DES MUTATIONS DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES DU NORD/PAS-DE-CALAIS D'APRES LE RECENSEMENT DE 1990 ET LES RECENSEMENTS ANTERIEURS

Derrière un immobilisme trompeur, qui ne provient que de la grande stabilité des effectifs globaux de population, se dissimulent des changements de toutes natures qui ont bouleversé en une génération les données de base de la démographie du Nord/Pas-de-Calais. Cependant en dépit de l'ampleur des mutations économiques et sociales qu'a subi cette région, sa population a relativement résisté au changement puisqu'elle a conservé la plupart des caractéristiques démographiques traditionnelles qui depuis longtemps l'individualisent par rapport aux autres régions françaises, et depuis moins longtemps part rapport à l'ensemble des régions de l'Europe du Nord-Ouest auquel elle appartient. La pesanteur des structures héritées et des mentalités et la pression des nouvelles forces d'organisation économique et sociale en oeuvre ont développé une dialectique complexe qui a conditionné l'évolution de la population. A travers la modification des caractéristiques et des comportements de population que permettent de repérer les recensements successifs, on peut suivre les étapes et les modalités du passage d'une ancienne à une nouvelle société régionale.

Les recensements de 1968 et 1975 ont surtout enregistré l'impact de l'effondrement du colossal édifice économique qui sous-tendait la société régionale depuis plus d'un siècle, entraînant la rupture du système d'organisation régional hérité de la première révolution industrielle qui, pour des raisons diverses, historiques, économiques, culturelles, avait été ici longtemps préservé, figé et pérennisant les structures et les comportements socio-économiques, spatiaux et démographiques, et exacerbant les particularismes et la tendance au repli sur soi de la population du Nord/Pas-de-Calais, et plus spécifiquement des sous-ensembles territoriaux qui la composent.

Le recensement de 1982 a révélé l'existence d'une situation transitoire et contradictoire, où l'ancien système avait perdu sa cohésion, mais pesait encore lourdement sur les configurations socio-spatiales, et où de nouvelles structures et de nouveaux comportements émergeaient inégalement. On percevait avec force le poids des inerties et des handicaps et en même temps les potentialités inscrites dans la dynamique des premiers changements.

Le recensement de 1990 devrait donner plus de lisibilité à la restructuration en cours de la région. Les changements socio-démographique et démographique (c'est-à-dire la modification des populations dans leur dimension spatiale) ne se réalisent que sur une échelle de temps relativement longue, plus longue en tout cas que le changement économique. Une population, c'est un empilement de

génération qui ont chacune leur histoire et leur comportement propre, tout autant qu'une combinaison de groupes sociaux. Ses différentes composantes subissent inégalement les effets de la mutation des milieux où elles vivent et se reproduisent, mais elles sont elles-mêmes en même temps, et de manière très inégalitaire en fonction de leur potentialités et de leur vitalité, des acteurs de ces mutations.

La complexité des situations à analyser et des mécanismes en jeu, la profondeur des changements qui se sont produits dans le Nord/Pas-de-Calais et enfin l'ampleur de l'échantillon (4 millions d'habitants) et du champ d'investigation couvert par les recensements, interpellent l'ensemble des sciences économiques et sociales et en font un objet d'étude privilégié pour une grande partie des composantes de l'IFRESI.

Nous nous proposons de développer les études en deux temps :

- en un premier temps :

- élaboration d'une base de données sélectionnées, spatialisées (utilisation d'un système d'information géographique, SIG) et rétrospectives, à partir des données fines du recensement de 1990 et des recensements antérieurs (avec compatibilité maximale de données d'un recensement à l'autre)

- représentation visuelle, graphique et cartographique (avec l'aide du SIG) des données et publication d'un atlas démographique et social régional (sous forme imprimée, mais aussi sur support informatique ou vidéo)

- en un second temps :

- exploitation des données par les équipes intéressées (en comparaison avec des données des autres régions françaises et si possible d'autres régions européennes) et publication des travaux spécifiques

- organisation d'un séminaire régulier ouvert aux représentants des collectivités et des organismes régionaux intéressés qui fera état de l'avancement de ces travaux et permettra la discussion et le réexamen des problématiques (séminaire devant se conclure par une table ronde reprenant l'ensemble des discussions)

- réflexion prospective

- au terme de la recherche

- publication d'une étude synthétique et prospective

Responsable du projet : Pierre Jean THUMERELLE.

5. L'ACTIVITE DE FORMATION : UNE ACTIVITE EN PROFONDE MUTATION D'UNE LOGIQUE DE L'OFFRE A UNE LOGIQUE DE LA DEMANDE ?

Michel FEUTRIE, Elisabeth CHARLON, Patricia DEBAISIEUX, Lise DEMAILLY, Sylvie ENGRAND, Marie-Christine VERMELLE

Les transformations récentes et profondes des politiques de formation développées par les entreprises amènent les organismes de formation à transformer leurs structurations internes et leurs rapports à la demande de formation. Il s'ensuit une transformation de la professionnalité des rapports aux entreprises et aux financeurs.

Période : 1991-1992

Financement : DREP Nord/Pas-de-Calais.

6. LA GESTION DE L'IMMIGRATION CLANDESTINE, INTERVENTIONS ET INTERACTIONS ENTRE LES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT

Dominique DUPREZ avec la collaboration
d'A. BUSTREEL, F. JACOB, B. LEVANT, E. PAILLART et A. VERBEKE

Il s'agit d'une recherche qui a démarré à l'automne 1990. Ses objectifs sont doubles.

D'abord, rendre compte de la construction d'un champ d'interventions : la gestion de l'immigration clandestine. Il s'agit donc d'analyser l'ensemble des interventions qui concernent les personnes en situation irrégulière : cela va du défaut de visa au demandeur d'asile politique en passant par les clandestins et les porteurs de faux-papiers. Les administrations qui interviennent dans ce champ sont multiples : Police de l'Air et des Frontières, Douanes, services divers de police et de gendarmerie, Préfecture, OFPRA et Direction du travail et de l'emploi. L'ensemble de ces interventions seront étudiées en mettant l'accent sur les interactions, les complémentarités mais aussi sur les luttes d'influence qui existent au sein de l'appareil d'Etat.

Le deuxième objectif de cette recherche s'inscrit dans le cadre d'une sociologie des professions. Il repose sur une comparaison des métiers de douanier et de policier au sein de la P.A.F. et met l'accent sur les identités professionnelles, les modes de commandement, l'organisation des carrières dans des univers de travail très particuliers où les possibilités de promotion sont élevées.

Il s'agit d'une analyse biographique car nous faisons l'hypothèse que les trajectoires professionnelles ne peuvent s'analyser indépendamment des trajectoires familiales et de l'environnement social. Nous étudions la gestion des frontières avec la Belgique et l'Angleterre. Il y a donc également une perspective comparative internationale sur l'organisation générale de la lutte contre l'immigration clandestine.

Méthodes : Nous utilisons des procédures d'observation directe sur le travail quotidien des policiers et des douaniers en les accompagnant dans leurs missions. Après un repérage général, nous approfondissons notre enquête sur un échantillon de brigades en réalisant des entretiens non-directifs.

Financement : Cette recherche est l'objet d'une convention de recherche avec l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure (I.H.E.S.I.).

Période de recherche : 1990-1992

Publication : DUPREZ (Dominique), La gestion de l'immigration clandestine, interventions et interactions entre les administrations de l'Etat, rapport intermédiaire pour l'I.H.E.S.I., 1991.

7. LA REPRESENTATION D'UN INSTRUMENT SCIENTIFIQUE : LE CAS DES CLASSIFICATIONS SOCIOPROFESSIONNELLES

CATHERINE BAICHERE, Hubert CUKROWICZ, Jean-Marie DUPREZ, Bruno DURIEZ

Si, depuis une vingtaine d'années, l'analyse des représentations sociales a abordé de nombreux objets, la sociologie, ses concepts et outils ont rarement été abordés de ce point de vue. Pourtant aujourd'hui, la presse et les mass-médias utilisent et diffusent des termes, des analyses, voire des concepts directement issus de la recherche sociologique.

Notre question porte sur la manière dont, hors du cercle des spécialistes, ces connaissances sont réappropriées, en d'autres termes représentées.

A titre exploratoire, plusieurs raisons nous ont amenés à privilégier les classifications socioprofessionnelles.

Tout en restant objet de discussion dans le champ sociologique lui-même, ces classifications présentent l'intérêt d'une part d'avoir fait l'objet d'une élaboration raisonnée, d'autre part de constituer un instrument de recherche empirique largement utilisé. Dans la présentation de l'information sociale, les sondages d'opinion, la presse ou la télévision, la référence aux CSP est fréquente ; dans l'enseignement secondaire à dominante économique, une véritable présentation de l'outil peut même être réalisée. Parmi les outils de la sociologie, les classifications socioprofessionnelles présentent donc l'avantage d'être connues. Il existe enfin un acquis important dans l'analyse de la constitution de ces classifications dans le champ statistique et sociologique.

De façon plus fondamentale, la représentation des classifications socioprofessionnelles présente deux aspects : une représentation des groupes sociaux à travers des énoncés ("cadres moyens", "employés" ...) ; une représentation induite d'une structure sociale, des rapports entre ces groupes avec laquelle la représentation graphique des résultats statistiques n'est pas sans lien.

Saisir une représentation sociale, c'est à la fois expliciter son contenu et ses lieux de détermination. Quel que soit le parti pris méthodologique adopté, qu'il soit discursif ou non-verbal, le contenu de la représentation peut être saisi à travers les grands processus cognitifs qui explicitent les mécanismes d'ancrage et d'objectivation mis en évidence par MOSCOVICI à propos de la représentation des connaissances scientifiques. Le processus de prototypicalité permet de parler de centre et de périphérie de la représentation, de son noyau organisateur et de ses pôles de structuration ; le procès connotatif est relatif aux associations d'éléments issus des pratiques ; quant au procès organisateur, il met en relation les éléments représentés. Il s'agit là des trois modes d'organisation qui fondent la conception systématique de la représentation et qui d'une manière ou d'une autre doivent être explicités. Dans tous les cas, il faut donc se demander comment se fait l'ancrage de la notion représentée, autour de quels éléments, de quels prototypes ; comment s'insère ce prototype dans l'univers symbolique individuel et collectif ; à quelle schématisation aboutit-on ?

Pour répondre de façon concrète à ces questions, nous proposons de construire un dispositif d'enquête approprié. Puisqu'on ne recherche ni une opinion, ni une définition de l'objet représentation sociale (du type de la définition de l'artisan dans le petit Larousse), notre ambition est de mettre en oeuvre une démarche qui suscite autant un "discours sur" qu'une "mise en action à propos de". L'outil de recueil des données qui sera construit s'inspirera donc à la fois des acquis des questionnements en matière de représentation sociale et de ceux que nous avons personnellement accumulés dans nos recherches précédentes.

Financement : Contrat de Plan Etat-Région (en attente).

8. LE LOGEMENT ET LES POLITIQUES DU LOGEMENT

Didier CORNUEL

Le thème concerne l'analyse des comportements des acteurs concernés en tant qu'offreurs ou de demandeurs pour le logement dans ses trois dimensions économiques de produit, d'actif et de service.

La partie du programme qui entre dans le cadre de l'I.F.R.E.S.I., consiste en l'analyse micro-économique du choix par les ménages d'un changement de logement, en particulier quand le choix porte sur le statut d'occupation.

Ce programme comporte une dimension de recherche théorique et de recherche sur le terrain.

9. PRATIQUES ET IDENTITES MILITANTES EN EVOLUTION

Roland DELACROIX

La recherche porte sur le mouvement syndical et son devenir. Elle vise à analyser les transformations de modes et champs d'action des acteurs syndicaux et l'émergence de nouvelles militances à l'occasion de la manifestation de formes nouvelles d'organisation et d'intervention des salariés qui mettent en question l'efficacité des pratiques syndicales traditionnelles.

Ces interrogations nous conduisent à nous associer au projet de convention de recherche C.G.T. - C.N.R.S. - M.R.T. élaboré par Jean Lojkine, Directeur de Recherche au CNRS (C.E.M.S.) et par Jean Pierre Terail, professeur de Sociologie (Université de Nancy). L'objectif est de mieux connaître la réalité de ces "formes nouvelles d'organisation et d'intervention des salariés dans l'entreprise " et d'en apprécier la signification.

Cette recherche collective qui constituera un moment de notre travail doit débuter en 1992, durer deux ans et regrouper notamment des chercheurs du C.N.A.M. (Danièle Linhart et Danièle Kergoat), de l'Université de Toulouse (Yvette Lucas), de l'Université d'Aix-Marseille (Yves Schwartz, P. Bouffartigue).

Il s'agira dans une première phase de réaliser, sous la responsabilité directe d'un comité de pilotage, un nombre réduit de monographies finalisées par la même grille de questionnement ; dans une seconde phase, de se livrer à un travail de confrontation de ces éclairages ponctuels, afin de dégager une thématique précise et une méthodologie d'enquête nationale.

10. MEDICINE AND CHILDHOOD PROJECT

Geneviève CRESSON

C'est un projet européen dont les titre et sous-titre sont explicites (Medicine and Childhood. Medicine Use, Health Behaviour and Children's Perception of Medicine and Health Care : a concerted Action Program for the European Community). Neuf pays de la C.E.E. sont concernés. Il s'agit d'une collaboration entre anthropologues, ethnologues, psychologues, pharmacologues et sociologues, sous la direction de Deanna J. TRAKAS, ph. D. Institute of Child Health, Department of Social Pediatrics, Athènes (Grèce).

Cette recherche en profondeur sur les conduites de santé et l'usage des médicaments est effectuée principalement auprès des enfants, mais les parents sont aussi interrogés à plusieurs reprises. Les enfants en cours de socialisation sont les témoins privilégiés de la culture et des comportements de leur milieu

vis-à-vis de la santé et de la maladie. Le choix de cette population cible est dicté par la volonté de comprendre les processus d'acquisition de modèles de comportements sanitaires. Ceux-ci concernent aussi bien le maintien de la bonne santé que ce qui facilite ou conditionne la guérison. Les promoteurs de cette recherche ont une préoccupation soutenue pour les implications en matière d'éducation à la santé, de promotion de la santé. L'intérêt aussi bien scientifique (étant donné le peu de connaissances disponibles sur tous ces processus de socialisation en matière de santé) que plus pragmatique (l'enjeu est énorme en matière de politique sociale, d'orientation des politiques de santé ou d'information sanitaire) vaut la peine d'être souligné.

Les méthodes et techniques retenues sont principalement celles de l'anthropologie et de la sociologie, et notamment l'analyse thématique de contenu d'entretiens semi-directifs répétés, qui permettront le mieux -en l'état actuel des connaissances sur le sujet- de progresser dans la description et la compréhension en profondeur des relations qui se jouent autour des notions de santé, soins, médicaments. Une centaine d'enfants (de 7 et 10 ans) ainsi que leurs parents seront rencontrés à plusieurs reprises dans chaque site européen. Des études pilotes ont été conduites dans trois pays différents, et une équipe scientifique a défini un protocole d'enquête qui permette des comparaisons entre les sites sans gêner l'émergence des particularités locales. La recherche durera deux ans.

Au niveau européen la décision finale de financement date de novembre 90, notifiée en janvier 91. Au niveau local la recherche de financement se poursuit et le travail sur le terrain doit commencer en automne 1991 pour s'achever fin 1993.

11. COMPARAISONS INTERNATIONALES. QUELQUES CONCEPTS PRELIMINAIRES

Béatrice APPAY

Il s'agit de continuer ici une réflexion sur la démarche sociologique qui utilise la comparaison internationale comme méthode exploratoire de l'analyse des transformations contemporaines des sociétés modernes. Dans le champ de l'analyse sociologique, la comparaison internationale a des spécificités qu'il convient d'explorer pour dépasser, et surtout se donner les moyens de dépasser ce qu'il convient d'appeler la juxtaposition homogénéisée d'analyses nationales. Il s'agit ici de soulever des problèmes qui tiennent à la conception de la recherche et, par la-même, aux résultats et à leur utilisation mais aussi à l'identification et à la mise en oeuvre des moyens nécessaires sinon suffisants.

Le premier versant de cet axe de recherche porte sur un travail méthodologique et conceptuel sur la démarche sociologique dans le domaine de la comparaison internationale avec une interrogation spécifique :

- 1) sur la place du travail de terrain et sa valeur heuristique,
- 2) sur la contradiction entre la nécessité de traiter d'objets spécifiques et celle de leur articulation avec la compréhension des cohérences sociétales globales,
- 3) Sur la double distanciation. La double distanciation est un concept spécifique à la comparaison internationale car s'il pose le problème classique de la distanciation sociologique du chercheur à son objet, et donc du socio-centrisme, il pose également le problème moins classique de la distanciation du chercheur aux productions scientifiques nationales. Les ethnologues et anthropologues, qui ont largement exploré du point de vue méthodologique les problèmes de comparaison internationale, n'ont pas eu à l'affronter, travaillant sur des sociétés "traditionnelles" non dotées de communauté scientifique nationale.

Le second versant de cette recherche porte sur l'analyse des formes de division du travail scientifique, des modes d'organisation de la recherche comparative, des principes de division du travail par rapport à la construction des objets de recherche et leurs conséquences sur les résultats obtenus. A partir de l'analyse des comparaisons existantes, il s'agit de caractériser les différentes méthodes de travail mises en oeuvre. Pour l'instant cinq types de division du travail scientifique apparaissent, de la simple juxtaposition à la coopération croisée, en passant par la sous-traitance et la coopération cloisonnée. La question du rapport entre le travail de recherche individuel et le travail collectif est essentiel dans le domaine de la comparaison internationale. Si la recherche individuelle trouve son expression à travers le cas type de ce que l'on peut appeler "l'ethnologue des sociétés modernes", archaïque dans sa modernité, on peut lui associer une forme collective de la "coopération croisée" qui répond aux principes de base nécessaires sinon suffisants à la comparaison internationale. Ce dernier type d'organisation du travail scientifique repose sur un mode de production collective de la recherche et débouche sur des propositions concrètes de travail et de formation à la recherche dans ce domaine.

12. PROGRAMME DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE SUR LA COMMUNICATION INTERCULTURELLE

Responsable : Dieter WELKE

Participants : Ursula MOUREAU, Klaus GERTH, Serge GOUAZE, Jérôme VAILLANT, Hans HORLING, Michael GRAFF.

Dans la multitude des facteurs à l'oeuvre dans l'intégration européenne, les processus communicatifs interculturels jouent un rôle important et constitutif, dans bon nombre de domaines, qu'il s'agisse des rapports politiques, commerciaux, techniques, ou socio-culturels. Fondé en 1989 le groupe de recherche sur la communication interculturelle du CRAC se propose d'étudier les aspects spécifiques de la communication et notamment de la communication verbale, entre sujets ou groupes de sujets appartenant chacun à une culture différente. La recherche porte essentiellement sur les processus à l'oeuvre dans le

domaine de la négociation commerciale. Le groupe de recherche fait partie du groupement de recherche international, le groupement IBC (International Business Communication) qui fédère de nombreuses équipes de recherche universitaires au niveau européen. Actuellement le groupement IBC est composé essentiellement d'équipes hollandaises, allemandes, belges et scandinaves. Le groupe du CRAC est pour le moment le seul groupe français présent dans IBC.

Le travail du groupe de recherche s'est concentré en 1990 sur quatre aspects :

- la consolidation des amorces théoriques,
- la recherche socio-psychique (travaux sur la "corporate culture" et son implication dans la communication commerciale internationale),
- l'intégration du travail de recherche dans les activités du groupe IBC,
- applications didactiques.

Les travaux se poursuivent actuellement dans deux directions principales : aspects socio-psychiques de la communication interculturelle (Klaus GERTH), développement d'une systématique des amorces analytiques (Dieter WELKE). Quant à l'analyse pragmatolinguistique des processus de négociation, le CRAC est en train d'établir une collaboration rapprochée avec le laboratoire de J. Rehbein à l'Université de Hambourg.

Le 27 novembre 1990 le groupe de recherche du CRAC a organisé à l'Université de Valenciennes le 3e Symposium international du groupement IBC. Y ont participé, en dehors des membres du CRAC, des chercheurs venant de nombreuses universités européennes (Eindhoven, Tilburg, Maastricht, Louvain, Hambourg, Duisburg, Leipzig) ainsi qu'un représentant de l'Ambassade des Pays-Bas en France.

Communication de Klaus GERTH : "Communication interculturelle : quelques aspects concernant la communication dans le monde des affaires" ; les débats du symposium ont été modérés par Dieter WELKE.

Ce programme s'articule étroitement avec l'important travail réalisé sur le processus d'unification des deux états allemands, mené en coopération avec la revue Allemagne d'aujourd'hui, cf. notamment ns° 109/110 et 114 (responsable : Jérôme VAILLANT ; participants : Serge GOUAZE, Hans HORLING, Dieter WELKE, Jean Luc DEBRU, Jean Yves PARAISO, Michael GRAFF, Jurgen BOKER). Une meilleure interaction entre cette recherche et celles portant sur le même objet est tout à fait indispensable.

13. LES MUTATIONS DES SYSTEMES JURIDIQUES EUROPEENS ET LE DROIT DE L'ADMINISTRATION

Projet sélectionné dans le cadre de l'appel d'offres "Intelligence de l'Europe"

Gérard MARCOU

Il s'agit d'étudier l'impact sur l'évolution du droit de l'administration des pressions qui s'exercent aujourd'hui sur les systèmes juridiques nationaux de plusieurs pays européens, appartenant ou non à la Communauté européenne.

Ces pressions sont de deux ordres :

- La mise en place d'un droit communautaire d'application directe impose non seulement la modification de nombreuses normes nationales, mais peut induire aussi des modifications structurelles par la réception, avec les normes communautaires, de notions hétérogènes ou de méthodes étrangères à la tradition juridique nationale.

- L'internationalisation de la vie économique affecte les conditions de l'action économique de l'Etat, et donc les collectivités subétatiques. Les politiques de déréglementation ont eu surtout pour effet d'en modifier l'objet : à l'objectif de corriger les effets du marché ou d'en isoler certaines activités, s'ajoutent ou succèdent des instruments permettant aux pouvoirs publics de s'appuyer sur les lois du marché pour atteindre certains objectifs de politique publique. Il en résulte une diversification du droit de l'administration, par la multiplication des emprunts au droit privé et même au droit des affaires.

Ces évolutions posent la question de la finalité de l'action publique et de la logique des formes de partenariat public-privé qui se développent en maints domaines (développement urbain, transports). L'utilisation critique de la théorie économique des droits de propriété et des travaux juridiques qui lui sont liés devrait contribuer à l'évaluation de ces mutations.

La réalisation de la recherche repose sur un réseau de partenaires dans les pays du champ de l'étude. Elle doit déboucher sur la tenue d'un séminaire international dont les actes seront publiés.

Durée prévue du programme : 36 mois, 1991-1993

Financement : MRT : 50 000 F. TTC.

QUATRIEME PARTIE

COLLOQUES, SEMINAIRES,
VALORISATION,
RELATIONS INTERNATIONALES

1. COOPERATIONS SCIENTIFIQUES ET REALISATIONS CONJOINTES

On a relevé, à la lecture de ce rapport, l'importance et la diversité des liens établis entre l'IFRESI et d'autres organismes de recherche. On retiendra en particulier les relations nouées avec le secteur des Sciences pour l'Ingénieur, et avec les Ecoles d'Ingénieurs. Une convention de coopération a été signée entre l'IFRESI et l'Institut Industriel du Nord (IDN). Un accord du même type est en préparation avec l'Ecole Nouvelle d'Ingénieurs en Communication (ENIC). On aura noté par ailleurs la contribution de l'équipe animée par C. MAHIEU au réseau constitué autour du Centre Régional de Génie Industriel (CRGI).

Dans le cadre de la coopération avec l'IDN, deux opérations ont été réalisées par le Laboratoire d'Aménagement Régional et Urbain (LARU/IDN) en liaison avec l'IFRESI et à partir de l'utilisation de l'important équipement informatique dont l'Institut dispose. Il s'agit dans les deux cas de la création d'instrumentations scientifiques originales.

-Stratégie des groupes industriels.

L'équipe de documentation du LARU-CRESSI (Direction : Frédéric CUNAT), qui poursuit son travail sur la stratégie des groupes industriels et l'évolution de leurs structures, est en cours d'informatisation de la base documentaire qu'elle a constituée, de façon jusque là manuelle, depuis six ans. Au cours de l'année 90-91, a été conçu un logiciel adapté permettant une actualisation permanente de la banque de données (plusieurs centaines de fiches ont déjà été "saisies"), des recherches d'informations sur la base de clés d'indexation, et l'impression finale de fiches documentaires.

-Infographie, cartographie automatique.

Par ailleurs, l'arrivée au LARU d'un Docteur-Ingénieur (Olivier BOISARD) a permis d'entamer une nouvelle piste de travail du Laboratoire, dans le domaine de l'infographie, en liaison étroite avec l'IFRESI. Au cours de cette année, a été commencée une étude visant à concevoir et expliciter un système d'information géographique destiné à traiter des données socio-économiques régionales, et fondé sur l'association dans un environnement informatique convivial, d'une base de données géographique et d'un logiciel orienté vers la cartographie automatique. Dans ce cadre, un stagiaire du LARU (K.SALJOGHI) travaillant à l'IFRESI, a mis au point sous la direction d'O. BOISARD un logiciel de cartographie automatique, permettant d'éditer des jeux de cartes à partir de séries chronologiques de données, jeux de cartes qui, récupérés dans un logiciel de présentation multimédia, permettent de créer des animations pouvant être transférées sur support vidéo. Dans ce cadre également, une équipe du LARU (O.BOISARD, F.CUNAT, I.NAPPI), a mis au point une cartographie de l'immobilier de bureau dans la métropole lilloise.

2. COLLOQUES, SEMINAIRES, RENCONTRES

Le développement de l'animation et des contacts scientifiques constitue une des missions assignées dès l'origine à l'IFRESI. L'installation de l'Institut en site propre (juin 1990) a, comme déjà dit, donné une impulsion considérable à cette activité. On n'en retiendra ici que les aspects les plus saillants.

2.1. Rencontres et colloques scientifiques

- Journée Internationale d'Etudes économistes-sociologues : *"Gestion de la main d'oeuvre dans les activités de service : transformations du travail et formation"*. Journée CNRS/IFRESI ; Lille I, 9 mars 1990. Responsables : Jean GADREY, Nicole GADREY. 8 communications, 50 participants. Publication : L'Harmattan (sous presse).

- Journée d'études *"La métropole lilloise entre l'Europe et la Région"*. Soutien IFRESI-Communauté Urbaine de Lille, 17 mai 1990. Responsables : M. BATTIAU, D. PARIS. Publication des Actes avec le soutien du Conseil Général du Nord en mars 1991, n° 6 de la série "Etudes" de la collection Travaux et Documents du L.G.H., 120 p., 70 participants.

- Journée d'études : *"Maîtrise de l'énergie, économie, environnement. L'apport de la modélisation économique"*. IFRESI, 20 juin 1990. Responsables : BOUSSEMART Jean-Philippe, LAFOLIE Bertrand, LESOURD Jean-Baptiste et MASSON Pierre. Organismes impliqués : AFME, IFRESI, LABORES. 55 participants, 8 communications, 2 tables rondes.

Programme de la journée d'étude :

session 1 : Problème méthodologiques et instruments économétriques appliqués à la modélisation de la demande d'énergie et de l'environnement. Président : J.PERCENOIS (CNRS, Université de Montpellier)

session 2 : Les modèles technico-économiques appliqués à la maîtrise de l'énergie : bilan et perspectives. Président P.VALETTE (CCE D.G. XII, responsable du programme JOULE sur les modèles Energie et Environnement).

- Secondes Journées IFRESI (24-25 janvier 1991). 103 participants.

50 communications écrites.

Programme :

session 1 : *"Production, services, entreprises, espaces : une mutation informationnelle ?"*. Rapporteurs : J. GADREY, F. MILLEQUANT

session 2 : *"Mémoires, histoires, identités, sujets sociaux en questions"*. Rapporteurs : N. BURGI, O. KOURCHID

session 3 : *"Formation, insertion et identités professionnelles, gestion de la main d'oeuvre : nouveaux acteurs, nouveaux défis"*, Rapporteurs : N. GADREY, J.M.DUPREZ.

session 4 : *"Précarités, politiques sociales, lien social : ruptures ? recompositions ?"*. Rapporteurs : M. AUTES, F. CALCOEN.

- Colloque international *"1er mai 1891-1991 : Fourmies"*, organisé sous la présidence de M. REBERIOUX par le Conseil Scientifique de l'Ecomusée de Fourmies, en coopération avec l'IFRESI, le GRECO *"Travail et travailleurs en France aux XIXe et au XXe siècles"* et le CHRMSS (Paris I). Fourmies, 1, 2, 3, 4 mai 1991.

- Colloque sur les *"Industries informationnelles en France et en Grande-Bretagne"*, IFRESI, 22 mai 1991. Responsables : F.MOULAERT, P.COOKE. Laboratoires impliqués : LAST, RIR (Université du Pays de Galles, Cardiff). Quatre communications, 25 participants.

En préparation :

- Colloque : *"Arras 1891-1991, Cent ans de conventions collectives"*. Arras, 21-22 novembre 1991, organisé conjointement par l'IFRESI, le GDR 55 (groupe mines), avec le soutien du PIRTTEM. Responsable : O.KOURCHID. Groupe d'organisation : M.REBERIOUX, R.TREMPE, A.KUHNMUCH, G.CAIRE, O.KOURCHID, M.SIMON. Trente communications inscrites.

- Colloque International sur *"La crise de l'Etat contemporain"*. Responsable : N.BURGI, avec P.CANIVEZ (Centre Eric Weill, Université Charles-de-Gaulle, Lille III), P.VERMEREN (CNRS, Paris), et B.JESSOP (Université de Lancaster, Grande-Bretagne). Printemps 1992.

2.2. Séminaires, réunions, conférences

L'installation de l'IFRESI dans un bâtiment situé à proximité immédiate de la gare de Lille, et disposant de plusieurs salles de réunion, a permis plus généralement de multiplier contacts et rencontres :

- séminaires et réunions de travail organisés par les équipes (4 séminaires réguliers, réunions multiples) ;
- séminaires plus spécifiquement destinés à des étudiants de 3e cycle : la tenue à l'IFRESI de séances organisées par les diverses formations doctorales auxquelles il fournit accueil et soutien constitue un facteur très important de décloisonnement et de contact ;
- cycle de conférences publiques organisé à l'IFRESI et avec son concours par la Faculté des Sciences Economiques et Sociales et sa revue Clés (responsable : F.VANDELDE). 13 séances, 70 participants en moyenne.
- accueil de multiples réunions de travail tenues par les partenaires de l'IFRESI, universitaires ou non, intervenant dans son champ de compétence scientifique.

3. VALORISATION, TRANSFERT

Les activités évoquées au paragraphe précédent sont marquées par une volonté de large ouverture sur l'extérieur, et comportent déjà une dimension de valorisation, voire de transfert. C'est aussi le cas d'un nombre important d'opérations décrites dans le cours de ce rapport. Recherche, diagnostic, éventuellement expertise ou conseil, sont étroitement associés dans des domaines aussi divers que les transferts de technologie aux PME (M.DELPIERRE, C.MAHIEU), les architectures intégrées en entreprise (C.MAHIEU), les transferts dans les services (J.C.DELAUNAY, J.GADREY et al.), la gestion et la formation des personnels (M.SUEUR à la Sollac, E.CHARLON chez Renault-Douai et Rabot-Dutilleul), la réponse à des demandes précises en matière d'accès à l'enseignement supérieur (F.GUGENHEIM), l'évaluation du RMI (M.AUTES, F.CALCOEN), celle des politiques de prévention de la délinquance (D.DUPREZ), etc... Il en va de même des recherches sur le devenir régional et l'aménagement spatial (F.MILLEQUANT, F.CUNAT, D.PARIS, P.BRUYELLE, G.JOIGNAUX, B.ZUINDEAU et al). Ces exemples sont loin d'être exhaustifs.

Mention particulière doit être faite des actions animées par O.KOURCHID, en collaboration avec A.KUHNMUCH (Centre Historique Minier), autour de la conservation et de la valorisation de tout ce qui a trait à la mémoire collective minière (coopération : Houillères du Bassin Nord/Pas-de-Calais, municipalité d'Oignies ; constitution et dépôt d'un fonds photographique de vues obliques de 1920 à nos jours ; important travail d'animation et de muséographie à forte composante pédagogique). Un programme scientifique et pédagogique sur les Sécurités industrielles vient d'être mis en place.

4. RELATIONS INTERNATIONALES

La multiplicité des relations qu'entretiennent équipes et chercheurs au plan international ressort de la lecture de ce bilan. Là non plus, on ne dressera pas une liste exhaustive. On notera que ces relations ne se limitent pas à des échanges et contacts : elles revêtent de plus en plus la forme d'opérations de recherche concertée. Il conviendra, dans la période qui s'ouvre, que des accords plus formels et institutionnels soient multipliés entre l'IFRESI comme tel, et les centres de recherche et/ou les universités avec lesquelles des relations de travail existent déjà ou sont à promouvoir.

REMARQUES FINALES

On se défendra, en clôturant ce rapport, de tout triomphalisme. Nul ne mesure mieux que nous le travail à accomplir pour consolider l'existant et donner à l'entreprise un développement à la mesure des ambitions affichées. Mais, au terme de cinq années d'activité, dont une seulement en site propre, et malgré le handicap qu'a représenté le retard de l'opération immobilière, il semble que le pari (non dépourvu de risques) pris en créant l'IFRESI a de sérieuses chances d'être tenu.

Au chapitre des acquis, on songe d'abord à la forte mobilisation du milieu scientifique et à une coopération, qui ne va pas de soi dans l'univers académique, entre huit formations relevant de cinq établissements universitaires. Le rôle fédérateur joué par le CNRS, en étroite coopération avec les Universités et avec le soutien du Conseil Régional, est ainsi mis en pleine lumière. L'expérience montre qu'il est possible de structurer la recherche, y compris en Sciences de l'Homme et de la Société, à deux conditions : dégager un programme scientifique mobilisateur, et respecter scrupuleusement l'identité et l'autonomie de chaque équipe et de chaque chercheur. S'y ajoute, élément essentiel, la création d'une cellule de gestion, d'administration et de soutien technique et logistique à la recherche, qu'il convient de compléter en termes de compétence informatique. Enfin, rien n'aurait été possible sans l'effort considérable consenti par le CNRS et par le Conseil Régional, avec le soutien de la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales du Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, pour doter l'Institut d'une infrastructure matérielle de dimensions et d'une qualité comparativement tout à fait exceptionnelles.

L'autre résultat positif est que, non seulement l'IFRESI existe, puisque travaux et interactions entre chercheurs s'y développent, mais qu'on commence à le voir. C'est vrai pour toute la communauté scientifique régionale, mais aussi, déjà plus que potentiellement, nationale et internationale, comme en témoignent colloques et rencontres organisés. C'est vrai, au moins autant, des partenaires sociaux et institutionnels de cette même communauté. Le potentiel scientifique en voie de structuration, le fait qu'on puisse localiser une instance capable de dire qui fait quoi et de jouer un rôle de mise en relation et d'organisation, constitue pour les partenaires un facteur de confiance additionnelle important. C'est, à leurs yeux -comme à ceux du milieu et institutions scientifiques- un gage de sérieux et d'efficacité, qui rompt avec le stéréotype d'une communauté incapable de s'organiser et stérilisée par les querelles de chapelles. Preuve est faite -y compris aux yeux des disciplines "lourdes" ou "dures"- que les Sciences de l'Homme et de la Société ne sont pas fatalement l'homme malade des secteurs scientifiques.

Au cours des deux années écoulées, des progrès sensibles nous semblent avoir été réalisés, dans plusieurs des directions suggérées en conclusion de notre précédent rapport.

1) L'effort d'approfondissement théorique et d'élaboration conceptuelle en est peut être le trait le plus marquant. Il s'accompagne d'un développement très significatif des échanges et des confrontations intellectuels. Progressivement émergent de véritables coopérations, transgressant les frontières disciplinaires, mais reposant sur la spécificité des "métiers" auxquels correspondent, pour l'essentiel, nos diverses disciplines. Par un paradoxe apparent, une meilleure maîtrise théorique, et un regard plus distancié par rapport aux recherches, favorisent la mise au point d'un langage commun et une détermination plus concertée des grands axes d'investigation à promouvoir.

2) L'ouverture vers l'extérieur ne pâtit pas, bien au contraire, de cette priorité au fondamental. Le rapport fait apparaître l'ampleur et la richesse des liens de partenariat, pouvant aller de la recherche concertée au conseil et à l'expertise, noués en toute indépendance avec les entreprises, les diverses structures de transfert, les collectivités territoriales, les grands ministères et organismes d'Etat, et d'autres acteurs, notamment associatifs.

Le nombre (et le montant global) des contrats conclus en est un des indicateurs. L'accueil à l'I.F.R.E.S.I. de multiples réunions de travail entre les chercheurs et leurs partenaires (Commission Nationale d'Evaluation du RMI, DRE, Responsables de services du Conseil Régional, etc...), l'organisation de conférences grand public, en sont d'autres, non moins significatifs.

On en dira autant du développement des relations tissées et des coopérations engagées aux plans national et peut-être surtout international, tant au niveau de la CEE qu'avec l'Amérique du Nord (U.S.A., Québec), le proche et le Moyen-Orient, et, déjà plus que potentiellement, l'Europe Centrale et Orientale. Comme déjà dit, l'institutionnalisation de ces acquis constitue un des objectifs de l'étape qui s'ouvre.

3) La contribution de l'IFRESI à la formation à et par la recherche constituait un de nos objectifs. Nous ne prévoyions pas, pour autant, un aboutissement aussi rapide ni aussi prometteur. 34 doctorants, la plupart allocataires (et tous fortement insérés dans des équipes bien structurées), participent aux recherches et autres activités de l'IFRESI. Très majoritairement, ils sont hébergés dans ses locaux et disposent des ressources (notamment micro-informatiques) désormais indispensables. C'est pour eux, plus que pour toute autre catégorie de chercheurs, que l'I.F.R.E.S.I. enfin installé dans ses murs (et l'"effet école" ainsi induit) ont transformé les conditions matérielles et intellectuelles d'un travail jusqu'ici grevé par l'isolement et l'absence de moyens.

Ces premiers acquis doivent être naturellement consolidés, et appellent de nouveaux développements. Parmi les difficultés à surmonter, notons celle de la dispersion des centres de documentation entre les Universités et formations de recherche lilloises, et, de façon plus générale, la relative pauvreté des ressources locales en la matière. Un des objectifs prioritaires que se fixe la nouvelle direction et de réaliser la connexion informatique de l'IFRESI aux bases documentaires et banques de données locales, nationales, et, autant que faire se pourra, internationales, auxquelles l'accès interactif est désormais techniquement possible et scientifiquement indispensable. Il s'agit, en d'autres termes, de faire toujours plus de l'IFRESI et de ses installations, à la fois un lieu de recherche et de contacts vivant et motivant, et un outil, fonctionnant en service commun, pour toutes les capacités scientifiques travaillant dans le champ de compétence intellectuelle qui lui a été assigné.

A la condition de se souvenir que pour une institution scientifique, toute stagnation ou gestion de l'acquis à l'identique signifie délitement, on peut, expérience faite, envisager avec une certaine confiance l'avenir de l'IFRESI. La formule fédérative retenue a fait ses preuves. Reste à ceux qui l'ont mise en oeuvre, à ceux qui les rejoignent, aux partenaires qui ont soutenu leurs efforts, à poursuivre ensemble la tâche entreprise. La cohésion manifestée par l'ensemble des composantes, notamment à l'occasion de la proposition qu'il revenait au Conseil de faire pour la désignation du nouveau directeur, la volonté affirmée par tous de poursuivre dans la voie choisie dès l'origine, laissent raisonnablement bien augurer de la suite.

15 Juin 1991.

ANNEXES

CELLULE DE GESTION ET DE SOUTIEN LOGISTIQUE A LA RECHERCHE

| | | |
|-----------------------|------------|---------------------------|
| DE LA CHAUX Guy | Technicien | CNRS |
| MARECAILLE Fariza | AJT | CNRS |
| MONSEUR Danièle | SAR 1 | CNRS |
| VANHOUTTE Jean-Claude | IR 1 | CNRS (Secrétaire Général) |

119
INDEX DES PERSONNELS DE RECHERCHE
ENGAGES DANS LES ACTIVITES DE L'IFRESI
(15 juin 1991)

AVERTISSEMENT

L'IFRESI n'étant pas une formation au sens strict du terme, cet index n'est pas l'équivalent des habituelles *"liste des membres de l'Unité"*. Il a pour fonction principale de permettre au lecteur d'identifier les personnes citées dans ce rapport, en termes de discipline, de formation d'appartenance et de position statutaire.

Ne sont ici retenues que les personnes effectivement engagées dans les activités de l'IFRESI et membres, soit d'une des formations constitutives, soit (pour six d'entre elles), d'autres formations relevant d'une des structures universitaires du Nord/Pas-de-Calais. Ne figurent pas dans cet index les collaborateurs extérieurs. Dans quelques cas (groupes de réflexion à forts effectifs), on s'est limité au noyau des animateurs. La participation aux Journées IFRESI, la présence dans les locaux et la contribution aux activités collectives, constituent des critères additionnels pour certains arbitrages.

Il s'agit, de toute façon, d'un instantané éminemment provisoire. Un important turn-over est le corollaire normal d'une formule en vertu de laquelle l'accueil à l'IFRESI et l'accès à ses ressources découle (et découle seulement) de la participation aux activités inscrites au programme de l'Institut.

ABREVIATIONS

A:allocataire MRT ; AS:assistant ; ATER:allocataire temporaire d'enseignement et de recherche ; BDI:boursier docteur-ingénieur ; DR:directeur de recherche ; CE:chargé d'études ; CR:chargé de recherche ; IR:ingénieur de recherche ; IE:ingénieur d'études ; MC:maître de conférences ; post-doc:post-doctorant.

Pour les sigles des formations constitutives comme pour les disciplines, on se reportera au tableau figurant en tête de ce rapport pages 3 et 4.

Trois autres formations sont citées :

CEPE : Centre d'Etude des Economies et des Politiques Européennes
(Faculté des Sciences Economiques et Sociales, Lille I)

LARU : Laboratoire de Recherche Régionale et Urbaine
(Institut Industriel du Nord)

Inst. Eco. Rég. : Institut d'Economie Régionale (Lille II)

A. ENSEIGNANTS-CHERCHEURS DES UNIVERSITES

| Nom et prénom | Discipline | Formation d'appartenance | Grade |
|-------------------------------|------------|--------------------------|--------------------|
| BATTIAU Michel | Géo | L.G.H. | PR Lille III |
| BENTEUX Francis | Eco | CLERSE | MC Lille I |
| BONDUE Jean Pierre | Géo | L.G.H. | MC Lille I |
| BOUSSEMART Jean Philippe | Eco | LABORES | MC Lille III |
| BRUYELLE Pierre | Géo | LGH | PR Lille I |
| CHADEAU Emmanuel | Hist. | C.H.R.N. | PR Lille III |
| CHARLON Elisabeth | Socio | CLERSE | MC Lille I (CUEEP) |
| CUNAT Frédéric | Géo | LARU/IDN | MC Lille I |
| DEBOURSE Jean Pierre | Gestion | URA 936 | PR IAE/Lille I |
| DECHARNE Marie Noëlle | Socio | CLERSE | MC Lille III |
| DEJONGHE Etienne | Hist. | C.H.R.N. | PR Lille III |
| DELAUNAY Jean Claude | Eco | CLERSE | MC Lille I |
| DELMAS Bernard | Eco | CLERSE | AS Lille I |
| DEMAILLY Lise | Socio | CLERSE | IUFM / Lille I |
| DESREUMAUX Alain | Gest. | URA 936 | PR IAE/Lille I |
| DEWAILLY Jean Marie | Géo | LGH | MC Lille I |
| DORMARD Serge | Eco | CEPE | PR Lille I |
| DUPREZ Jean Marie | Socio | CLERSE | MC Lille I |
| FERREOL Gilles | Socio | CLERSE | MC Lille I |
| FEUTRIE Michel | Socio | CLERSE | MC Lille I (CUEEP) |
| FOUDI Rachid | Eco | CLERSE | MC Lille I |
| GACHELIN Claude | Géo | LGH | MC Lille I |
| GADREY Jean | Eco | CLERSE | PR Lille I |
| GADREY Nicole | Socio | CLERSE | MC Lille I |
| GAYOT Gérard | Hist. | URA 1020 | MC Lille III |
| GERTH Klaus | Germ. | CRAC | MC Valenciennes |
| GREVET Patrice | Eco | CLERSE | PR Lille I |
| HARDY Odette | Hist. | URA 1020 | MC Lille III |
| HERAN Frédéric | Eco | CLERSE | MC Lille I |
| HIRSCH Jean Pierre | Hist. | URA 1020 | MC Lille III |
| HORLING Hans | Ger | CRAC | PR Valenciennes |
| KOSTRUBIEC Benjamin | Géo | LGH | MC Lille I |
| KRIFA Hadjila | Eco | CEPE | MC Lille I |
| LAMARCHE Colette | Socio | CLERSE | MC Lille III |
| LENGRAND Michel | Sc. Pol. | CRAPS | MC Lille II |
| MARCHAND Françoise | Géo | LGH | PR Lille I |
| MARCOU Gérard | Sc. Pol. | CRAPS | PR Lille II |
| MENAGER Bernard | Hist. | CH.R.N. | PR Lille III |
| MOULAERT Frank | Eco | CLERSE | MC Lille I |
| PARIS Didier | Géo | LGH | MC Lille I |
| RAHMANIA Nadji | Maths | CLERSE | MC Lille I |
| RENARD Jean Pierre | Géo | LGH | MC Lille I |
| SIMON Michel | Socio | CLERSE | PR Lille I |
| STANKIEWICZ François | Eco | CLERSE | PR Lille I |
| SYSSAU Jean Louis | Gestion | URA 936 | MC Valenciennes |
| THUMERELLE Pierre Jean | Géo | LGH | PR Lille I |
| VAILLANT Jérôme | Germ. | CRAC | PR Valenciennes |
| VANDEBUSSCHE Robert | Hist. | C.H.R.N. | MC Lille III |
| VANDEVELDE Frank | Eco | CLERSE | MC Lille I |
| VAUDOIS Jean | Géo | LGH | MC Lille I |
| WALLON-LEDUCQ Christian Marie | Sc. Pol. | CRAPS | MC Lille II |
| WELKE Dieter | ger | CRAC | AS Valenciennes |
| ZEROULOU Zahia | Socio | LABORES | MC Lille I |
| ZUINDEAU Bertrand | Eco | CEPE | MC LILLE I |

TOTAL

53

dont personnes habilitées à diriger des recherches

21

B. CHERCHEURS CNRS

| Nom et prénom | Discipline | Formation d'appartenance | Grade |
|---------------------|------------|--------------------------|-------|
| APPAY Béatrice | Socio | CLERSE | CR |
| BURGI Noëlle | Sc. Pol. | CRAPS | CR |
| CALCOEN Francis | Eco | LABORES | DR |
| CONVERT Bernard | Socio | LARU/IDN | CR |
| CORNUEL Didier | Eco | CEPE | DR |
| CUKROWICZ Hubert | Socio | CLERSE | CR |
| DUPREZ Dominique | Socio | CLERSE | CR |
| DURIEZ Bruno | Socio | CLERSE | CR |
| KOURCHID Olivier | Socio | CLERSE | DR |
| MAHIEU Christian | Socio | CLERSE | CR |
| MILLEQUANT François | Eco | LABORES | CR |
| PINET Michel | Socio | LARU/IDN | CR |

TOTAL 12

dont personnes habilitées à diriger des recherches 3

C. INGENIEURS CNRS

| Nom et prénom | Discipline | Formation d'appartenance | Grade |
|--------------------|------------|--------------------------|-------|
| AUTES Michel | Socio | CLERSE | IR |
| BAICHERE Catherine | Socio | CLERSE | IE |
| DELACROIX Roland | Socio | CLERSE | IE |
| ENGRAND Sylvie | Socio | CLERSE | IE |
| LEFEBVRE Bénédicte | Socio | CLERSE | IE |
| MASSON Pierre | Eco | LABORES | IE |
| SUEUR Michel | Socio | CLERSE | IE |
| THIBAUT Jules | Socio | CLERSE | IE |

TOTAL 8

D. INGENIEURS DES UNIVERSITES

| Nom et prénom | Discipline | Formation d'appartenance | Grade |
|-------------------|------------|------------------------------|-------|
| CART Benoît | Eco | CLERSE | IE |
| BASTIN Nicole | Eco | CLERSE | IE |
| DELPierre Martine | Sc. Pol. | CLERSE | IE |
| GUGENHEIM Francis | Socio | CLERSE | IE |
| JOIGNAUX Guy | Eco | Inst.Eco.Rég. de Lille II | IR |

TOTAL 5

E. DOCTORANTS

| Nom et prénom | Discipline | Formation d'appartenance | Situation | Observations |
|-----------------------|------------|--------------------------|-----------|--------------------------------------|
| COUPLEUX Sylvie | Géo | LGH | A | |
| DUMONT Frédéric | Géo | LGH | BDI | |
| CRETON Dominique | Géo | LGH | A | |
| HOTTE Jean-Louis | Géo | LGH | A | |
| KAPUSTA Jean-Claude | Géo | LGH | CE | BDI 1987-1990 |
| LE MENE Christine | Géo | LGH | A | |
| PIEDANNA Vincent | Géo | LGH | A | |
| DESBOIS Hélène | Sc. Pol. | CRAPS | BDI | |
| SCARWELL Helga | Sc. Pol. | CRAPS | BDI | |
| BILLIET Catherine | Eco | CLERSE | ATER | |
| GALLOUJ Faïz | Eco | CLERSE | BDI | |
| GALLOUJ Camal | Eco | CLERSE | A | |
| JANY-CATRICE Florence | Eco | CLERSE | ATER | BDI 1987-1990 soutenance 28/06/91 |
| DJELLAL Faridah | Eco | CLERSE | CE | |
| HENGUELLE Valérie | Eco | CLERSE | CE(CEREQ) | A 1987-1990 |
| LAMMENS Laurence | Eco | CLERSE | ATER | |
| LEMATTRE Martine | Eco | CLERSE | A | |
| MAUROY Hervé | Eco | CLERSE | A | |
| PAYS Christophe | Eco | CLERSE | A | |
| RIBAULT Thierry | Eco | CLERSE | ATER | A 1987-1990 |
| TRELCAT Marie-Hélène | Eco | CLERSE | BDI | |
| BOUKABOUS Zora | Socio | CLERSE | CE | |
| CRESSON Geneviève | Socio | CLERSE | CE | |
| DEBAISIEUX Patricia | Socio | CLERSE | CE | A 1988-1990 |
| DEMAZIERE Didier | Socio | CLERSE | CE | Soutenance 22/05/91 |
| HESS Didier | Socio | CLERSE | CE | |
| MONFROY Brigitte | Socio | CLERSE | CE(CEREQ) | A 1988-1990 |
| ROQUET Pascal | Socio | CLERSE | A | |
| SAINT-YVES Sylvie | Socio | CLERSE | Bourse | |
| VERMELLE Véronique | Socio | CLERSE | BDI | |
| MAUNY Pascal | Socio | CLERSE | BDI | |
| VANDENBOSCHE Marc | Socio | CLERSE | A | |
| WAGNON Claude | Socio | CLERSE | ATER | Soutenance 15/05/91 |
| EVERAERE Christophe | Gestion | CLERSE | BDI | |
| EL ASRAROUÏ Hassan | Eco | LABORES | CE | |

TOTAL**34****F. AUTRES CHERCHEURS**

| Nom et prénom | Discipline | Formation d'appartenance | Situation |
|------------------------------|------------|--------------------------|-----------------|
| ABIASSI Amen | Gestion | URA 936 | Post.doc., CE |
| DENDIEVEL-VERMELLE Marie-Ch. | Socio | CLERSE | Post.doc., ATER |
| DOKOU Kokou | Gestion | URA 936 | Post.doc., CE |
| POUCHAIN Pierre | Histoire | URA 1020 | Cherch.associé |

